

Cuba ou le « complexe de l'insularité »

EST-CE le prélude à un nouveau « Mariel », cet exode vers la Floride de cent mille Cubains à partir du port de Mariel en 1980 ? C'est en forçant les grilles de l'ambassade du Pérou que les réfugiés ont obtenu gain de cause, et du même coup mis à nu les carences d'un régime jusqu'à égarer par l'opinion publique. Depuis deux semaines, un étrange ballet se déroule à La Havane, autour des chancelleries européennes gardées comme des bunkers : des « réfugiés » ou supposés tels, trompent la surveillance, avec une facilité qui inquiète Madrid, après les autorités tchécoslovaques, qui, les premières, en ont fait les frais : à quoi joue La Havane ?

Certains ont vu dans les milliers de l'ambassade de Tchécoslovaquie, mise à sac par quelques-uns de ces réfugiés, un peu trop musclés, un éveil à la démocratie, et comme tous les nouveaux convertis trop prompts à donner des leçons de démocratie : le président Havel n'avait-il pas, après la condamnation de plusieurs dissidents le 2 juin, dénoncé ouvertement « cette injustice » ? Pour d'autres, ces « infiltrations » par des éléments communistes auraient pour but de dénoncer les menées, toujours réelles, des États-Unis, voire de certains pays occidentaux, visant à influencer le régime. Ce qui permettrait de justifier les mesures répressives que le clan des conservateurs, inquiet de l'effritement du pouvoir, voudrait voir adopter.

UNE seule chose est sûre : Cuba est sur le qui-vive. En trente ans de castrisme, pour si généreuse qu'elle fût, la geste révolutionnaire s'est figée dans une bureaucratie aux pesanteurs accablantes. Et si le blocus américain et la guerre idéologique, par ondes interposées depuis Miami, expliquent en partie la grogne née des pénuries et une certaine effervescence sociale, l'immobilisme du régime et ses « coups de sang » périodiques contre une dissidence mal tolérée ont fait le reste. Depuis que ses soldats sont rentrés d'Angola, et ses techniciens du Nicaragua ex-sandinistes, Cuba, l'exportatrice de révolution, rétrécit aux dimensions d'une île, souffre du « complexe de l'insularité ».

RIEN n'est plus perméable qu'une île, et la tempête idéologique qui s'est levée à l'Est, ébranlant au passage la « forteresse » albanaise, pourrait fort bien attiser encore le bouillonnement d'une jeunesse cubaine cultivée et exigeante. Effet pervers d'un nationalisme poussé à outrance ? Il n'est pas certain qu'elle se contente éternellement du « renouveau dans le changement » proposé par le régime, qui n'a su qu'offrir à sa réflexion - un an à l'avance ! - la discussion des orientations du futur congrès du parti. Mais le congrès est encore loin, et les candidats au départ, bien pressés.

D'autant plus qu'au bord de l'écèlement l'empire soviétique - ancien tuteur abhorré, mais efficace, de l'île - parle ouvertement de « s'alléger » à court terme du grand rapprochement des blocs, il ne fait pas bon jouer des grâces de sable. Pour gagner du temps, Castro va devoir discuter. Ouvrir la porte aux réfugiés pourrait être une première boutée d'oxygène.

Lire nos informations page 3

M 0147 - 7240 - 5,00 F



Création de cinq Länder en RDA

Le fédéralisme a été rétabli dans toute l'Allemagne

Des menaces pesaient toujours, lundi 23 juillet, sur l'avenir de la coalition au pouvoir en Allemagne de l'Est, qui ne parvient pas à s'entendre sur la date de fusion des deux États allemands et sur le mode de scrutin des prochaines élections. Un éclatement de la coalition accentuerait encore la crise économique en RDA. La Parlement de Berlin-Est a, par ailleurs, rétabli les anciens Länder, consacrant le retour du fédéralisme dans toute l'Allemagne.



Lire page 4 l'article d'HENRI DE BRESSON.

Ouverture de négociations commerciales à Genève

Les États-Unis et la CEE veulent régler leur différend agricole

Le différend entre les États-Unis et la CEE sur les aides à l'agriculture est le principal dossier des négociations commerciales ouvertes le lundi 23 juillet à Genève (Uruguay Round). Dimanche, les deux parties se sont entendues pour éviter qu'il ne bloque les débats. Les représentants d'une centaine de pays discuteront la libéralisation des échanges, un accord devant être trouvé avant la fin de l'année.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La réunion, cette semaine, du Comité des négociations commerciales (CNC), la plus haute instance de négociation pour les experts, promet d'être marquée par le différend agricole qui oppose la Communauté aux États-Unis. Ces derniers ont repris l'offensive de grande envergure déclenchée lors du sommet de Houston contre la politique agricole commune (PAC), agissant comme si la déclaration économique approuvée alors par les sept chefs d'État

et de gouvernement et réclamant des réductions « substantielles et progressives » de l'ensemble des soutiens accordés à l'agriculture, n'existait pas. Ils mettent à nouveau l'accent sur l'élimination des subventions accordées par la CEE pour exporter ses excédents agricoles. Ils cherchent d'autre part à accréder l'idée que la réussite de l'Uruguay Round est subordonnée au déblocage de cette affaire agricole.

La Communauté s'efforce de contrer cette tentative de dramatisation de la réunion du CNC.

PHILIPPE LEMAITRE
Lire la suite page 15

Electronique : l'Europe baisse sa garde

Après l'annonce de la vente du britannique ICL au japonais Fujitsu, une mobilisation des industriels et des pouvoirs publics s'impose

À un moment où la Grande-Bretagne envisage sérieusement de devenir membre à part entière du système monétaire européen, faudra-t-il l'exclusion de l'Europe des technologies ? La vente annoncée d'ICL à Fujitsu va forcer à se poser la question.

La firme britannique, qui a été jusqu'ici outre-Manche le champion national de l'informatique au même titre que Bull en France, Olivetti en Italie et Siemens en RFA, participe à de très nombreux projets communau-

naires de recherche et développement au sein d'Eureka, d'ESPRIT ou de RACE, les programmes de la CEE.

Que faire si Fujitsu prend la majorité du capital de la société britannique ? Accepter un statut qui reviendrait à laisser la porte ouverte des laboratoires européens aux Japonais alors que la réciproque, on s'en doute, n'est pas vraie. Aucune firme européenne ne peut l'accepter. Il faudrait se résoudre à exclure ICL des programmes engagés. Une

Angleterre nipponisée risque le bannissement de la politique européenne de recherche. Les conséquences seront grandes. D'abord M^{rs} Thatcher va, une nouvelle fois, se plaindre et claquer que Fujitsu, implanté en Europe et employant 18 000 salariés britanniques, mérite le titre d'européen.

N'a-t-elle pas déjà utilisé le même argument dans l'automobile pour les usines de Nissan et de Toyota ? Ensuite, en cas de refus, le premier ministre britan-

nique va remettre en cause les sommes qu'elle verse à ESPRIT et à Eureka et la fragile édifice risque de s'écrouler. Quand on sait que ces programmes représentent la seule politique industrielle de Bruxelles qui, pour le reste, s'en tient à un pur et dur libéralisme d'abaissement des barrières, des taxes et des soutiens publics, on mesure le danger. Or cette remise en cause interviendrait au plus mauvais moment.

ÉRIC LE BOUCHER
Lire la suite page 16

La mort de Sacha Pitoëff

Comédien, metteur en scène et professeur

page 24

Démographie mondiale

En 2025, les Africains seront deux fois et demie plus nombreux qu'aujourd'hui

page 15

Lutte contre la Mafia

L'ancien maire de Palerme condamné à trente-huit mois de prison

page 24

Relations diplomatiques entre Ryad et Pékin

Un succès pour la Chine

page 3

Affaires nicoises

À la demande de l'administration fiscale une enquête est en cours sur le versement à une intermédiaire d'une somme déboursée par la Ville

page 7

Frissons fin de siècle

Le feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX 6. - Les églantines de Carmaux

page 2

Du RER à EOLE

Les sondages ont commencé dans le sous-sol parisien pour la construction d'une nouvelle ligne

page 15

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Le pétrole inviolé du Pérou
■ La Mexique en quête d'argent
■ Socialisme libéral au Venezuela
■ La chronique de Paul Fabra

pages 17 à 19

Le sommaire complet se trouve page 24

Le recul des glaces

Les glaciers alpins souffrent de la sécheresse des trois derniers étés

GRENOBLE

de notre correspondant

Les glaciers souffrent de la chaleur et ils grondent. Principale conséquence des attaques répétées du soleil sur ces énormes masses blanches qui descendent des plus hauts sommets des Alpes, l'eau bouillonne sur leur front. Leur débit, multiplié par dix, vingt, parfois cinquante, traduit l'intense activité qui règne en ce moment à l'intérieur des glaciers. Leur marche en avant a été très fortement ralentie ou même stoppée.

Comme la plupart des glaciers alpins, celui des Bossons, situé dans la vallée de Chamonix, n'avait pas cessé de progresser et de se développer depuis trente ans. Ainsi, il avait regagné, en partie, le lit qu'il occupait il y a un siècle. Mais depuis trois ans, ce glacier régresse et son front recule de cinquante mètres par an. Connus pour réagir très vite aux variations climatiques, les Bossons sont ainsi victimes des trois derniers hivers peu enneigés, mais surtout des étés très chauds qui leur ont succédé.

Selon les ingénieurs du laboratoire de glaciologie et de géophysique de l'environnement de Grenoble, les températures qui

régnent au cours des mois de juillet et août conditionnent pour près de 50 % les bilans glaciaires, alors que les précipitations hivernales auraient une influence moindre, estimée à 15 %. Les conditions climatiques qui ont régné ces dernières années en montagne ont ainsi entraîné un recul de tous les petits glaciers, tandis que les plus gros voyaient leur avancée se réduire ou être stoppée, comme c'est le cas de la glacier de Glace, mais aussi du glacier d'Argentière. Ce dernier n'a ainsi avancé que de 9 mètres en 1989 contre 20 à 30 mètres par an au début de la décennie 80.

Depuis une quinzaine d'années, certains glaciers sont exploités par des sociétés de remontées mécaniques. Les faibles précipitations des hivers derniers, puis les fortes chaleurs enregistrées en altitude pendant les trois derniers étés ont mis à nu, très vite, les glaciers, rendant la pratique du ski d'été presque impossible à partir du 1^{er} août sur la plupart d'entre eux. Cette année, le glacier de Sarenne, situé à 3 000 mètres d'altitude au-dessus de la station de l'Alpe d'Huez, n'a pas pu être ouvert au public.

CLAUDE FRANCHILLON
Lire la suite page 8

La redistribution du capital de Gallimard

Après soixante-dix-neuf ans de règne exclusif de la famille, les éditions Gallimard ont ouvert leur capital à des investisseurs extérieurs. La BNP, Havas, Elnaudi, la Financière de Rothschild, le Financier Saint-Dominique, les Amis de la NRF et M. Francis Arbosseront remplacer désormais François, Isabelle et Christian Gallimard au terme d'une longue querelle avec Antoine Gallimard, actuel PDG de la maison d'édition.

La famille Gallimard et les héritiers des fondateurs de la NRF conservent cependant le contrôle de l'entreprise et veillent jalousement sur son indépendance. Gallimard veut s'appuyer sur la puissance d'Havas en France, de Elnaudi et Mondadori en Italie pour se développer, mais n'entend pas tomber dans l'orbite de ces grands groupes. Un pacte très contraignant limite les ambitions des nouveaux actionnaires.

Lire page 14 les articles
d'YVES-MARIE LABE,
JEAN-FRANÇOIS LACAN
et JOSEFINE SAVIGNEAU



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Angleterre, 8 F ; Côte d'Ivoire, 405 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p ; Irlande, 180 IR ; Italie, 90 p ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 F ; Norvège, 13 NKR ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 190 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 14 KRS ; Suède, 1,70 FB ; USA (New York), 2 \$

سكز من الالحل

Frissons fin de siècle

par Jean-Pierre Rioux

1889-1900

6. Les églantines de Carmaux

C'est la société en classes : il y a les possédants, il y a les exploités. La France rurale offre au progrès de l'industrie ses bataillons de prolétaires déracinés. La grève rôde. « Le Figaro » s'inquiète.

CARMAUX, bien sûr, ce n'est pas le « pays noir » de *Germinal*. Dépeché sur place, un journaliste parisien du *Temps* en est d'ailleurs tout ébaubi. Il soupire, le 11 octobre 1892 : « Sous un ciel gai, un soleil bienfaisant, un air pur, des prés, des bois, des cultures. Les puits de mine n'ont rien de désolés ; ils émergent de verdoyants bouquets d'arbres, châtaigniers, acacias ou chênes qui enveloppent la cité du charbon de leurs feuillages et la parent de leur poésie. » Hélas, de bucoliques mineurs de fond qui savaient si bien encore ramer les hachoirs du potager et tracer le sillon sur les collines ocre de leur Albigeois, ont été circonvenus là-bas par des meneurs, et ils entonnent à leur tour le grand air de « la Sociale » ! Que les gueules noires des brumes du Nord, les forçats du textile parqués dans leurs faubourgs nauséux, les râleurs du bâtiment brillent leur espoir du « grand soir », passe encore. Mais que s'insurgent ces braves gens amis de la châtaigne et des abeilles, c'est inconcevable ! Le désordre ne gagnera pas la France suive des terroirs : quelques compagnies de biffins et force escadrons de gendarmes ont été chargés par la République d'aller le signifier aux gréviculteurs. Avec dans leurs bagages un préfet, des reporters, des parlementaires, des flics et des arbitres.

L'affaire vient de loin. Au 1^{er} mai 1891, la Société des mines a licencié les 49 ouvriers qui avaient répondu à l'appel de la Chambre syndicale des mineurs et des verriers à chômer cette journée des *Travailleurs* et de la « République sociale ». Elle avait dû reculer pourtant et les réintégrer précipitamment, dans l'effroi national causé le même jour par la tuerie de Fourmies, mais sous le choc surtout de l'ample grève de solidarité avec les exclus, à Carmaux même.

Depuis, la guérilla s'est installée. Le syndicat progresse et devient majoritaire chez les mineurs : il est assez fort pour conduire au succès une nouvelle grève, pour les salaires cette fois, en mars 1892. La Société a contre-attaqué, arguant de la chute de ses bénéfices au sortir de la crise des années 1880 pour agiter le spectre du chômage, imposant à l'arraché un nouveau règlement intérieur qui renforce la discipline dans l'entreprise. Elle croit tenir son monde. Or, ces mineurs, encore à demi ruraux, se sentent pris au piège d'une caporalisation qui en fera des prolétaires.

Ils s'enhardissent aussi en politique, tant l'emprise de la Société sur la vie locale leur semble insupportable : le baron Reille, président de son conseil d'administration, dirige l'Union conservatrice du Turn et représente Albi à la Chambre, après y avoir battu Jaurès en 1889 ; son gendre, le marquis de Solages, patron de la Société, dont l'ancêtre Gabriel avait reçu concession royale en 1752 pour extraire le « charbon de terre » et faire souffler des bouteilles à Carmaux, est lui aussi député du cru. Et voilà qu'une « liste ouvrière » de verriers et de mineurs a vaincu aux élections municipales de mai 1892 et qu'un ouvrier de M. le marquis, Calvignac, a été élu maire de Carmaux, puis conseiller d'arrondissement !

Le 2 août, la Société l'a aussitôt puni en le congédiant pour absentéisme. L'idée d'un nouvel affrontement ne lui déplaît pas, tant elle est sûre d'en sortir vainqueur. Le maire, lui, fort de ses mandats, réplique qu'un élu en fonction peut s'absenter, même si son employeur lui en refuse la permission. Les hostilités sont ouvertes. Elles seront longues, confuses, et débouclées, le 3 novembre, sur un compromis qui met fin à la grève : Calvignac

est réintégré puis mis en congé, mais les syndicalistes qui l'avaient le plus ardemment soutenu sont condamnés ; M. de Solages a démissionné de son siège de député, mais sa ville vit toujours sous son talon de fer. Passion des grévistes, dévouement de leurs familles, chaude solidarité dans la France entière, occupation militaire de la région, échauffourées, vifs débats à la Chambre et arbitrage manqué du président du conseil Emile Loubet, émoi de toutes les autorités : pendant trois mois, Carmaux a tout résumé. Et le pays entier a retenu son souffle.

Le baron Reille a dit crûment le sentiment des patrons dans un entretien au *Figaro* le 10 octobre : « Il est nécessaire que tous ceux qui ont en France 5, 10, 500 ou 3 000 ouvriers à conduire soient désormais fixés sur la question de savoir s'ils sont maîtres chez eux ou s'ils doivent être exposés au désordre, à la ruine, à la déconsidération chaque fois que cela plaira à un agitateur socialiste ou à un syndicaliste ». Jaurès, l'enfant du pays qui était allé à la politique républicaine « comme le canard va à l'eau », touché au cœur par cette grève qui parachève son évolution intellectuelle vers le socialisme et fait de lui un leader ouvrier, a répliqué dans la *Dépêche*, le 8 novembre : « A mesure que les salariés auront leur part effective de la souveraineté politique, la contradiction effrayante de notre ordre politique et de notre ordre social disparaîtra. Comme citoyens, les salariés sont une part du souverain : comme salariés, ils n'ont aucune part dans la conduite des entreprises, dans la gestion des intérêts : d'un côté, ils ont le pouvoir ou une partie du pouvoir ; de l'autre ils sont à l'état de subordination et de tutelle. » Le travail, la justice et la solidarité devront demain, coûte que coûte, embrasser la liberté, l'égalité et la fraternité. N'en déplaise aux maîtres du capital et à la République des bourgeois opportunistes. Cette dernière décennie du siècle sera donc tout emplie de ce qu'on nomme pudiquement la « question sociale ». Ce qui veut dire en clair : définir enfin la place et le rôle des classes laborieuses dans une société qui, avec quelques décennies de retard sur la Grande-Bretagne, abandonne le rythme très nuancé de sa première industrialisation et déteste ses campagnes pour se lancer dans la compétition économique, la rationalisation du travail à l'usine et la croissance urbaine qui vont lui permettre de « décoller » vraiment vers 1900 et la hisseront dans le peloton de tête des grands pays industriels.

LE vieux monde ouvrier français, à l'évidence, ne résiste pas à ces chocs : le travail à domicile et l'artisanat déclinent, l'atelier, la fabrique et la boutique sont bousculés par la concentration des capitaux et la mécanisation, la main-d'œuvre volante des migrants saisonniers s'affaïsse, le tour de main des experts en vieux métiers n'est plus de mise sur la machine moderne qui attend déjà ses OS. Dévoreurs d'une main-d'œuvre moins qualifiée qui manque déjà, l'industrie et les services nouveaux, métallurgie, chemins de fer ou chimie, embauchent plus volontiers les moins payés, des femmes, des étrangers, des paysans fraîchement déracinés, entassés déjà dans les banlieues des grosses villes ou des zones industrielles plus étanches. L'usine pour horizon et pour avenir, la rupture avec les atavismes ruraux, une culture et des solidarités nouvelles qui se cherchent à tâtons, l'impression d'être enfermés, piégés, condamnés à vivre en marge : la prolétarianisation qui guette tous ces ouvriers si divers leur donne brusquement une fierté, un élan, une conscience de classe.



Calvignac, ouvrier à la mine, élu maire de Carmaux en mai 1892, cristallise les passions.

Quelques-uns s'organisent, mêlant les anciens cadres de la solidarité, mutuelles, caisses de secours ou coopératives, aux nouveaux, le syndicat, légal depuis 1884, et surtout, riche invention française, ces Bourses qui vont rassembler ville par ville dans de vraies « maisons du peuple » toutes les forces vives du travail et leur promettre l'intelligence de l'avenir par l'auto-éducation de leur fierté. D'ailleurs, sera vive entre ces deux formes matricielles d'une autonomie ouvrière. La Confédération générale du travail, fondée en septembre 1895 à Limoges-la-Rouge, pléniera longtemps avant de trouver en la Bourse de l'émancipation intégrale et le Syndicat de la discipline industrielle. Mais, pour l'heure, ces poignées d'« agitateurs » apprennent à rêver d'émancipation collective d'un monde ouvrier au singulier. Et peuvent convaincre à l'occasion leurs compagnons de travail de l'utilité de l'action. Une forme de lutte en particulier séduit alors les uns et les autres : la grève, haïssée des possédants, tourment des pouvoirs publics et école des exploités.

Ce n'est plus tout à fait le temps des grèves adolescentes que Michelle Perrot a si bien décrit. Leur grève, comme naguère, est un mélange détonnant : le risque de manquer de pain qui glace l'âme, l'acharnement à faire négocier un patron qui se dérobe, font bon ménage avec la fête, l'« échappée belle » qu'on salue en habits du dimanche, la propagande, l'audace à l'isolement, au froid mortel où la division du travail réduit les travailleurs. Pourtant, l'outil est désormais mieux manié, mieux affûté : de « fait coupable », la grève est devenue un grand « fait social ». Plus brève, plus fréquente et plus extensive (on dénombre 1 600 conflits en 1890-1893, et très souvent pour cause de 1^{er} Mai), plus offensive aussi en période de hautes eaux économiques, moins violente et peu à peu autodisciplinée, déferlant par vagues, la grève fin de siècle entasse tous ses acteurs, dégage un étrange parfum d'espoir qui est, lui, d'une rare violence. Au point que ses théoriciens, renforcés il est vrai par des transfuges de l'anarchisme et flattés par quelques bons apôtres du socialisme, en feront l'idéal, l'annonce du « grand soir », le signe et le signal d'une Révolution inéluctable, celle de la grève générale. Tous les ouvriers ne sont pas sensibles, même de loin, à cette eschatologie de « la

Sociale ». Mais ils répondent pourtant volontiers aux appels, partagent souvent ce désir du basculement à portée de main, cet espoir d'un grand coup de torchon salvateur, parce que, décidément, trop c'est trop.

JUSQU'EN 1906 à tout le moins, des millions de Français, des deux côtés de la barricade, resteront convaincus qu'une Révolution sociale interviendra dans quelques mois, au pire dans quelques années : que ce monde trop neuf et trop déroulant est déjà entré dans les convulsions de l'agonie. Ce fut sans doute bien naïf. Pourtant, épée de Damoclès pour les uns, promesse pour les autres, la grève qui rôde à tous donna le frisson. C'est à Fourmies peut-être que la fièvre avait pour la première fois secoué le pays. Car du sang sanctificateur, de femmes et d'enfants, a coulé là-bas dans les rixes qui dégénèrent à l'occasion des manifestations du 1^{er} Mai de 1891. En tête du cortège, Maria-la-Blonde, une tisseuse de dix-huit ans, balançait une branche d'aulépine. En face, sans sommations, quelques fils d'ouvriers en pantalon rouge et capote bleue ouvrirent le feu comme au champ de tir, trouant la foule à soixante mètres sous les balles de leurs nouveaux fusils Lebel qui pouvaient encore faire mouche à deux kilomètres. On retrouvera la cervelle de Maria le lendemain sur un tas d'ordures. Et plus de trente mille personnes suivront dix cercueils. A la Chambre, où un « socialo » a brandi comme un drapeau la chemise six fois trouée d'une des victimes, Clemenceau s'est écrié le 8 mai : « Il faut avoir le courage de le dire : c'est le Quatrième État qui se lève et qui arrive à la conquête du pouvoir. [...] Il y a quelque part sur le paré de Fourmies une tache de sang innocent qu'il faut laver à tout prix. Prenez garde ! Les morts sont de grands convertisseurs. Il faut s'occuper des morts... »

Pour mieux préparer ce 1^{er} Mai, le journal *l'Égalité* avait convié ses lecteurs à un référendum : la manifestation devait-elle être révolutionnaire ou pacifique ? Une écrasante majorité avait répondu dans le sens de la révolution. Sans savoir encore que la légalité républicaine répondrait, elle, dans le sens du sang. C'est bien au 1^{er} Mai, depuis 1890 sans doute mais

depuis 1891 et 1892 surtout, au feu de Fourmies et de Carmaux, de revendications pour les huit heures en appels au « grand soir », au fil de « cette journée des bras et des cerveaux qui produisent, terre des ventres qui digèrent », observera la *Petite République française* en 1895, que le rouge a été hissé en France.

Dans les foules qui célébraient alors la fête ouvrière, le muguet ne faisait pas encore fortune et l'œillet rappelait trop les temps douteux du boulangisme. On y apprit donc à orner la boutonnière du paletot ou du corsage d'une fleur humble et fière, douce et piquante, bien écarlate : l'églantine. Celle qui pousse partout dans les haies quand le printemps tient ses promesses, à Carmaux comme ailleurs.

Prochain épisode Le canard à un sou

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».
• Lundi 23 juillet : Les églantines de Carmaux.
• Mardi 24 juillet : Le canard à un sou.

Pour en savoir plus

► *La Classe ouvrière*, de Jean Jaurès, textes rassemblés et présentés par Madeleine Rebérioux, Maspéro, 1976.
► *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, de Jacques Julliard, Le Seuil, 1971.
► *Limoges la ville rouge. Portrait d'une ville révolutionnaire*, de John M. Merriman, Belfin, 1990.
► *Les Ouvriers dans la société française (XIX^e-XX^e siècles)*, de Gérard Noiriel, Le Seuil, 1986.
► *Jeunesse de la grève (France 1871-1890)*, de Michelle Perrot, Le Seuil, 1984.
► *Le 1^{er} Mai*, de Miguel Rodríguez, Gallimard, 1990.
► *Les Mineurs de Carmaux (1848-1974)*, de Roland Trémé, 2 vol., Les Éditions Ouvrières, 1971.

La fin de la visite de M. Michel Rocard au Japon

La France a pris conscience que Tokyo est également un partenaire politique

M. Michel Rocard a achevé, le samedi 21 juillet, une visite de trois jours au Japon. Le premier ministre a expliqué que la France et les pays européens n'étaient pas décidés à laisser les firmes nipponnes envahir sans contrepartie, mais il a également traité le Japon comme un partenaire politique d'avenir. En marge de cette visite, le problème du lycée français de Tokyo semble aussi avoir été réglé.

TOKYO

de notre correspondant

La visite de M. Michel Rocard à Tokyo est globalement jugée positive par les Japonais. Le ton, court et direct, mais sans concession, et le message pointant les problèmes sans inutiles envolées émotives, ont porté. D'un côté, le Japon est satisfait d'avoir eu un interlocuteur

conséquent dans ses propos; de l'autre, la France semble avoir, finalement, pris conscience que ce pays doit être considéré aussi comme un partenaire politique. C'est là le fait nouveau et majeur de ce voyage. Il reste à espérer que ce ressassement se traduira dans les faits et que le nouvel intérêt de Paris ne se portera pas dans les limbes de «priorités» françaises, comme ce fut le cas au lendemain du voyage de M. Mitterrand au Japon en 1982. Les Japonais ayant leur part de responsabilité dans cet effacement du dialogue.

Le cœur de l'Europe et le centre de l'Asie

La politique a tenu durant de place que l'économie dans les entretiens qu'a eus M. Rocard, même si, plus sensible pour Paris, la seconde a surtout retenu l'attention. La formule à l'exportation de M. Kishi, selon laquelle la France est le cœur de l'Europe et le Japon le centre de l'Asie, a donné la mesure d'un souci, finalement réciproque, de reconnais-

sance mutuelle de régions dans lesquelles chaque pays jouit d'un poids particulier.

Les Japonais mesurent l'importance du rôle de la France dans la réorganisation européenne (comme de ce qu'ils nomment sa «capacité de nuisance» à leur égard) et ils souhaitent que Paris prenne en compte une réalité: l'archipel, par sa puissance, constitue le lien fédérateur de la région. Implicitement, le premier ministre japonais a tenu à marquer que toute politique asiatique doit être concertée avec Tokyo.

C'est en particulier sur la question du Cambodge, évoquée au cours des entretiens, qu'une concertation devrait se renforcer. Le Japon qui a organisé début juin une conférence sur le Cambodge et dont le ministre des affaires étrangères, M. Nakayama, doit se rendre en août au Laos (ce sera la première visite d'un chef de la diplomatie japonaise à Vientiane) manifeste clairement qu'il entend faire sa rentrée sur la scène indochinoise. Le Japon n'est-il dans ce jeu qu'un poisson

pilote des États-Unis? Ce n'est pas impossible. La politique de Washington vis-à-vis de Hanoi est concomitante de la reprise de l'aide nipponne à la Chine.

Les intérêts croisés de la France et du Japon se précisent: alors que ce dernier a élargi son souhait de participer à des instances européennes tels que le Conseil pour la sécurité et la coopération en Europe - demande à laquelle la France ne s'oppose pas comme c'est en revanche le cas pour la participation du Japon aux travaux de l'OTAN - Paris a manifesté le désir d'entrer à la Conférence économique Asie-Pacifique (APEC). Sorte d'OCDE du Pacifique, créée en 1989, cette organisation est centrée à Tokyo qui ne semble pas, pour l'instant, favorable à la demande française.

Divergences sur l'URSS

Autre région dans laquelle le Japon, premier fournisseur mondial d'aide, et la France, ancienne puissance coloniale, devraient avoir des intérêts convergents et jusqu'à présent non exploités: l'Afrique. Une coopération en matière d'assistance pourrait se mettre en place à l'occasion de la visite à Tokyo en septembre de M. Jacques Pelletier, ministre français de la coopération. Le Japon est quasiment absent du continent africain. Plus que des intérêts économiques, il y poursuivrait une politique de relations publiques afin de se ménager les voix de certains pays aux Nations unies. Tokyo rêve toujours d'avoir un siège permanent au Conseil de sécurité mais, à plus brève échéance, il pourrait avoir besoin de soutien si par exemple venait devant l'Assemblée la question des îles occupées par les Soviétiques.

L'URSS est la question sur laquelle Paris et Tokyo ont des vues divergentes. Les Japonais ne voient que le «dérrière» de la perestroïka alors que l'Occident en voit le «visage souriant». La formule imagée qui circule à Tokyo signifie que les Japonais ne veulent à aucun prix faire les frais de la déroute: l'URSS démantelée à l'Ouest pour reporter ses troupes à l'Est.

Vue de Tokyo, l'URSS demeure une menace. Argument centenaire: la Russie militaire poursuivrait avec constance. Plus profondément, le Japon ne veut pas d'une Russie forte qui risquerait d'avoir le monopole de la puissance dans la région.

Les thèmes de concertation politique franco-japonaise ne manquent pas. La visite de M. Rocard a contribué à relancer un dialogue qui n'appartient aux deux parties de nourrir.

PHILIPPE PONS

CUBA: le contentieux sur les réfugiés à l'ambassade d'Espagne

Madrid soupçonne une «manipulation» de la part du régime castriste

MADRID

de notre correspondant

Le gouvernement cubain pourrait-il être tenté de résoudre par la force l'affaire des réfugiés de l'ambassade d'Espagne à La Havane? On semble le craindre à Madrid après l'irruption dans la représentation diplomatique, dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 juillet, d'un nouveau groupe de neuf Cubains qui sont venus s'ajouter aux neuf autres déjà présents sur les lieux depuis plus d'une semaine. Cinq des nouveaux «réfugiés» ont pénétré dans l'édifice en escaladant la grille devant la façade, quatre autres en sautant depuis le balcon d'un immeuble voisin. Comment ont-ils pu tromper ainsi la vigilance du véritable régiment de policiers cubains qui entourent désormais l'ambassade jour et nuit? C'est la question que l'on se pose avec insistance du côté espagnol où l'on se demande si ce dernier groupe de «réfugiés» n'est pas d'un genre particulier, et si tout cela n'est pas une pure «manipulation».

Ceux-ci présentent en tout cas «un profil psychologique et physiologique différent», a souligné dimanche l'ambassadeur espagnol, M. Antonio Serrano de Haro (qui, rappelé en consultation par son gouvernement, devait regagner Madrid lundi). Le diplomate a précisé que les nouveaux venus ressemblaient à des «athlètes professionnels» et qu'ils donnaient l'impression d'avoir été «entraînés dans les arts martiaux».

De là à craindre une provocation, ourdie par le gouvernement de La Havane, il n'y a qu'un pas, même si l'on affirmait dimanche soir au ministère des affaires étrangères à Madrid ne disposer encore d'«aucune preuve» à ce sujet. Les neuf «suspects» ont été jusqu'ici maintenus à l'écart des autres réfugiés, et une expulsion prochaine de l'ambassade n'est pas exclue. A condition toutefois qu'une telle mesure puisse être menée à bien sans heurts, a reconnu l'ambassadeur, en précisant que le groupe forme «une troupe de genre costaud» qui «donne l'impression de savoir se défendre». Cinq membres des GEO, le corps d'élite de la police espagnole, ont dimanche quitté Madrid pour La Havane afin de prêter main forte à leurs quatre compagnons qui protègent l'ambassade depuis jeudi.

Les craintes sont d'autant plus vives du côté espagnol qu'un incident ne vienne mettre le feu aux poudres, que les négociations avec les autorités de La Havane semblent toujours au point mort. Le gouvernement cubain se refuse apparemment à envisager le départ de ses citoyens vers un pays tiers, en arguant de l'absence d'accord portant sur l'asile politique entre Madrid et La Havane. Les Espagnols, de leur côté, maintiennent que les réfugiés ne seront en aucun cas remis aux autorités contre leur volonté.

THIERRY MALINIAK

Dans un entretien à «l'Humanité»

Les «fidélités» de M. Jean-Edern Hallier

Jean-Edern Hallier revient de La Havane et cela s'entend. Dans un vibrant entretien-plaidoyer publié lundi 23 juillet par l'Humanité, qui n'est pas sans ton, l'écrivain français qui a rencontré «Fidel» pendant dix heures (il compte en tirer un livre) confie ses impressions sur Cuba, «ce sublime avatar du rous-saillisme», «cette suprématie enclavée, quasiment intacte du naufrage de l'Europe des Lumières» où «les codes classiques, le jugement critique ne sont pas altérés par la publicité».

En fait de jugement, Jean-Edern Hallier critique surtout celui du monde occidental. «La chute de Castro est programmée par le système à la mode. Ici, à Paris, on l'attend tous les jours, alors que je ne le ressens pas dans un pays où j'ai vu des gens détendus, pas stressés, bref un peuple qui se reconnaît dans ses dirigeants, même s'il les critique». Rien d'étonnant dans un pays «qui fait de gros efforts pour promouvoir une sorte de démocratie directe». Et l'écrivain français, qui est un homme de médias, est bon pour les médias de «démocratie et droits de l'homme», de s'enthousiasmer: à Cuba «pas un village où les gens ne prennent la parole» alors qu'en France «nous n'avons droit qu'aux programmes électoraux. Silence, on vote...».

Restait à rendre hommage à l'architecte du miracle cubain, l'inspirateur de la «dernière

grande épopée romantique». Et c'est là que Jean-Edern Hallier donne sa mesure. Les grands hommes sont la petite faiblesse de l'écrivain français: il ne peut s'empêcher de les aimer. Après une rencontre face à face dont il était sorti visiblement ébranlé avec Augusto Pinochet en 1987, il confie presque étouffé, cette fois-là au Figaro-Magazine: «A Santiago, je fus exaspéré de ne pas rencontrer d'oppression visible... les gens circulaient gaiement dans les rues... Un dictateur Pinochet? Un repoussoir bien commode pour la bonne conscience de l'Occident... ce n'est plus qu'un vilain épouvantail à moineaux, un mythe périmé de la dictature».

Castro est un autre collabo, de ceux qui vous ordonnent spontanément des «fidélités»: Jean-Edern Hallier, dont la barbe commença peut-être à pousser, est intarissable sur le charisme du «barbudo», héros de l'indépendance, et sa vision historique de «chevalier médiéval et de grand d'Espagne». Personne ne peut égaler ce dieu, pas même Dieu, auquel il affectait bruyamment de croire, il n'y a pas si longtemps: «Castro, c'est l'esprit de résistance qui est universel. Mitterrand, c'est le tempérament collabo, qui n'est que le commun. Il ne lui reste plus qu'à se faire décerner de la médaille des caniches français par le chancelier Kohl». Comment dit-on caniche en cubain?

M.-C. D.

Le casse-tête du lycée français

TOKYO

de notre correspondant

L'avenir du lycée français de Tokyo, dont la reconstruction, à l'ordre du jour depuis une dizaine d'années, est une condition du renforcement souhaité par M. Rocard de la présence française au Japon, a été l'un des points sur lesquels la visite du premier ministre aura eu un effet significatif.

Question franco-française depuis que Paris a compris que le Japon ne comptait pas faire jouer la réciprocité en ce domaine, et par conséquent aider la France à acquiescer un terrain faisant pendant à celui offert par notre gouvernement sur le Front de Seine à Paris pour y implanter une Maison du Japon (le Monde du 19 juillet), l'affaire du lycée français n'a pas été abordée au cours des entretiens avec les Japonais. Mais, conformément au mandat que lui a confié M. Rocard, le secrétaire d'Etat aux affaires internationales, M. Thierry de Beaucourt, qui accompagnait le premier ministre, a décidé de trancher ce problème urgent. «Je compte mettre en œuvre au plus tôt le projet de rénovation et de reconstruction de deux de nos implantations culturelles au Japon, le lycée et l'institut franco-japonais de Tokyo, sur les terrains dont la France dispose dans la capitale», nous a déclaré M. de Beaucourt.

La solution «autarcique», arrêtée depuis près de deux ans mais enlisée, prévoit une extension et une rénovation de l'institut franco-japonais qui incorporerait une partie du lycée tandis que les petites classes demeureraient sur le terrain de l'actuel établissement. Il s'agirait de deux constructions de prestige qui donneront lieu à des concours d'architecture. «La mise en œuvre du projet demande dix-huit mois et nous avons déjà trop tergiversé: si de nouvelles propositions se font jour, elles seront examinées mais il ne faut pas retarder, dans l'attente d'hypothétiques solutions miraculeuses, la réalisation du seul projet qui me semble réaliste», a précisé M. de Beaucourt. Les nouvelles structures comprendront un internat destiné à faciliter la scolarisation des enfants d'expatriés vivant hors de Tokyo.

Une communauté inquiète

A la veille de la visite de M. Rocard, la communauté française, inquiète de l'avenir d'un lycée vétuste et d'une alarmante dégradation (son coût pour 350 élèves, il en recevra 700 à la rentrée prochaine), avait rendu publiques trois propositions de terrains destinés à recevoir un nouvel établissement. Ces propositions viennent s'ajouter aux quelque trente-huit autres envisagées ces

dernières années. Toutes, pour des raisons diverses (notamment l'éloignement du centre de Tokyo), avaient été rejetées. Faisant preuve d'un unanimisme d'été peut-être par l'urgence, les différentes associations de Français résidant au Japon, mobilisées sous l'égide de la chambre de commerce, sont tombées d'accord cette fois sur trois terrains excentrés, exigeant donc des longs trajets.

Certains posent le problème en termes politiques: ou bien s'implanter au centre de Tokyo, privilégiant ceux qui ont les moyens d'y résider, ou bien aller à la périphérie en disposant de terrains plus vastes mais en supportant aussi la délocalisation de la communauté française. Migration qui pourrait être l'effet naturel d'un effacement de notre présence conjugué au coût des loyers au centre-ville.

Pour être satisfaisante, la reconstruction de l'institut franco-japonais et du lycée sur un même terrain suppose néanmoins que les autorités nipponnes autorisent des constructions répondant aux exigences d'espace d'une école conçue pour l'avenir et que, de son côté, Paris fasse preuve de discernement dans sa conception de l'ensemble pour conserver, malgré la fusion, leur nature spécifiques à des établissements à vocation très différente.

Ph. P.

Un succès pour la Chine

L'Arabie saoudite établit des relations diplomatiques avec Pékin

L'Arabie saoudite a établi avec la Chine populaire, à compter du samedi 21 juillet, des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs, selon un communiqué signé le même jour à Riyad au cours d'une visite du ministre chinois des affaires étrangères M. Qian Qichen. L'Arabie saoudite avait informé Taïwan, où elle entretenait une ambassade, de sa décision de reconnaître le régime communiste.

PÉKIN

de notre correspondant

Riyad n'a pas eu à déclarer explicitement que Taïwan «fait partie de la Chine», comme il était de rigueur pour quiconque nouait des relations diplomatiques avec Pékin jadis. Cette nuance n'empêche pas le succès que représente la décision saoudienne pour la Chine populaire: le communiqué conjoint publié par l'agence officielle chinoise précise bien que l'Arabie saoudite voit désormais en Pékin «le seul gouvernement légitime représentant la totalité du peuple chinois».

L'Arabie saoudite était le dernier pays arabe à maintenir une ambassade auprès de la République de Chine (nationaliste), dont elle est le premier fournisseur de pétrole.

Depuis des années, Pékin la courtisait. La presse officielle chinoise, lundi 23 juillet, jubile: le geste de Riyad est «une contribution à la paix et à la stabilité en Asie et dans le monde entier», dit le Quotidien du peuple dans des termes identiques à ceux de télégrammes de félicitations adressés au roi Fahd par le président Yang Shangkun et le premier ministre Li Peng.

Le journal a souligné que la Chine «se tient fermement aux côtés des peuples arabes pour condamner l'agression et l'expansion d'Israël et soutenir le juste combat du peuple palestinien». S'exprimant au cours d'une conférence de presse à Jeddah dimanche, M. Qian a appelé à l'ouverture d'une conférence sur le Proche-Orient sous les auspices des Nations unies, «avec la participation de toutes les parties concernées et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité». Il a formulé le vœu d'une reconnaissance mutuelle de l'Etat d'Israël et de l'Etat palestinien (que Pékin reconnaît) et d'encourager Israël à se retirer des territoires occupés, ajoutant: «Là est la clé du problème».

Venant après les défections de petits pays qui ont cédé aux promesses d'aide économique de la riche fédération chinoise pour rompre leurs relations avec le continent, la décision de Riyad apporte une bouffée d'oxygène à la diplomatie du régime communiste en proie à l'isolement dans le monde occi-

dental depuis la répression du «printemps de Pékin» en 1989. Taïwan, dont les relations avec l'Arabie saoudite étaient antérieures à la victoire communiste sur le continent, a aussi été entraîné la rupture et accusé Pékin de chercher à l'isoler sur la scène internationale. Le ministre des affaires étrangères de Taïpei, M. Frederic Chien, a estimé que Pékin poussait ainsi l'île à se déclarer indépendante, option inacceptable pour les communistes.

D'autres succès se profilent à l'horizon pour Pékin: la normalisation avec l'Indonésie devrait intervenir incessamment, et la Corée du Sud - un des deux plus puissants partenaires diplomatiques de Taïpei avec l'Afrique du Sud - fait une percée massive, encore que non gouvernementale sur le papier, sur le continent chinois.

L'absence de relations diplomatiques n'avait pas empêché l'émergence d'un courant d'affaires substantiel entre Riyad et Pékin (790 millions de dollars dans les deux sens en 1988) et un flot d'autres échanges, notamment religieux. Les fidèles musulmans des régions d'Asie centrale chinoise vont désormais régulièrement en pèlerinage à La Mecque et, au cœur même de la capitale chinoise, des aspects bien visibles du commerce «islamique» avec l'Arabie saoudite ont fait surface au cours des dernières années, sous la forme d'immeubles et boutiques au style architectural musul-

man. Une tournure particulière de ces échanges avait, en 1988, fortement inquiété les États-Unis quand il était apparu que la Chine avait vendu des missiles de moyenne portée à Riyad et devenait un fournisseur d'armes important au Proche-Orient. Le cadavre diplomatique que Riyad vient d'offrir à Pékin risque de raviver l'inquiétude causée par une présence chinoise renforcée dans la région.

FRANCIS DERON

CHINE: première visite d'un membre du gouvernement britannique depuis juin 1989. - Les événements de juin 1989 en Chine ne doivent pas être «oubliés», mais «cela ne sert à rien de continuer à isoler la Chine à jamais», a déclaré, dimanche 22 juillet, le secrétaire d'Etat britannique au Foreign Office, M. Francis Maude, attendu lundi à Pékin. M. Maude est le premier membre du gouvernement britannique à se rendre en Chine depuis juin 1989. Les pays de la Communauté européenne avaient décidé, l'an dernier, une interdiction des échanges de visites de haut niveau avec la Chine. Cette interdiction est toujours en vigueur, mais la Grande-Bretagne et le Portugal en ont été exemptés pour leur permettre de poursuivre les discussions sur Hongkong et Macao. - (AFP.)

Le président afghan accepte un point essentiel du plan de paix soviétique

Le président afghan Najibullah a accepté un point-clé du plan de paix soviétique en annonçant, dimanche 22 juillet, sa volonté de remettre «certains pouvoirs» dévolus aux ministères de la défense et de l'intérieur à une commission mixte comprenant des représentants des moudjahidins et de son gouvernement. Cette commission aurait pour charge d'organiser des élections générales qui devraient mettre fin à la guerre civile, a déclaré le président afghan lors d'une conférence de presse. M. Najibullah a toutefois souligné que ni lui ni le Parti populaire démocratique (PDP) au pouvoir n'entendaient se retirer avant les élections. Le plan de paix présenté par l'ambassadeur d'URSS à l'ONU, M. Iouri Vorontsov, prévoit l'organisation d'élections générales sous contrôle international, avait annoncé le 15 juillet le

New York Times, citant des responsables américains (Le Monde du 18 juillet). M. Vorontsov, ancien ambassadeur à Kaboul, propose une formule selon laquelle M. Najibullah conserverait un pouvoir symbolique pendant la campagne pour les élections générales. Il abandonnerait le contrôle des forces armées, des services de renseignement et des organismes publics d'information, qui passeraient sous la coupe d'une commission électorale. L'opposition armée sunnite, qui siège à Peshawar (Pakistan), a réagi, dès dimanche, en affirmant que les Soviétiques cherchaient «à tout prix» à imposer leurs «agents» dans un éventuel processus de règlement du conflit et en rejetant les «prétendues concessions» formulées par le président Najibullah, qualifié de «criminel de guerre». - (AFP.)

السعودية والصين

هكذا من الاجل

EUROPE

RDA : divisée sur le mode de scrutin des prochaines élections

La coalition gouvernementale est menacée d'éclatement

La coalition gouvernementale à Berlin-Est est toujours menacée d'éclatement, les Partis chrétien-démocrate, d'une part, social-démocrate et libéral, d'autre part, n'étant pas d'accord sur le mode de scrutin qui doit être appliqué sur le territoire de la RDA pour les élections du Parlement de l'Allemagne unie le 2 décembre. Le Parlement est-allemand a par ailleurs voté le rétablissement du fédéralisme.

BERLIN

de notre envoyé spécial

La détermination du mode de scrutin en vue de l'élection du Parlement d'une Allemagne unifiée a dominé, dimanche 22 juillet, une session particulièrement chargée du Parlement est-allemand. Les discussions ont duré tard dans la nuit, jusqu'à l'adoption d'un compromis présenté par le groupe parlementaire démocrate-chrétien renvoyant la décision aux commissions pour l'unité allemande constituées dans les deux Parlements de Bonn et de Berlin-Est.

Après, les chrétiens-démocrates et les ex-communistes du Parti pour le socialisme démocratique (PDS) de l'avocat Gregor Gysi avaient, pour la deuxième fois depuis vendredi, présenté un front commun pour repousser une résolution des Partis social-démocrate et libéral demandant que l'adhésion de la RDA à la Constitution de la République fédérale soit déclarée avant l'élection du 2 décembre.

Le différend porte en fait sur la question de savoir si le mode de scrutin doit être le même sur tout le territoire allemand ou s'il doit y avoir deux systèmes électoraux, en RFA et en RDA.

Les deux partis avaient menacé tout au long de la journée de rompre la coalition gouvernementale si les chrétiens-démocrates ne cédaient pas. Une réunion du comité de coordina-

tion de la coalition devait avoir lieu lundi à Berlin-Est pour faire le point. Les sociaux-démocrates et libéraux continuaient à maintenir le doute sur leurs intentions en accusant la CDU de l'Est de pactiser avec les anciens communistes, c'est-à-dire avec le diable.

Avec des tremolos dans la voix et à grand renfort d'appels à la morale publique, les orateurs du Parti démocrate-chrétien, de l'Union sociale allemande comme ceux du PDS et de l'Alliance 90, qui regroupe les petits partis issus de la révolution de l'automne 1989, ont justifié leur attitude au nom de la défense des intérêts de la RDA dans les négociations avec la RFA et de la représentation de la spécificité est-allemande dans le futur Parlement uni. On a vu le premier ministre, M. Lothar de Maizière, raide comme un piquet, s'entretenir avec le metteur en scène Konrad Weiss, de l'Alliance 90, qu'il tient

pourtant, en privé, pour un « Spinner », un imbécile. On l'a vu aussi approuver, en tapotant du poing sur le pupitre, le pasteur Hans-Jochen Tschiche, de Magdebourg, qui ne s'est jamais privé de dénoncer la politique d'abandon du gouvernement... de Maizière.

En RFA, le président du Parti social-démocrate, M. Hans-Jochen Vogel, et le comte Otto von Lamsdorff, président du Parti libéral, membre de la coalition au pouvoir à Bonn, sont montés eux aussi au créneau contre la politique chrétienne-démocrate. C'est que, à l'Ouest comme à l'Est, l'enjeu est de taille. L'adhésion de la RDA à la loi fondamentale ouest-allemande avant le scrutin permettrait d'appliquer dans l'ensemble de l'Allemagne un seul mode de scrutin. Avec la barre des 5 % au-dessous de laquelle, comme c'est le cas en RFA actuellement, on n'obtient pas de députés

élus à la proportionnelle, les petits partis se verraient barrer la route du futur Parlement. L'Alliance 90 n'aurait alors aucune chance, mais le PDS verrait lui-même les siennes fortement diminuées. Dans un double collège, c'est-à-dire si l'on vote séparément en RFA et en RDA, le PDS serait au contraire assuré de rentrer au Parlement. Cela signifierait un éparpillement supplémentaire des voix de gauche. Le Parti social-démocrate, qui a déjà fort à faire avec les Verts, ne pourrait pratiquement pas aspirer à diriger la future coalition gouvernementale.

Le calcul des conservateurs est bien différent. Dans un collège unique, le CSU, parti frère de la CDU en Bavière, qui représente actuellement au niveau de la RFA une force sensiblement égale à celle du Parti libéral, verrait son poids relatif sensiblement diminuer. Ce serait donner une prime à son vieux adversaire libéral, dont le rôle de parti charnière se trouverait consolidé.

Un budget en déficit

Reste à savoir si l'enjeu est suffisamment important pour justifier un éclatement de la coalition est-allemande. Une rupture entraverait les efforts de redressement d'une situation économique fort peu brillante et augmenterait considérablement, en conséquence, le prix de l'unification. Le budget de la RDA pour la fin de l'année, adopté dimanche, ne prévoit-il pas déjà un déficit de 35 milliards de marks dont 25 doivent être comblés par la RFA? Le ministre des finances, M. Walter Romberg, a déjà prédit qu'un budget supplémentaire serait nécessaire à l'automne compte tenu du dérapage déjà prévisible des dépenses.

La guerre de tranchées que se livrent les partis est-allemands n'a toutefois pas empêché ceux-ci d'adopter la loi réinstituant les Lander en RDA. L'abandon du système central établi en 1952 par les communistes et le rétablissement du fédéralisme consacrait la condition sine qua non

La deuxième chute du mur...

Feux d'artifice, marionnettes géantes, batteries de projecteurs, feux d'artifice : le mur de Berlin s'est écroulé une seconde fois samedi 21 juillet. Devant plus de 200 000 spectateurs massés sur la Potsdamerplatz, dans ce qui fut le cœur du Berlin d'avant-guerre avant de devenir le no man's land entre les deux parties de la ville, l'ancien Pink Floyd, Roger Waters, a présenté *The Wall*, l'opéra-rock du groupe, dont l'album a été vendu à près de vingt millions d'exemplaires depuis sa sortie en 1979. Cette fois-ci, les briques étaient de polystyrène, formant un mur long de 168 mètres et haut de 25 mètres.

Le spectacle, estimé à plus de 40 millions de francs, était organisé au bénéfice de l'association caritative britannique Memorial Fund for Disaster Relief. Après avoir donné

le coup d'envoi des festivités, les deux maires de Berlin, MM. Tino Schwesina (Est) et Walter Momper (Ouest), ont laissé la place à de nombreuses vedettes internationales. Pendant deux heures, Cindy Lauper, Sinéad O'Connor, Ute Lemper ou Albert Finney, ont raconté les tourments d'un adolescent schizophrène qui cherche désespérément à faire exploser le mur érigé autour de lui par une société répressive.

Dans un message aux spectateurs lu en allemand au début du spectacle, le président de la Commission des communautés européennes, M. Jacques Delors, a souhaité que toutes les barrières disparaissent en Europe. « La musique est un des moyens de créer une Europe pacifique où les idées circuleront librement », a-t-il conclu.



Les limites administratives des Lander correspondant approximativement au découpage effectué en 1946 dans la zone d'occupation soviétique. Seules quelques communes ont changé de Land pour éviter l'éclatement d'arrondissements créés par la réforme administrative de 1952. Les cinq Lander restaurés sont le Mecklembourg (Nord), le Brandebourg (Centre), la Saxe-Anhalt (Ouest), la Thuringe (Sud-Ouest) et la Saxe (Sud-Est). Le choix des capitales régionales n'est pas réglé dans tous les cas. Si Potsdam, Erfurt et Dresde sont certaines de devenir les capitales respectives du Brandebourg, de Thuringe et de Saxe, Rostock et Schwerin sont en concurrence pour devenir celle du Mecklembourg, de même que Halle et Magdebourg en Saxe-Anhalt.

de la réunification. Le territoire de la RDA se partage désormais en cinq Lander, ce qui lui donnera un poids relativement important pour faire valoir ses intérêts dans le futur Bundesrat de l'Allemagne réunifiée. Les élections des Parlements des Lander auront lieu le 14 octobre. Seul le cas

de Berlin a été laissé à part. Le statut de la ville, qui dépend de l'issue du débat sur le siège de la capitale du futur Etat, devra être réglé dans le traité d'unification en cours de négociation entre les deux gouvernements allemands.

HENRI DE BRÉSON

L'URSS SANS CLICHÉS



Vodka

C'est ce que fut notre gros rouge et ce qu'est la bière au nord de l'Europe : une boisson nationale, le petit opium quotidien qui fait des soviets un outil - tout sauf un luxe, mais voilà, même à cela les Russes n'ont pas droit.

D'abord, M. Gorbatchev les avait mis au régime sec. C'était les débuts de la perestroïka et il y avait encore chez les réformateurs un réflexe puritain. La bouteille, c'était pour eux tout le brejnevisme et chaque fois que craquait l'un des petits bouchons de métal vissés, ils voyaient se répandre sur la Russie le génie délétère de ce consensus flasque dont elle mourait.

Sous Brejnev, le bureaucrate s'engraissait jusqu'à plus soif, le peuple se saoulait jusqu'à ne plus penser et cela fondait un équilibre dont chacun était heureux qu'il ne fût plus la terreur. Pour briser là, repartir sur d'autres

voies, il fallait donc traquer la corruption et interdire la boisson. Sitôt dit, sitôt fait mais outre qu'on ne peut supprimer les paradis artificiels sans proposer un peu de bonheur séculier, le budget de l'Etat en prit un coup fatal.

Soudain, quand les dépenses s'envolaient les recettes s'écroulèrent et trente mois après le « décret sec », on l'abandonna, discrètement, honnêtement, au nom des équilibres financiers. Pour une bonne nouvelle, c'en était une : la « petite eau » allait réapparaître mais on ne la revit pourtant pas. Il y avait eu la prohibition et les réseaux de marché noir avaient prospéré. On avait introduit l'autonomie des entreprises et les ventes à l'exportation, sources de devises recherchées, s'étaient envolées. On avait réformé, tout chamboulé et les réseaux de distribution avaient un peu plus encore flanché.

Aux queues de la prohibition ont maintenant succédé celles de la pénurie et quand dans une rue de Moscou éclate une rixe, que chapkas et chapeaux volent dans un pugilat d'hommes et de femmes, c'est pour la vodka - pour un peu de plaisir. De la rigueur aux réalités et de la réalité au chaos, cette histoire de gros rouge est, finalement, un peu celle de la perestroïka, mais faut-il pour autant dire, « catastrophe » ?

Beaucoup - on le sait - le font mais on ne voit plus depuis cinq ans d'ivrognes écroulés sur les trottoirs, dégoûtés, sous le soleil ou dans la neige, les humeurs d'un peuple bâillonné. Le phénomène était massif, répugnant. C'était une humiliation nationale, collective, et si la Russie d'aujourd'hui doit tellement moins à son passé qu'elle s'abreuve de liberté.

BERNARD GUETTA

URSS

Réouverture de la frontière entre la Pologne et la Lituanie

Les autorités soviétiques ont rouvert, dimanche 22 juillet, le poste frontalier d'Ogrodniki, entre la Pologne et la Lituanie, pour les ressortissants de ces deux pays. Elles l'avaient fermé en avril, peu après la déclaration d'indépendance lituanienne à laquelle avait répondu un blocus économique de la République baltique.

La réouverture de cette frontière, nouveau pas de normalisation après la levée du blocus, intervient alors que Moscou attend la formation de la délégation lituanienne aux négociations sur l'indépendance de la République baltique.

Le premier ministre lituanien, M. Prunskiene, a déclaré samedi qu'elle pourrait débiter cette semaine, mais le président Landsbergis, plus radical, avait estimé qu'elle ne commenceraient pas

avant septembre. La réouverture de la frontière intervient aussi alors que Moscou a décidé de durcir le ton (le Monde daté 22-23 juillet) les modalités de sortie du territoire soviétique à ses frontières ouest, pour lutter contre la contrebande de biens de consommation soviétiques, notamment vers la Pologne. - (UPI.)

■ YUGOSLAVIE : licenciements de journalistes au Kosovo. - Les autorités de Serbie ont licencié pour fait de grève 194 journalistes et employés de la télévision en langue albanaise du Kosovo, a annoncé samedi 21 juillet le quotidien Politika. La grève, quasi générale, avait suivi l'entrée en force le 5 juillet dans leurs locaux de la police serbe. - (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE

Salman Rushdie proteste contre l'interdiction du film « International Guerrillas »

Salman Rushdie a protesté, dimanche 22 juillet, contre l'interdiction par la commission britannique de censure cinématographique du film pakistais *International Guerrillas*. Ce film de trois heures et demie montre l'auteur des *Versets sataniques* sous les traits d'un agent d'une conspiration internationale, oisif et alcoolique, qui torture et tue des musulmans avec l'aide de gardes du corps israéliens avant d'être foudroyé par un éclair pour avoir blasphémé le prophète Mahomet.

La décision de censure a été « apparemment décidée en partie à la suite de pressions de Scotland Yard sur un organisme indépendant, qui n'est pas le résultat d'une quelconque procédure légale, mais de la crainte que ce film puisse enfreindre la loi », a indiqué un porte-parole du comité de défense de Salman Rushdie. Celui-ci pense que le film « devrait être dans le domaine public, de façon que toute diffamation ou toute infraction soit traitée selon la procédure légale ». Selon la commission, le film qui comporte des scènes de grande violence, viole la législation britannique sur la « diffamation crim-

nelle » et expose l'écrivain à la haine des spectateurs. Cette raison est-elle crédible, se demandent les défenseurs de Salman Rushdie.

L'auteur, citoyen britannique d'origine indienne, vit caché depuis son arrêt de mort prononcé par l'exécutif Khomaniy en février 1989. Selon *The Independent*, M. Mohammed Siddique, président du Mouvement des jeunes musulmans, estime que le film pourrait inciter à la violence comme l'ont fait les *Versets sataniques* et que les deux devraient être censurés. Au Pakistan, le producteur du film, M. Sajjad Gul, a déclaré qu'il est « inquiet de fermer les yeux » sur un livre qui « a grossièrement blessé les sentiments de la communauté musulmane ». Le film a connu un grand succès au Pakistan et des copies clandestines circulent déjà au sein de la communauté musulmane en Grande-Bretagne, mais il ne pourra être diffusé publiquement que si le nom de Rushdie et les appels à son exécution sont retirés, a écrit le directeur de la commission, M. James Ferman, au distributeur d'*International Guerrillas*. - (AFP, Reuters, AP.)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : dans la lutte pour la direction du Parti travailliste

M. Rabin essuie un revers face à M. Pérès

M. Itzhak Rabin a moins de succès avec l'appareil de son parti que dans les sondages d'opinion : si ceux-ci présentent l'ancien ministre de la Défense comme l'homme politique le plus populaire d'Israël, les militants du comité central du Parti travailliste sont d'un avis nettement plus réservé. A une très nette majorité, ils ont infligé, dimanche 22 juillet, un coup sévère, peut-être fatal, à la campagne menée par M. Rabin pour ravir la direction du parti à son chef actuel, M. Shimon Pérès.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le débat a été tendu, houleux, passionné, mettant, une fois de plus, aux prises les éternels « frères ennemis » devant les quelque mille quatre cents membres du comité central réunis à Tel-Aviv. Ses conclusions ont surpris la plupart des commentateurs qui, se fondant sur les sondages ou sur le crédit de M. Itzhak Rabin au bureau politique et au groupe parlementaire, avaient parié sur la défaite de M. Shimon Pérès.

C'était oublier le poids d'un appareil naturellement fidèle à son chef et sous-estimer la pugnacité de ce dernier : M. Pérès a mené au cours des derniers jours une forte contre-offensive auprès de militants qui sont nombreux à lui devoir beaucoup.

Pour faire valoir que l'opposition avait besoin d'un nouveau chef, le plus rapidement possible, M. Rabin comptait sur l'échec cuisant enregistré au printemps par M. Pérès dans sa tentative de former un gouvernement dirigé par les travaillistes pour chasser le Likoud du pouvoir.

Il avançait que M. Pérès avait déjà mené plusieurs fois le parti à la défaite (1977, 1981) ou au match nul (1984, 1988) face au Likoud et qu'il était urgent de changer de tête. Il proposait qu'une confrontation pour la direction du parti ait lieu le 29 juillet, devant le comité central, sans modification des statuts du mouvement.

Pas de compétition avant un an

Meilleur orateur, M. Pérès a répliqué que M. Rabin avait « partagé la responsabilité de toutes les décisions récemment prises », sous-entendu, y compris celle de rompre l'union nationale avec le Likoud, en mars derniers, et de tenter - en vain - une alliance avec les religieux. Bref, pas question de porter seul le poids de la défaite, d'abandonner un mandat de chef du parti qui ne vient pas à échéance avant un an - ou un an et demi - et de se lancer dans une confrontation qui risquerait de diviser les travaillistes au moment où ils doivent rester unis.

Sur tous ces points, l'appareil a donné raison à M. Pérès, à une majorité de 54 %. En principe, cela veut dire qu'il n'y aura pas de compétition entre les deux hommes

avant un an, qu'elle aura lieu non plus devant le comité central mais à l'occasion de « primaires », auxquelles participeront tous les adhérents au parti, ce qui pourrait réserver bien des surprises. Politiquement, cela veut dire que les militants travaillistes estiment que le gouvernement de droite conduit par M. Itzhak Shamir ne sera pas renversé de si tôt et qu'il faudra attendre la fin de la législature - dans deux ans - pour aller aux élections : d'ici là, pensent de nombreux travaillistes, la popularité de M. Rabin se sera effondrée.

Les « experts » étaient partagés entre deux interprétations. La plus optimiste est que le comité central a, en fait, signifié aux deux vétérans de la direction travailliste que leur temps prenait fin et que le parti devait s'ouvrir, d'ici un an, à de nouvelles candidatures. En repoussant la confrontation immédiate entre MM. Rabin et Pérès, on voulait, en somme, la différer pour toujours et laisser la place à une « deuxième génération » étouffée depuis longtemps par les deux anciens premiers ministres.

Cette volonté de vrai changement, on la retrouvait dans les deux camps, au-delà des différences, chez des hommes comme MM. Michael Bar Zohar (pro-Rabin) et Rafi Edri (pro-Pérès). « J'ai le sentiment », disait ce dernier, « que ni Rabin ni Pérès ne seront plus jamais premier ministre ». Beau joueur, M. Rabin a dit qu'il acceptait pleinement la décision du comité central, cependant que M. Pérès laissait entendre qu'il pour-

rait effectivement ne pas être candidat au poste de premier ministre lors des élections de 1992... D'ici là, relève se déclarer : M. Ora Namin, M.M. Moshe Shalom, Motta Gur, Gad Yacobi ont annoncé leur candidature pour la bataille de l'an prochain.

Les pessimistes interprètent la défaite de M. Rabin comme confirmant l'incapacité du parti à la moindre évolution : « Le parti va se fossiliser : rien ne va changer pour au moins une année, on va rester paralysé avec la même direction, la même vieille rivalité entre Pérès et Rabin. » La thèse la plus sombre veut que le parti qui domina si longtemps la vie politique, et se confondit avec l'Etat, soit en pleine déliquescence. Ce serait au tour du Likoud de dominer la vie politique d'Israël pour longtemps.

ALAIN FRACHON

o KOWEÏT : libération d'un porte-parole de l'opposition. - M. Mohammed Kadiri, porte-parole de l'opposition koweïtienne, appréhendé le 15 juillet, a été libéré sous caution, samedi 21 juillet. M. Kadiri, ancien diplomate devenu homme d'affaires, avait été arrêté pour avoir transmis à une agence de presse occidentale un communiqué de l'opposition qui contestait les résultats de l'élection du Conseil national provisoire en juin en affirmant qu'elle était « anti-constitutionnelle » (Le Monde du 18 juillet).

AMÉRIQUES

CHILI : la chasse aux sorcières dans l'armée

Démission du commandant de la place de Punta-Arenas

SANTIAGO

de notre correspondant

L'interview accordée par un officier anonyme, il y a quinze jours, à un quotidien de Punta-Arenas, (le Monde du 12 juillet) dans laquelle il justifiait plus ou moins les exactions de la dictature au nom des intérêts supérieurs de l'Etat aura finalement fait une « victime » : le général Alejandro Gonzalez, commandant de la place de cette ville sentinelle du détroit de Magellan, où les trois armes concentrent leurs principaux effectifs. Ami personnel du général Pinochet, le général Gonzalez a reconnu non seulement qu'il avait pris connaissance de la fameuse interview avant sa publication, mais encore qu'il y avait apporté quelques retouches. Se sachant en faute, il a remis sa démission à son commandant en chef, qui l'a acceptée vendredi 20 juillet.

Manquement évident au devoir de réserve, les déclarations du mystérieux officier avaient suscité une émotion d'autant plus vive qu'elles consistaient en une froide justification des violations des droits de l'homme. Pour le ministre de la Défense, M. Patricio Rojas, qui

avait ordonné une enquête administrative, l'incident est clos.

Ce n'est cependant pas l'avis des partis de la majorité présidentielle. Ainsi, M. Andrés Zaldivar, dirigeant de la démocratie-chrétienne, demande à l'officier par qui le scandale est arrivé « de faire preuve du même courage que le général Gonzalez ». Encore faudrait-il savoir si l'interview anonyme existe vraiment ou s'il n'est pas, comme le suggèrent certains, un masque utilisé par la majorité des officiers de la garnison de la ville australe.

GILLES BAUDIN

o ETATS-UNIS : trois enfants meurent dans un incendie à Harlem. - Trois enfants âgés de six, quatre et trois ans, sont morts dans l'incendie d'un immeuble dimanche matin 22 juillet, à Harlem le grand quartier noir de New York. Ce serait le plus jeune des enfants qui en jouant avec des allumettes aurait déclenché le sinistre. On compte également vingt-trois blessés dont dix-neuf pompiers, et deux policiers. - (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

EQUATEUR

Les Indiens entendent s'opposer à la célébration de la découverte de l'Amérique

Quito, la capitale de l'Equateur, a été l'hôte de la réunion continentale des peuples indigènes qui a eu lieu du 17 au 22 juillet, rassemblant en un congrès extraordinaire des Indiens de tout le continent américain. C'est dans un contexte de recrudescence des manifestations de colère de certains Indiens d'Amérique - avec les mouvements de protestation des Indiens de Bolivie, du Canada (le Monde du 20-21 juillet) et de l'Equateur - que s'est tenue cette réunion sous une stricte surveillance policière. Les participants ont déclaré vouloir s'opposer partout où ils le pourront aux célébrations en 1992 du 500^e anniversaire de la découverte de l'Amérique, qui pour eux signifierait la fête du « génocide de tant de frères indiens ». Toutefois, nombreux sont ceux qui hésitent entre l'opposition non violente et l'épreuve de force. - (AFP)

KENYA

L'ancien ministre des affaires étrangères aurait été assassiné

Le Kenya a regretté, dimanche 22 juillet, la « fuite » dont aurait fait l'objet un rapport de Scotland Yard sur la mort, en février, du docteur Robert Ouko, ancien ministre des affaires étrangères. L'existence de ce document a été révélée par le journal britannique Sunday Correspondent, citant des sources diplomatiques. « Nous regrettons vivement cet abus de confiance... qui va définitivement miner la confiance et la haute estime du peuple kenyan pour l'image irréprochable de Scotland Yard », a déclaré le chef de la police à Nairobi, M. Philip Kilongo. Selon le Sunday Correspondent, un rapport de Scotland Yard doit prochainement prouver que la mort du docteur Ouko, dont le corps avait été retrouvé partiel-

ment brûlé, n'était pas due à un suicide mais à un meurtre dans lequel pourraient être impliqués des membres du gouvernement du président Daniel Arap Moi. Le mobile de cet assassinat pourrait être, selon le journal britannique, « l'insistance de l'ancien ministre pour qu'une enquête soit ouverte sur des allégations de corruption parmi ses collègues du cabinet ». - (AFP)

LIBAN

Une trentaine de tués dans les combats entre chiïtes

Des combats acharnés, qui ont fait une trentaine de tués et une centaine de blessés, ont eu lieu, samedi 21 juillet, dans le sud du Liban pour le contrôle d'un village stratégique que se disputent les deux milices chiïtes rivales, celle d'Amal (pro-syrienne) et celle du Hezbollah (pro-iranienne).

Un lendemain de ces combats, ponctués d'assauts et de contre-offensives des miliciens des deux mouvements contre le village montagneux de Jarjouh, des bombardements sporadiques ont continué, dimanche, entre Amal et le Hezbollah, que les Palestiniens du Fatah de M. Yasser Arafat n'ont pu séparer malgré leur déploiement dans la région. - (AFP)

ROUMANIE

Nouvelles manifestations pour la libération de M. Marian Munteanu

De trois à quatre mille personnes se sont rassemblées, dimanche 22 juillet, place de l'Opéra à Bucarest, pour réclamer la libération de M. Marian Munteanu, président de la Ligue des étudiants, et de toutes les personnes arrêtées lors des événements de la mi-juin. Vêtus de blanc et portant des fleurs, les manifestants ont écouté différents orateurs, dont l'ancien ministre de l'enseignement, M. Mihai Sora, et le père de M. Munteanu. Samedi, la circulation avait été arrêtée symboliquement quelques minutes place de l'Université à l'issue d'une manifestation célébrant l'anniversaire du soulèvement de décembre 1989. (AFP)

AFRIQUE

LIBERIA : alors que ses ministres l'abandonnent

Le président Samuel Doe refuse toujours de se démettre

Selon des sources militaires, le président Samuel Doe serait virtuellement prisonnier de ses propres soldats dans sa résidence de Monrovia, à deux kilomètres de laquelle se trouvaient, dimanche 22 juillet, les rebelles du Front national patriotique du Libéria. La résidence est gardée par cinq cents soldats, membres, comme lui, de l'armée krahin, qui refusent de le laisser partir sans eux. Ils se heurtent à d'autres militaires qui tentent, au contraire, de convaincre le chef de l'Etat de s'enfuir pour éviter un bain de sang.

La délégation gouvernementale présente en Sierra-Leone pour des

négociations de paix qui n'ont pas abouti, avait envoyé, samedi, au président Doe une lettre pour lui demander de démissionner et de quitter le pays, « dans l'intérêt supérieur de la nation et du peuple ». De son côté, la Libye, par l'intermédiaire de son ambassade à Paris, s'est dite « disposée à intervenir en tant que médiateur pour protéger les habitants de Monrovia et sauver la vie des innocents ».

Le président Doe est « convaincu de son invincibilité », a-t-on appris de source diplomatique. Plus le désastre est imminent, plus il semble croire que la magie suffira à le sauver. Selon cette même source, il

s'apprête à livrer bataille jusqu'au bout et dispose de stocks de munitions et d'explosifs en prévision de l'assaut final des rebelles. Les Etats-Unis ont vivement protesté contre la décision de M. Doe d'expulser l'attaché militaire américain, qu'il a accusé d'avoir eu des contacts réguliers avec les maquisards du NPFL.

De violents combats continuent près du centre de Monrovia. Après s'être emparés de l'île de Bushrod, sur laquelle se trouvent le port, des dépôts de foin et des entrepôts, les rebelles tentent de prendre deux points menant directement au centre-ville. - (Reuters)

condamnées à diverses peines d'emprisonnement. Onze militaires et deux civils soupçonnés d'avoir participé à la tentative de putsch sont toujours en fuite. - (AFP)

o TANZANIE : dissolution du Parlement. - Le président Ali Hassan Mwinyi a annoncé, vendredi 20 juillet, la dissolution du Parlement, donnant ainsi le coup d'envoi de la campagne pour les élections générales prévues le 28 octobre prochain. Neuf millions de personnes doivent élire à cette date leur député et le sixième Parlement depuis l'indépendance du pays en 1961. Le président Mwinyi avait été élu en 1985, succédant ainsi au premier président du pays, M. Julius Nyerere. - (AFP)

o ZAIRE : ouverture d'une ligne aérienne Kinshasa-Johannesburg. - Air-Zaire s'apprête à exploiter un vol hebdomadaire Kinshasa-Johannesburg, via Lubumbashi, capitale de la province du Shaba, et Lusaka en Zambie.

South African Airways exploite déjà un vol hebdomadaire Johannesburg-Lubumbashi. - (AFP)

Livres anciens sur les PROVINCES DE FRANCE 2 catalogues par an Librairie GUENEAUD 10, rue de l'Odéon 75006 Paris. Tél. : 43-26-07-91

BACCALAURÉAT HALTE A L'ÉCHEC Mettez toutes les chances de votre côté INTERNAT PRIVÉ MIXTE Cadre agréable à la campagne Année scolaire + cours de vacances Renseignements immédiats Tél. : 85-92-65-24 ÉCOLE DES ESSARTS

AFRIQUE DU SUD :

selon deux journaux

Des dizaines de guerilleros de l'ANC auraient été arrêtés

Des dizaines de guerilleros du Congrès national africain (ANC) ont été arrêtés après avoir pénétré clandestinement en Afrique du Sud à partir du Swaziland pour lancer une insurrection armée, ont affirmé deux journaux dominicains, les sources policières. Le Sunday Times et le Sunday Star soulignent que ces éléments armés avaient établi une vingtaine de bases opérationnelles. Une grande quantité d'armes, dont des mines, des fusils de combat et un lance-roquettes RPG-7, a été découverte.

Selon le Sunday Star, les infiltrations avaient pour but de renforcer l'infrastructure clandestine de l'ANC et de lancer l'insurrection armée en cas d'échec des négociations entre l'ANC et le gouvernement du président Frederik De Klerk qui doivent reprendre le 6 août. D'après les sources policières, les éléments arrêtés étaient liés au Parti communiste, qui est le principal allié de l'ANC.

Un des dirigeants de l'ANC, M. Walter Sisulu, a jugé ces arrestations « fâcheuses », ajoutant que ces incursions ne sont pas une nouveauté : car « il y a toujours eu des gens s'infiltrant dans le pays depuis que nous avons lancé la lutte armée ». - (AFP)

Une Mercedes rouge pour M. Nelson Mandela

M. Nelson Mandela a pris possession, dimanche 22 juillet, à Mdantsane, dans le banlieue du Ciskei, d'une luxueuse Mercedes rouge, construite spécialement pour lui par les ouvriers d'une usine de montage du constructeur ouest-allemand. Elle lui a été offerte quelques jours après son soixante-douzième anniversaire, célébré le 18 juillet. Les ouvriers noirs de l'usine Mercedes-Benz, d'East-London ont effectué des heures supplémentaires, non rémunérées, pour lui offrir cette Mercedes 500 d'un peu plus de 500 000 F.

Devant 100 000 personnes réunies pour l'occasion dans un stade de la ville, le vice-président du Congrès national africain (ANC) a déclaré que le couleur de la voiture lui rappelle pour toujours « le sang de nos travailleurs et le peuple de notre pays ont versé dans leur lutte pour la libération ». - (AFP)

Le troisième sommet de l'UMA Les pays du Maghreb étudient la mise en place d'une union douanière

Le troisième sommet de l'Union du Maghreb arabe (UMA), qui groupe la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye, ne s'est ouvert que dimanche soir 22 juillet, en raison de l'arrivée tardive du roi Hassan II, au Palais des nations près d'Alger, avec pour ordre du jour la situation dans la région, les projets « d'intégration maghrébienne » et les relations avec la Communauté européenne.

Le président en exercice sortant de l'UMA, M. Zine Ben Ali, le chef de l'Etat tunisien, a estimé, lors de la séance d'ouverture, que l'édification du Maghreb est « sur la bonne voie » avec la mise en place « progressive de structures solides et stables ».

Il a indiqué que l'UMA avait demandé à la CEE d'examiner la dette des pays membres, de « manière globale » et de « revoir les mécanismes de l'aide ».

De son côté, M. Chadli Bendjedid, le chef de l'Etat algérien, dont le pays assume, depuis le 1^{er} juillet, la présidence de l'UMA, a annoncé qu'il couvrera notamment la mise en place d'une union douanière au Maghreb, « étape préalable à la création d'un marché commun » maghrébin. - (AFP)

EN BREF

o CAMEROUN : prochaine libération des prisonniers politiques. - Le président Paul Biya a annoncé, samedi 21 juillet, lors de sa visite à Paris, la prochaine libération, « d'ici une à deux semaines », de tous les prisonniers politiques. Le chef de l'Etat a précisé à Radio Monte Carlo qu'un certain nombre de prisonniers politiques avaient déjà été élargis et qu'il avait ordonné la constitution d'une commission d'enquête concernant les autres détenus. Dans un document rendu public, lundi 23 juillet, Amnesty International a invité le gouvernement à « libérer immédiatement » deux prisonniers condamnés en avril par une cour militaire à trois et quatre ans de prison pour subversion et insultes au président de la République. L'organisation humanitaire estime que le procès des deux hommes, M. Yondo Mandengue Black, ancien président de l'Association des avocats du Cameroun, et M. Amicet Ekandé, directeur de société, a été « une injustice flagrante ». - (AFP)

o GABON : levée du couvre-feu dans la région de Port-Gentil. - Le couvre-feu en vigueur dans la province de Port-Gentil, la capitale économique du Gabon, depuis les troubles de mai dernier a été levé. Mais cette région reste soumise à l'état de siège. - (AFP)

o NIGERIA : condamnation à mort de quatre-vingt militaires. - Un tribunal militaire spécial vient de condamner à mort quarante-trois militaires, dont dix officiers, qui avaient comparu en mai pour avoir tenté de renverser le gouvernement du général Ibrahim Babangida le 22 avril. Neuf autres personnes, dont trois civils, ont été

سكنا من الاجل

صكنا من الاجل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 1990
FORTE AUGMENTATION DU BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net de Schlumberger pour le deuxième trimestre de l'année 1990 est de 145 millions de dollars contre 127 millions de dollars pour la même période de l'année précédente. L'augmentation du bénéfice net est de 56 %, hors gains exceptionnels de 35 millions de dollars du deuxième trimestre de 1989.

Le bénéfice net par action est de 0,61 dollar contre 0,53 dollar, l'an dernier. L'augmentation du bénéfice net par action est également de 56 % par rapport à celui de l'année précédente de 0,39 dollar, hors gains exceptionnels de 0,14 dollar par action.

Le chiffre d'affaires d'exploitation du deuxième trimestre est de 1,29 milliard de dollars ; il était de 1,2 milliard de dollars en 1989. Après ajustement pour les activités acquises ou vendues entre-temps, le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 17 %.

Pour le premier semestre de 1990, le bénéfice net est de 273 millions de dollars, soit 1,15 dollar par action ; il était de 175 millions de dollars, soit 0,74 dollar par action, hors gains exceptionnels, d'où une augmentation de 56 % du bénéfice net.

Euan Baird, président-directeur général, a indiqué : « La nette amélioration des résultats du deuxième trimestre provient essentiellement de l'augmentation de l'activité des services pétroliers dans toutes les régions. Le chiffre d'affaires des services pétroliers est en progression de 21 % pour un nombre d'appareils de forage en activité dans le monde en hausse de 11 %. L'augmentation du chiffre d'affaires en Amérique du Nord est supérieure aux prévisions. Les nouveaux services qui permettent d'améliorer la productivité des clients ont commencé à avoir un impact important sur la rentabilité et l'élargissement du marché de nos services pétroliers ».

Euan Baird a ajouté : « En dépit des incertitudes liées à l'affaiblissement des cours du pétrole pendant le deuxième trimestre de 1990, l'activité des services pétroliers dans le monde continue de progresser car l'industrie pétrolière concentre ses efforts sur le développement de ses réserves pour l'avenir. »



ACTIVITÉS COMMERCIALES
AU 30 JUIN 1990

Pour l'ensemble du groupe, le chiffre d'affaires consolidé, hors taxes, s'est élevé à 473,8 MF contre 49,6 MF au 30 juin 1989 ; le montant consolidé, hors taxes, des commandes reçues à 636,6 MF contre 519,6 MF ; le carnet de commandes consolidé est de 1 111,4 MF.

BSN : paiement possible
du dividende en actions

L'Assemblée Générale des Actionnaires de BSN, réunie le 30 mai 1990, a décidé que chaque actionnaire pourra choisir le paiement du dividende (17,25 francs, avant fiscal compris) en numéraire ou en actions.

Le prix d'émission des actions remises en paiement du dividende, fixé à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des 20 séances de bourse ayant précédé le jour de l'Assemblée, ressort à 757 francs. Ces actions nouvelles deviendront disponibles courant septembre 1990.

Le 17 juillet 1990, l'action BSN cotait 873 francs. Les actionnaires peuvent exercer leur option jusqu'au 30 juillet 1990.

Actionnaires de BSN, faites vite votre choix.

Pour plus d'information, composez sur votre minitel : 3616 - CLIFF



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS



Assurances Générales de France

97, rue de Richelieu
75002 Paris Cedex 02

SITUATION DES SICAV AU 29 JUIN 1990

Description	SICAV ACTIONS					SICAV OBLIGATIONS					SICAV TRÉSORERIE	
	AGF ACTIONS	AGF INVEST	AGF FOND	AGF FOND	AGF FOND	AGF OBLIG	AGF OBLIG	AGF OBLIG	AGF OBLIG	AGF OBLIG	AGF OBLIG	AGF OBLIG
Nombre d'actions	1 700 420	1 333 301	4 755 108	531 623	5 749 336	135 558	2 466 960	532 144	1 598 987	66 392		
Actif net (1)	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20
Actif net par action	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20	1 161,20
Représentation de l'actif en %												
Obligations françaises	10,35	11,60	20,82	13,84	21,38	76,14	46,09	41,83	25,51	61,73		
Obligations étrangères	0,51	1,16	0,21	0,21	0,21	23,55	53,90	58,16	74,49	38,26		
Actions françaises	24,36	80,63	66,93	86,40	72,25	0,80	0,81	0,01	0,01	0,01		
Actions étrangères	37,47	22,37	1,90	1,05	0,37	0,72	0,72	0,16	0,16	0,16		
Autres emplois	20,41	1,46	7,14	10,71	6,87	59,08	30,04	49,36	62,78	33,84		
Dividende distribué net	36,47	3,86	27,90	5,32	19,63	72,61	30,54	89,23	90,58	90,58		
Avant fiscal (2)	37,4	4,00	28,55	5,61	20,11	74,01	32,55	91,11	91,11	91,11		
Après fiscal (2)	36,47	3,86	27,90	5,32	19,63	72,61	30,54	89,23	90,58	90,58		
Performance (*)	-0,86	-2,57	+1,57	+1,71	-0,68	+0,51	+0,22	+2,90	+4,16	+4,99		
Performance (**)	+71,58	+36,53	+91,42	+27,47	+166,30	+32,68	+33,72	+25,01	+56,16	+27,61		

(*) Classement EUROPERFORMANCE au 30-6-90 (dividende net réajusté)

(**) Dividende net réajusté

AU 29 JUIN 1990, L'ACTIF NET TOTAL DES 10 SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE À 12 MILLIARDS DE FRANCS

Souscriptions, rachats, renseignements généraux : Banque Générale du Pénit, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS. Tél. : 42-50-48-40.

Atteint par les banques et auprès des sociétés de Bourse. Communiqués des valeurs quotidiennes des titres au 42-44-12-22.

(1) Régime personnel physique.

(2) Régime personnel moral.

POLITIQUE

La situation en Nouvelle-Calédonie

Reprise du travail
dans les centres miniers
de la SLN
après la signature
d'un compromis

Un accord en dix-huit points a été signé, lundi matin 23 juillet, à Nouméa, entre la direction de la Société Le Nickel et l'USOENC (Union des syndicats des ouvriers et employés de Nouvelle-Calédonie) pour mettre un terme à la grève qui paralysait depuis treize jours l'usine métallurgique et les centres miniers de cette société sur le territoire.

Le travail a partiellement repris, lundi midi, mais la totalité des deux mille employés ne reprendront effectivement leur poste que mardi matin. Le compromis conclu prévoit des mesures d'amélioration des conditions salariales et sociales pour un montant de 22 millions de francs. Les jours de grève seront en grande partie payés, une prime exceptionnelle de 3 300 francs versée à chaque employé ainsi que le treizième mois de salaire brut. « Nous avons également obtenu la suppression de toutes les plus basses qualifications de personnel ; cela concerne trois cents travailleurs et c'est l'aboutissement de cinq ans de revendications », a souligné le porte-parole syndical. « Mais nous avons signé ce protocole d'accord contraints et forcés. Si nous ne l'avions pas fait, nous prenions le risque d'un affrontement entre ouvriers grévistes et non grévistes ».

La direction de la SLN estime à 2 400 tonnes la production irrémédiablement perdue durant le conflit. Pour l'ensemble de l'année 1989, la production de nickel a totalisé 46 935 tonnes et les exportations ont atteint 46 071 tonnes.

POINT DE VUE

Pour l'indépendance
en association avec l'Europe

par Nidoish Naisseline

DEUX ans après la signature des accords de Matignon, le choix de la paix reste le seul qui vaille. Certes, nous avons vu se mettre en place un système politique étouffant : tout ce qui est convenu entre l'Union calédonienne et le RPCR est aussitôt tabou. Il y a donc danger que les problèmes laissés de côté par ce tandem s'enveniment et menacent la paix. Celle-ci pourtant reste la condition indispensable du débat dont nous avons besoin plus que jamais. Car l'indépendance peut-elle demeurer l'objectif pour 1998 sans que son contenu économique et politique soit précisé ?

Nous ne pouvons ignorer que nos cent soixante mille habitants ne constituent jamais un marché tel que la souveraineté nationale suffise à garantir une véritable indépendance. Nous sommes condamnés à vivre dans une économie ouverte sur la région et sur le monde. Comment faire dans ces conditions pour que notre nation ne tombe pas aussitôt dans la dépendance des géants économiques régionaux que sont le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ? Accéder à la souveraineté nationale sans répondre à cette question pourrait n'aboutir qu'à changer de maître !

Si l'indépendance est notre destin obligé, nous ne pourrions la maîtriser qu'en nous adonnant à un ensemble économique fort qui nous permette de valoriser nos atouts et de trouver nos créneaux

de performance. Dans ce contexte, je pense aujourd'hui que l'Europe communautaire est aussi notre chance. Nous en sommes déjà membres du fait de la France. Pourquoi s'en priver une fois maîtres de notre pays ? L'indépendance-association avec l'Europe est une garantie de développement, de démocratie et de réelle souveraineté dans la région.

C'est un défi ? Du moins donne-t-il un contenu aux tâches de la période intermédiaire. Nous devons définir nos créneaux et concentrer sur eux les moyens financiers aujourd'hui employés à tort et à travers, et au bout du compte, détournés de leur but initial : le rééquilibrage économique et social. Faute de quoi, on peut soupçonner que le manne financier actuelle n'organise en réalité que de nouvelles formes de dépendance à l'égard de la puissance coloniale !

L'objectif ainsi fixé, micro-développement, entreprises d'économie sociale et initiatives privées peuvent se compléter et une méthode du développement concerté émerger. La société d'économie mixte ne doit pas rester un luxe réservé aux pays riches !

M. Nidoish Naisseline, grand chef de l'île de Maré, est animateur du mouvement libération kanak socialiste (LKS) et signataire des accords de Matignon en juin 1988.

L'avenir des Antilles

Les « Etats généraux de la Guadeloupe » revendiquent l'organisation d'une table ronde avec le gouvernement

POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

Les « Etats généraux de la Guadeloupe » pour son devenir face à l'intégration européenne se sont achevés, dimanche 22 juillet, par la revendication de la tenue d'une table ronde « entre le gouvernement français et les forces vives de la Guadeloupe pour définir le cadre institutionnel le mieux adapté au développement économique et social » de ce département d'outre-mer.

C'est justement pour « éviter un débat institutionnel », dont ils estiment qu'il n'a pas lieu d'être, que les élus et représentants locaux de l'opposition RPR-UDF avaient refusé de répondre aux appels répétés et pressants des organisateurs de cette manifestation, l'Association pour la réalisation des Etats généraux de la Guadeloupe (AFREG) présidée par le docteur Henri Cornu, ancien ministre au Mali - où il occupa différentes fonctions gouvernementales entre 1957 et 1970 - guadeloupéen et membre fondateur aujourd'hui

« en congé » de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG, indépendantiste).

L'UPLG avait lancé l'idée de ces « Etats généraux » lors de la préparation, en mars dernier, de son premier congrès public, à l'issue duquel elle s'était prononcée pour un « statut de transition avant l'indépendance ». Le Parti communiste guadeloupéen (PCG), qui préconise un « statut spécifique », s'était rallié à cette proposition tout comme le Mouvement populaire pour une Guadeloupe indépendante (MPGI) de M. Luc Rénette, le militant indépendantiste amnistié en juillet 1989, partisan d'une indépendance totale et immédiate.

Tous soulignaient la nécessité du débat et l'urgence du consensus. Invités par les organisateurs, l'évêque de la Guadeloupe, Mgr Ernest Cabo, comme le représentant régional du Grand-Orient de France, M. Jacques Abel, avaient plaidé dans le même sens lors de la séance inaugurale, jeudi 19 juillet. Quelques jours plus tôt, et en se félicitant de la volonté de

dialogue apparue un an après l'assassinat des militants de l'Alliance révolutionnaire caribéenne (qui avait revendiqué la plupart des attentats à l'explosif commis en Guadeloupe depuis 1983), la Fédération guadeloupéenne du PS avait fait savoir qu'elle prendrait part à ces « Etats généraux » : en son nom, Frédéric Jalpou, député, y a préconisé la création d'une « collectivité nouvelle, spécifique à la Guadeloupe, qui renforce le pouvoir local et associe l'ensemble le plus large à la gestion ».

Mais tout au long de trois jours de travaux, auxquels ont également pris part plusieurs maires et conseillers généraux ou régionaux sans étiquette et qui constituaient la première rencontre publique entre des personnalités de ces différents horizons, les participants indépendantistes, communistes ou socialistes se sont plus attachés à réaffirmer leur propres propositions qu'à rechercher d'éventuelles convergences. Tous se sont prononcés, à des degrés divers, pour une évolution du statut de l'archipel.

En revendiquant la tenue d'une table ronde avec le gouvernement, la « proclamation » rendue publique dimanche s'est surtout félicitée que ces « Etats généraux aient constitué un défi lancé contre le cloisonnement (...) et un pari sur la volonté de se parler et d'échanger » au moment même où les mouvements indépendantistes et, dans une moindre mesure, les partis politiques de l'archipel sont confrontés à une crise de crédibilité née du passage du cyclone Hugo en septembre dernier et accentuée par les évolutions intervenues depuis en Europe de l'Est.

EDDY NEDELJKOVIC

■ Haute-Saône : élection municipale partielle. - Il y a eu ballottage à l'issue du premier tour d'une élection municipale partielle organisée, dimanche 22 juillet, à Ovanche (Haute-Saône) à la suite de la démission collective du conseil municipal qui se considérait dans « l'impossibilité de faire régner le calme » dans ce petit village. Sur cent inscrits, il y a eu soixante-cinq votants, et seulement huit suffrages exprimés. Depuis près de quatre ans, les habitants d'Ovanche s'estiment importunés par les membres d'une famille, la famille Fourrier, à laquelle sont reprochés divers vols, escroqueries et menaces avec armes.

De retour du Japon

Un premier ministre
content

Le premier ministre est content. Content d'avoir parlé carrément, comme il l'a fait, aux Japonais, même s'il est conscient des risques qu'il prend, au cas où sa fermeté ne payerait pas. A peine installé dans l'avion qui l'a ramené à Paris, dimanche 22 juillet, il a donc transmis à ses collaborateurs les consignes d'un « suivi » attentif du dossier. (Lire : « Tokyo est également un partenaire politique » et « La cassette du lycée français », par Philippe Pons, en page 3.)

M. Rocard est content, aussi, parce qu'il ne se laisse pas d'exciter le plus beau médium du monde. Content, encore, parce que, début août, comme beaucoup de Français, il partira en vacances faire de la voile, quand les derniers arbitrages budgétaires seront « bouclés ». Content, enfin, parce que le mois de juin 1990 a été le meilleur qu'il ait passé depuis qu'il est à Matignon : le premier ministre y a vu progresser quelques dossiers sociaux « lourds », pour employer une terminologie qu'il affectionne (financement des retraites, travail précaire, SMIC et bas salaires). Quant aux indicateurs économiques, ils ont tous évolué dans le bon sens : chômage, inflation, déficit du commerce extérieur, tout a baissé en juin.

Le chiffre des échanges extérieurs a même fait tellement plaisir à M. Rocard que le chef du gouvernement n'a pas hésité à annoncer aux journalistes japonais, lors d'une conférence de presse, vendredi à Tokyo, la « bonne nouvelle », qui a laissé perplexes l'interprète, un peu perdu dans les équivalences entre francs et dollars, les données brutes et les données corrigées des variations saisonnières.

Le premier ministre est enclin à voir dans cette conjoncture les premiers signes, tant attendus, de la réussite de sa politique, au moment même où le concurrent allemand va commencer à affronter les difficultés économiques et sociales liées à l'unification.

Fier
du budget

Si l'on ajoute que l'opposition est restée égale à elle-même, tandis qu'après une nouvelle alerte, fin mai-début juin, les relations entre le président de la République et son premier ministre sont entrées de nouveau dans une période paisible, on comprend pourquoi M. Rocard trouve une telle saveur au mois écoulé. Seule ombre au tableau : les arbitrages budgétaires sont décidément douloureux, et le chef du gouvernement s'inquiète même du moral de son ministre de la défense qui se sent brimé par la deuxième année consécutive.

Néanmoins, ce projet de budget pour 1991, M. Rocard l'assume avec fierté. Il est tout prêt à ferrailler avec ceux qui, dans l'opposition, à la rentrée, lui reprocheront le niveau des prélèvements obligatoires. Sans doute, à court terme, admet-il, l'Etat passera plus lourd qu'ailleurs sur les finances des contribuables. Mais, plus que jamais, le premier ministre est persuadé qu'à moyen et long terme, la France finira par être la seule ou presque, par rapport à ses voisins, à disposer de services publics efficaces, voire tout simplement en état de marche.

La session parlementaire d'automne - chargée, comme d'habitude, - M. Rocard l'aborde, là encore, content et même confiant, fort de la certitude que sa présence personnelle à l'hôtel Matignon, et la politique qu'il a choisie d'y mener ont permis de transformer, en majorité absolue la majorité relative théorique dont il dispose à l'Assemblée nationale. Ce qui, évidemment, rend M. Rocard plus difficile à remplacer, tout en lui donnant une raison supplémentaire... d'être content.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

SOCIÉTÉ

Une nouvelle affaire nicoise

A la demande de l'administration fiscale, la justice enquête sur le versement à une intermédiaire d'une commission de 5,3 millions de francs déboursée par la ville de Nice.

Les impôts et la justice n'en finissent pas de s'intéresser, directement ou indirectement, à M. Jacques Médécine. Depuis mars, une nouvelle enquête préliminaire a été confiée par le procureur de la République de Nice à la direction centrale de la police judiciaire sur dénonciation de l'administration fiscale.

Les inspecteurs des impôts ne comprennent pas comment 5,3 millions de francs, soit l'essentiel d'une commission rémunérant en 1986 une opération de refinancement de la dette de la ville de Nice, ont pu

aboutir sur le compte bancaire d'une jeune femme, par ailleurs collaboratrice de M. Lucien Salles, directeur général de l'association Nica-Opéra présidée par M. Médécine. Sur cette somme, 4,8 millions seront rapidement retirés en espèces.

Cette affaire s'ajoute aux enquêtes en cours visant M. Médécine, personnellement ou en tant qu'élu.

Après avoir fait l'objet d'un redressement fiscal de 16,6 millions de francs pour les années 1981 à 1984, accompagné d'une hypothèque sur ses biens immobiliers, le

maire de Nice a été inculpé, le 17 novembre 1988, de délit d'ingérence par la chambre d'accusation de Grenoble pour avoir attribué des subventions à des associations qui faisaient ensuite paraître des annonces publicitaires dans un mensuel dont il est l'actionnaire majoritaire. Une autre procédure visant l'éventuelle constitution d'avoirs à l'étranger, par le biais notamment de sociétés panaméennes et américaines, est actuellement entre les mains de la chambre criminelle de la Cour de cassation.

L'obstacle de la prescription

Cet itinéraire inhabituel ne trouve aucune justification aux yeux des agents du fisc : « Les investigations effectuées, écrivent-ils dans leur dénonciation au parquet nicois, ont démontré que Club SUDD constituait un écran sans existence réelle; cette société n'a aucune existence juridique légale et ne dispose d'aucun local, personnel et infrastructure lui permettant d'exercer une quelconque activité. En fait, cette société a été créée et mise en place par M^{me} Elisabeth Arnulf pour lui permettre d'appréhender directement, sans titre et sans cause des fonds publics. »

Les inspecteurs des impôts ont reconstitué le cheminement des sommes dont M^{me} Arnulf a finalement bénéficié. En fait, une semaine avant que la question de la dette ne soit portée devant le conseil municipal, AREFIC avait déjà accepté cette mission à la demande du cabinet Thierry Perrin, conseiller en relations publiques et analyses financières installé à Paris. Une convention passée entre les deux partenaires stipulait que, sur les 5 % de commission, AREFIC en reverserait les quatre cinquièmes au cabinet Perrin.

Mais la réalité ne respecta pas tout à fait l'accord écrit. AREFIC ne paiera au cabinet Perrin que 2 301 510 F, versant directement 3 356 380 F à Club SUDD. De même, le cabinet Perrin reversera 2 016 200 F à Club SUDD, c'est-à-dire à M^{me} Arnulf.

En décidant, le 29 mars dernier, de lancer une enquête préliminaire

confiée à la direction centrale de la police judiciaire, le parquet de Nice avait un but bien précis : vérifier comment et pourquoi une commission légalement approuvée par la ville de Nice aurait finalement profité à une personne proche du maire qui ne peut « revendiquer aucune compétence de technique financière particulière ». Mais, prudents, les magistrats soulignent qu'ils se heurtent à l'obstacle de la prescription, sauf s'il est établi qu'il y a eu infraction criminelle (soustraction par dépositaire public, abus de confiance aggravé) ou continue (recel de fonds publics).

Un amoureux à New-York

L'enquête en cours devra le déterminer. M^{me} Arnulf a fourni son explication. C'est elle qui aurait présenté M. Thierry Perrin à M. Médécine, rôle d'intermédiaire qui justifierait sa rémunération. Quant aux retraits en espèces, ils s'expliqueraient par une histoire d'amour. Un ami américain, propriétaire de magasins de chaussures à New-York, l'aurait convaincue de l'aider devant l'insistance de ses créanciers. Et les 4 604 000 F seraient ainsi partis de l'autre côté de l'Atlantique tout comme l'amoureux qui, inconstant, n'aurait plus donné signe de vie et n'aurait toujours pas remboursé sa dette.

Quant au maire de Nice, loin d'être ébranlé par les divers assauts judiciaires ou fiscaux autour de sa personne, de son entourage et de sa gestion, il vient de déposer plusieurs plaintes en diffamation à l'encontre des auteurs du livre J. M., le feuilleton nicois (lire ci-contre), enquête approfondie en forme de réquisitoire.

EDWY PLENEL

Le trafic d'armes libanaises

Trois policiers ont été inculpés et écroués

Le juge d'instruction du tribunal de grande instance de Marseille, M. Patrick Ardid, a inculpé, samedi 21 juillet, les policiers Jean-Claude Labourdette, Patrick Jacquin et Jean-Noël Lebat d'infraction à la législation sur les armes, par acquisition, cession et détention d'armes de 1ère et 4^e catégories. Ils ont été écroués à la prison des Baumettes. Un débat contradictoire était prévu lundi 23 juillet pour décider du maintien ou non de leur mise en détention provisoire. Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a interrompu ses vacances pour répondre aux accusations de l'un des inculpés l'impliquant, indirectement, dans le trafic. Le procureur de la République à Marseille, M. Olivier Drevet, a démenti totalement, lundi, cette mise en cause.

La rumeur marseillaise aurait-elle encore frappé ? Depuis sa divulgation, lundi 16 juillet, l'affaire du trafic d'armes animé par des policiers français en poste à l'ambassade à Beyrouth a donné lieu à de nombreuses extrapolations qui, de source judiciaire, seraient disproportionnées par rapport aux accusations contenues dans les procès-verbaux d'interrogatoire. Ainsi le bruit avait-il couru sur la Canebière et dans certains couloirs de l'Evêché, siège de la PJ marseillaise, que de l'or, de la drogue, des chars, voire des missiles en pièces détachées auraient été transportés dans les fameuses « cantines » personnelles des policiers trafiquants. Ces affirmations avaient été démenties par les enquêteurs même si, malgré l'absence d'indices, ces derniers n'excluaient pas a priori l'utilisation de la filière pour l'exportation d'autres marchandises illicites.

Aujourd'hui, selon des informations publiées, lundi 23 juillet, par France-Soir et le Parisien l'affaire connaîtrait un rebondissement politique à la suite des déclarations que le CRS Patrick Schaller aurait faites dans le bureau du juge d'instruction marseillais, M. Patrick Ardid, samedi 21 juillet. Selon les deux quotidiens, Patrick Schaller, considéré comme l'un des quatre policiers semi-grossistes du trafic, aurait confié qu'à plusieurs reprises des armes auraient été embarquées à bord d'avions gouvernementaux du GLAM. Le CRS aurait accusé son collègue Jean-Claude Labourdette, brigadier-chef responsable de la sécurité de l'ambassade de France à Beyrouth, d'avoir même offert plusieurs armes au secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire lors

de l'une de ses missions dans la capitale libanaise, en avril. Le policier aurait également remis un sac au garde du corps personnel du secrétaire d'Etat.

Ces informations ont été démenties, lundi matin, par le procureur de la République de Marseille, M. Olivier Drevet. Selon lui, aucune mise en cause du secrétaire d'Etat n'est apparue au cours des interrogatoires. Patrick Schaller aurait seulement affirmé qu'« à deux reprises, des cantines auraient été déposées dans les avions du GLAM. Elles auraient été envoyées dans les mêmes conditions que celles des voyages des escadrons de gendarmerie mobile, c'est-à-dire fermées à clé ». Jean-Claude Labourdette aurait, lui, démenti les accusations de son complice présumé Patrick Schaller.

M. Kouchner rentre à Paris

M. Kouchner a interrompu ses vacances en Corse, lundi 23 juillet. Il était attendu dans l'après-midi à Paris pour répondre à cette mise en cause. Lundi matin, au secrétariat d'Etat chargé de l'action humanitaire, on s'est limité à affirmer qu'aucun cas M. Kouchner n'a reçu de tels « cadeaux » de la part de Jean-Claude Labourdette. On précise par ailleurs que le secrétaire d'Etat s'est déplacé à Beyrouth pour des opérations de rapatriement de blessés, réalisées non pas à bord d'avions du GLAM, mais d'appareils de la Sécurité civile, administration du ministère de l'Intérieur. « Je vois mal comment Bernard Kouchner aurait pu rencontrer Jean-Claude Labourdette à Beyrouth en avril dernier puisqu'il n'y est pas allé. C'est moi-même qui étais sur place », précise le docteur Laburthe, chargé de mission au cabinet, ajoutant : « Nous n'avons pas mené d'opérations de fret et nous pouvons même souligner que des contrôles douaniers ont été réalisés sur certains Libanais blessés ramènés en France ».

Une chose est certaine : le trafic organisé depuis Beyrouth emprunte de multiples voies. Après plusieurs saisies réalisées dans la région de Mulhouse, zone d'affectation de plusieurs policiers impliqués, les enquêteurs ont retrouvé une canine selon le procureur « contenant deux armes de poing, un fusil et des munitions » dans une caserne du régiment du génie de parachutistes de Montauban (Tarn-et-Garonne). La canine avait été convoyée par des militaires de retour du Liban, a indiqué M. Drevet. Un autre CRS, qui avait été en poste à Beyrouth, aujourd'hui muté aux Philippines, devrait être prochainement rapatrié pour être entendu.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

FAITS DIVERS

A Montauban (Tarn-et-Garonne)

Cinq cadavres découverts dans un immeuble désaffecté du centre-ville

Une enquête a été ouverte après la découverte, vendredi 20 et samedi 21 juillet, de cinq cadavres dans un immeuble désaffecté de Montauban (Tarn-et-Garonne) qui servait d'abri à des clochards et à des routards de passage dans la région. Alertés par des voisins qu'un commodat avait une odeur nauséabonde, les policiers ont découvert, vendredi, le corps d'un jeune homme portant une blessure profonde à la tête. Revenus sur place, le lendemain, pour les besoins de l'enquête, les policiers ont trouvé quatre autres cadavres gisant sous des gravats et des débris, dans cet immeuble délabré situé à deux pas du centre-ville.

L'identification des cinq corps — quatre hommes et une femme, âgés de vingt à trente ans — sera difficile, en raison de leur état de décomposition : la mort pourrait remonter à plusieurs semaines, voire à plusieurs mois. Des autopsies devaient être pratiquées sur les cadavres, lundi 23 juillet. L'enquête a été confiée au service régional de police judiciaire (SRPJ) de Toulouse, qui privilégie la piste criminelle.

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

ERICH INCIYAN

► J. M., le feuilleton nicois, Editions La Découverte, 335 pages, 125 F.

Un livre sur Jacques Médécine

Un univers impitoyable

J. M., le feuilleton nicois, le livre de Bernard Bragard, Frédéric Gilbert et Catherine Sinet, est le fruit d'une longue enquête. Dès 1985, durant l'émission « Droit de réponse » de Michel Polac, à laquelle ils collaboraient, les trois auteurs s'étaient en effet penchés sur le dossier du maire de Nice. Depuis, ils ont poursuivi leur croisade contre l'homme fort des Alpes-Maritimes : « Avec Delles, écrivains, l'univers impitoyable de J. M. a toutes les faveurs du public français pendant des années. Celui de J. M. [Jacques Médécine] mérite au moins la même attention, parce que ce feuilleton nicois [...] n'est pas vraiment du cinéma ! ».

Au générique de ce feuilleton, des conseillers municipaux et des relations du maire, comme feu le cambrioleur Albert Spaggiari et l'empereur du jeu Jean-Dominique Fratoni. Au gré de ses épisodes, une guerre des casinos, des scandales immobiliers, la casse « historique » de la Société générale de Nice, sans oublier des redressements fiscaux et des inculpations à répétition.

Clanisme et clientélisme

Comment un élu concerné par tant d'affaires politico-financières a-t-il pu « tenir », depuis un quart de siècle, le département des Alpes-Maritimes et la cinquième ville française ? Grâce, affirment les auteurs, à un dou-

ble système de protection, local et national, qui est disséqué dans le livre. Localement, la dynastie Médécine profite d'un enracinement plus que centenaire. Lorsque le « roi Jean », qui a régné sur le fief familial de 1928 à 1985, cède le trône à son fils, « J. M. » se trouve à la tête d'un système bien rodé. Cocktail de clanisme et de clientélisme, le médécinisme soude un réseau de notables politiques, d'entrepreneurs et de membres de professions libérales. Sous les assauts de l'extérieur, le maire sait faire corps avec « sa » ville. Il joue en virtuose de la corde sentimentalo-nicoise et transforme chaque accusation portée contre lui en une attaque contre les Nipois.

Redressement fiscal

Sa carrière nationale, il la doit à la machine électorale mise sur pied dans le département. C'est à cause d'elle que les giscardiens, puis les gaullistes, auront pour M. Médécine les yeux de Chimène. C'est grâce à elle qu'il ralliera des hommes d'extrême droite, séduits par son discours. Car les récents rapprochements du maire de Nice avec le Front national n'ont rien de surprenant : qu'il parle de l'apartheid, du racisme ou de dictatures d'Amérique latine, « J. M. » ne défend-il pas de longue date les mêmes positions que Jean-Marie Le Pen ?

Le feuilleton nicois démonte les filières des bureaux d'études,

des associations paramunicipales, des sociétés utilisées selon les auteurs, par le maire de Nice. Des procédés classiques pour financer les campagnes politiques dans une grande ville ? M. Médécine, si l'on en croit ce livre, a une conception toute personnelle du financement des partis politiques. C'est à une Française ayant vécu aux Etats-Unis que l'on doit la découverte de la partie américaine des affaires internationales de J. M. ». Chargée des intérêts privés du maire de Nice aux Etats-Unis, Claudette Pezanas-Berke deviendra persona non grata dans l'univers du maire. Le livre est dédié à cette femme morte le 2 juillet 1989 et dont le mari est persuadé qu'elle a été assassinée.

Le maire de Nice est sous le coup d'un redressement fiscal, un des plus importants jamais adressés à un homme politique français. Il reste au centre de plusieurs enquêtes policières, fiscales et douanières. « Le dossier Médécine sera révélateur de la volonté de la classe politique de nettoyer ses écuries, en laissant agir la justice », écrivent les auteurs avant d'être eux-mêmes poursuivis en justice par le héros de leur livre.



EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel professionnel.

Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities.

Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration

with an emphasis in international management

A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DES - IEP - Titulaires de maîtrise.

Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais. Conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cours équivalents à deux années universitaires

Informations et sélections : European University of America
1725 rue de Chailot (métro Muni), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Talk Ming - Hong Kong, et aux USA : P.M.D.

501-1111

هكذا من الاجل

SOCIÉTÉ

Vague de chaleur et sécheresse en Europe

Le temps des restrictions et des interdictions

La terre a soif et se fendille, le goudron fond sur les routes, l'eau, dans certains départements, vient à manquer : la canicule, qui flirte avec les records, s'est installée sur la France et devrait, selon la météorologie nationale, se prolonger jusqu'au dimanche 29 juillet. Un homme et son fils sont morts asphyxiés, samedi 21 juillet en Seine-Maritime, alors qu'ils creusaient un puits ; la chaleur et le manque d'oxygène pourraient être à l'origine de ces décès.

A Paris, le trafic ferroviaire a dû être interrompu pendant plus de quatre heures, samedi 21 juillet à la gare Saint-Lazare, la chaleur ayant fait disjoncter un relais électrique EDF qui alimentait le poste d'aiguillage.

Le Sud-Ouest est cependant la région la plus durement frappée par les températures sahariennes. Les

Bordelais ont dû, samedi également, subir 38,8 °C et une quinzaine de personnes ont été victimes de malaises. Dans le Midi-Pyrénées, les autorités ont décidé au cours du week-end de souder cinq vannes du canal du Midi et d'assurer une surveillance permanente.

Des inconnus ont, en effet, détourné l'eau pour arroser les champs aux alentours. Le pompage de l'eau est sévèrement réglementé dans l'Aude, la Lot-et-Garonne et la Dordogne. Cette extrême chaleur a provoqué de multiples incendies sur l'ensemble du territoire. Samedi 21 juillet, une soixantaine d'hectares de blé ont flambé dans les Yvelines ; en Bretagne, les pompiers ont maîtrisé au cours du week-end une quarantaine de départs de feu tandis qu'en Lozère cent hectares de brous-

saies et de landes ont été la proie des flammes. Devant le danger, le préfet de l'Orne a décidé l'interdiction de fumer dans les forêts. Alors qu'en Charente-Maritime c'est l'arrosage des jardins et pelouses qui est interdit.

Cette vague de chaleur touche l'ensemble de l'Europe. Une personne est morte au cours du week-end dans le sud de l'Espagne alors qu'à Madrid la température atteignait 40 °C à l'ombre.

En Sardaigne, l'eau est rationnée dans de nombreuses villes et l'agriculture pourrait être déclarée sinistrée. Dans le sud-ouest de l'Angleterre et le Yorkshire, près de 5 millions de personnes n'ont plus le droit d'arroses leurs pelouses. En Turquie, les habitants d'Istanbul, où la pénurie d'eau devient alarmante, se sont rués dans les hammams, seuls endroits où l'on trouve encore de l'eau pour se laver.

Le recul des glaces

Suite de la première page

La masse de glace a, en effet, énormément fondu, rendant inutilisable le téléski et les deux télésièges qui furent installés il y a quinze ans. Ce petit glacier, d'une superficie inférieure à un kilomètre carré, dont le volume estimé depuis 1948 par les Services des eaux et forêts, puis par les ingénieurs du Centre national d'études du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts (CERMA-GREF), a reçu pendant l'hiver 1988-1989 ses plus faibles précipitations depuis quarante ans.

Les mois de juillet et août 1989 furent particulièrement chauds et extrêmement secs. Cette année-là, le glacier établit un record puisque son épaisseur se réduisit de 2,95 mètres. « C'est seulement depuis 1985 que l'on assiste à un changement profond. Depuis cette date, le glacier a perdu 8 mètres en épaisseur. La raison essentielle est un changement des conditions climatiques avec des hivers moins neigeux et des étés plus chauds. Si la situation actuelle ne s'inverse pas, le glacier est condamné, tôt ou tard, à disparaître », explique M. François Valla, responsable de la division nivologique au CEMAGREF.

Le glacier de Sarenne, qui a perdu près de 27 mètres de glace en quarante ans et dont l'épaisseur est maintenant estimée à 40 mètres, pourrait avoir totalement disparu dans un siècle si les conditions climatiques actuelles devaient perdurer.

Cette situation ne semble pas préoccuper outre mesure M. Pierre Jossierand, qui exploite le glacier de Péclet, à Val-Thorens. « Les petits glaciers alpins ont des temps de réponse très courts aux conditions climatiques. Ils prennent des coups de vieux » à toute allure,

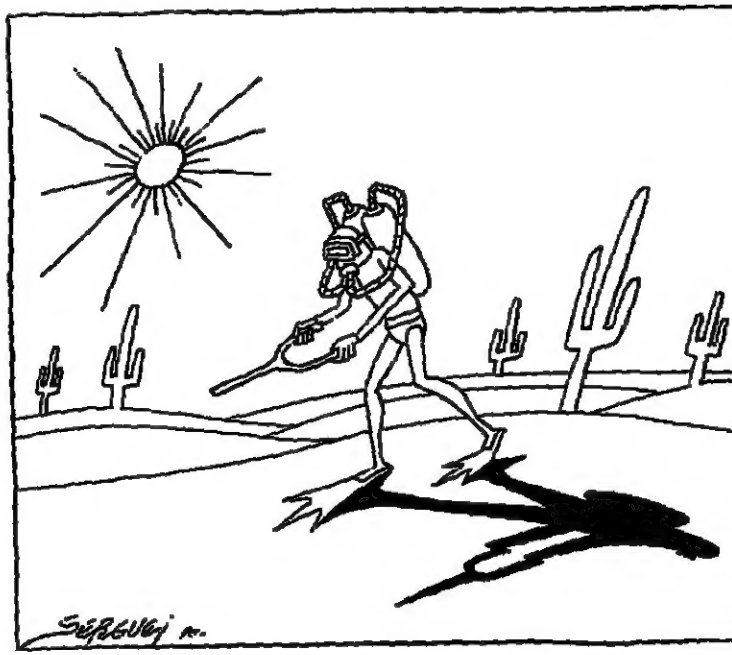
mais deux années de bon enneigement et quelques étés frais et pluvieux suffisent à leur redonner de la vigueur. »

Les études effectuées sur ce glacier montrent, par ailleurs, que ses fluctuations ont été fréquentes depuis cinquante ans. Ainsi, des photographies font apparaître qu'en 1939 le glacier de Péclet était réduit à la portion congrue et que seule sa partie sommitale, située à 3 500 mètres d'altitude, subsistait. Sa course en avant ayant repris, il put être utilisé pour le ski à partir de 1973.

Mais, depuis une dizaine d'années, le cours du glacier s'est inversé et son front a à nouveau reculé de 300 mètres. Seule l'utili-

sation de la neige artificielle, fabriquée l'hiver pour recouvrir les parties sans glace, a permis jusqu'à aujourd'hui son exploitation. Cette solution est également envisagée par M. André Martzoff, directeur des pistes de La Plagne, dont le glacier, la Châteaufort, qui culmine au-dessus de 3 000 mètres d'altitude, a vu sa masse fondre de 10 % depuis 1983. « L'eau que produit le glacier serait suffisante pour réaliser un enneigement artificiel en hiver et au printemps, permettant de recharger et d'exploiter notre glacier dans des conditions parfaites », affirme M. Martzoff, qui attend toutefois, avec une certaine impatience, le retour d'été « glacé ».

CLAUDE FRANCHILLON



JUSTICE

À la préfecture de Paris

Un fonctionnaire inculqué de corruption dans une opération immobilière

Responsable à la préfecture de Paris de la section « changement d'affectation des locaux », un fonctionnaire, M. Gérard Bellebeau, est inculpé, depuis un mois, à la prison de Fresnes. Gérard Bellebeau soupçonné d'avoir, moyennant finances, autorisé illégalement la transformation en bureaux d'appartements d'habitation en bureaux a été inculpé de faux en écriture, corruption active et passive, et trafic d'influence. Quatre autres personnes, travaillant dans le milieu immobilier, ont également été inculpées.

L'idée était simple : malgré l'explosion du prix des loyers, les appartements parisiens sont encore loin des sommets atteints par les immeubles de bureaux : jusqu'à 4 000 francs le mètre carré de loyer annuel. Mais pour effectuer la transformation, faire d'un appartement un local professionnel, il faut l'accord de la préfecture de Paris. Des autorisations que les services de Gérard Bellebeau ne distribuaient qu'au compte-gouttes. Muni de faux certificats établis par un clerc de notaire, le fonctionnaire parisien n'avait plus, rapportent les enquêteurs, qu'à imiter la signature du préfet pour que des agents immobiliers puissent réa-

liser des profits substantiels. C'est en tombant, par hasard, sur une autorisation qu'il n'avait pas délivrée personnellement que le préfet a découvert le trafic.

Il y a deux ans, une affaire du même type avait été révélée à la Mairie de Paris. Depuis, la Ville avait mis en place une commission extramunicipale chargée de faire la chasse aux transformations illicites de logements en bureaux. Elle avait relevé plusieurs infractions, mais les services préfectoraux n'avaient pas réagi, pas plus qu'ils n'avaient tenu compte des avis défavorables concernant certaines transformations.

Gérard Bellebeau n'avait pas pris beaucoup de soin pour dissimuler les preuves de sa corruption. Les policiers de la division des affaires économiques et financières se sont contentés de perquisitionner à son domicile et d'ouvrir les tiroirs de son bureau de la préfecture de Paris pour retrouver des enveloppes contenant l'argent des transactions. En tout, ces pots-de-vin portaient sur environ 3 millions de francs. Gérard Bellebeau avait reconnu les faits et ses aveux ont permis l'inculpation d'un clerc de notaire, du directeur d'une société immobilière et de deux agents immobiliers.

POINT DE VUE : le débat sur l'euthanasie

Compassion mais aussi discrétion

par les professeurs Jean-François Mattei et Philippe Douste-Blazy

Le débat sur les limites de la souffrance vient de surgir à nouveau avec la sanction prononcée par le Conseil de l'ordre des médecins à l'encontre du professeur Schwartz. Il ne nous appartient pas de donner une appréciation sur cette décision. Néanmoins s'agissant d'euthanasie la gravité du problème conduit les médecins que nous sommes à réagir en soulignant quelques aspects fondamentaux trop souvent oubliés dans le débat médiatique.

La seule et unique mission de la médecine est de lutter contre la souffrance et de préserver la vie. C'est cette idée qui doit rester ancrée dans l'esprit des gens. Bien sûr chacun sait que les médecins sont parfois confrontés à des situations de souffrance et de détresse extrêmes, ils peuvent alors, en fonction de chaque cas particulier, en leur âme et conscience prendre des décisions exceptionnelles. Parce que ces décisions sont exceptionnelles et qu'elles s'inscrivent comme toujours en

médicine dans le cadre du secret médical, elles doivent aussi rester dans le secret des consciences. Leur diffusion au travers des médias pourrait en effet laisser croire que l'exception devient la règle. Il y a là un piège dans lequel les médecins ne doivent pas tomber qui consisterait, en cédant à un certain vedettariat, à confondre une exception et un exploit ou à transformer un échec en succès.

Après la confession d'un cas particulier que nul ne peut juger, comment méconnaître les conséquences des propos portés à la connaissance du grand public ? L'expérience nous a enseigné que nombreux sont les patients ou leur famille qui vont ensuite solliciter la mort auprès de leur médecin sous prétexte qu'un des leurs, et non des moindres, l'a déjà donnée en expliquant à la télévision avec une réelle humanité que c'était bien. Or dans la majorité des cas ces demandes ne sont pas justifiées. Le refus opposé est alors vécu comme une injustice aggravant le désarroi

des uns et des autres et brisant la confiance du patient pour son médecin. Si la décision dans une situation bien définie est parfois compréhensible il devient dangereux voire coupable de faire naître de faux espoirs chez ceux qui n'ont pas toujours les moyens d'apprécier.

Il est vrai que le fardeau est lourd, surtout dans certaines spécialités qui vivent avec la mort, un combat quotidien, mais il ne faudrait pas que de telles confidences ne soient un moyen de chercher par l'approbation de l'opinion publique la justification a posteriori d'une décision difficile à porter. Avec l'évolution de la médecine de nouveaux problèmes surgissent et un devoir d'information s'impose. Loin de s'y soustraire, il convient même d'aider à la réflexion et au cheminement des consciences, mais de même qu'on ne change pas la morale avec du vécu, on dégage rarement des principes généraux à partir de cas particuliers.

Dans une médecine trop souvent déshumanisée par des contraintes économiques, sociales ou technologiques, il est plus que jamais important que notre société redécouvre les grands principes qui doivent guider son action dans le respect de la personne humaine, de sa dignité, du sens de la vie, de la souffrance et de la mort. Il est tout aussi important que les médecins sachent allier la vertu de compassion et le devoir de discrétion. Savoir combattre la douleur et la partager, savoir accompagner jusqu'au bout celui que la mort attend ne peut se raconter car c'est le dialogue d'une âme avec sa conscience.

► Jean-François Mattei est professeur de pédiatrie et de génétique médicale, conseiller général et député des Bouches-du-Rhône (PR).

► Philippe Douste-Blazy est professeur de cardiologie, maire de Lourdes (CDS) et député européen (PPS-Démocratie chrétienne).

REPÈRES

SEISME

Plus de mille morts aux Philippines

Une semaine après le violent tremblement de terre qui a frappé les Philippines, en particulier la région de Baguio sur la côte nord-ouest de l'île de Luzon, le 16 juillet dernier, le bilan ne cesse de s'alourdir : les autorités parlent maintenant de 1 000 et peut-être même de 1 500 morts. On pense, en effet, que 600 personnes sont toujours portées disparues sans grand espoir de les retrouver vivantes. On estime que le séisme a blessé au moins 3 000 personnes. Depuis une semaine, on a dénombré plus de 600 répliques dont une, ce lundi 23 juillet, était de magnitude 6,1. — (AFP).

INTÉGRATION

SOS-Racisme prépare des états généraux

« Si on veut faire baisser Le Pen, cela ne sert à rien de faire la morale à la société. Il faut au contraire intervenir sur le terrain social sur lequel il se développe. » Pour Harlem Désir, président de SOS-Racisme, l'association ne doit pas se cantonner dans le seul rôle

du « SAMU antiraciste », mais agir concrètement pour « recréer les solidarités sociales dans les villes et les quartiers ». A l'occasion de l'université d'été du mouvement, du 20 au 23 juillet, à Dourdan (Essonne), Harlem Désir a annoncé la tenue en décembre à Paris des « premiers états généraux de l'intégration ». Ceux-ci, précédés par des assises locales, auront pour objectif d'établir une « charte de l'intégration ».

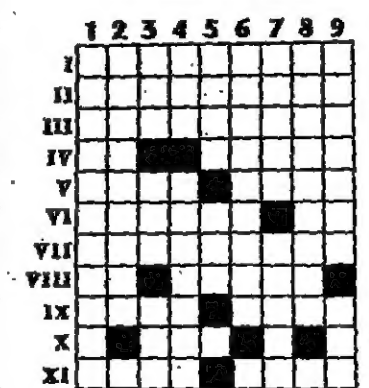
DISPARITION

Mort d'un des « pères » de la pilule

Le docteur Arthur Tremain Herzig, dont les recherches sur l'embryon ont contribué à la mise au point de la pilule contraceptive et de la fécondation in vitro, est mort d'un arrêt cardiaque, vendredi 20 juillet, à l'âge de quatre-vingt-six ans, à l'hôpital de Falmouth (Massachusetts). Le docteur Herzig était connu pour ses travaux sur l'embryon de moins de deux semaines à l'école médicale de Harvard entre 1938 et 1952. C'est un de ses collègues, le docteur John Rock, de l'Institut de Carnegie (Washington), qui avait, quelques années plus tard, mis au point la pilule contraceptive. — (AP).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5309



HORIZONTALEMENT

1. Permet un bon nettoyage des arènes. — II. Comme des affaires qu'il faut parfois expédier. — III. Élément d'une batterie. — IV. Saint. Faire payer cher. — V. Diamide carbonique. Qui a reçu une faveur spéciale. — VI. Un mammifère dont on peut dire qu'il a la dent. — VII. Sèche pour un vêtement « aspirant ». — VIII. Pronom. Morceau de corde. — IX. Maison d'Italie. Darius éleva un palais. — X. Une pleine déserte. — XI. Ne s'accordent pas toujours avec leurs sujets. Dans les Hébrides.

VERTICALEMENT

1. Un spécialiste des travaux d'algues. — 2. Endroit où l'on peut trouver des pompes. — 3. Pénée de chèvres. Une région de dunes. Choix. — 4. Une partie de la couronne. Qui ont un grand coté. — 5. Marque une absence. Grand, pour les hommes d'œuvre. — 6. Qui se sont donc mis en grève. — 7. Bon pour le service. Wagon dont on peut dire que c'est une sorte de machin. — 8. Des gens qu'on avait tort de croire dans la lune. — 9. Alcoolisé. Peut avoir le cœur sec.

Solution du problème n° 5308

Horizontalement

I. Rouspétré. — II. Gallinette. Côté. — III. Épile. Ironie. — IV. Océ. Éverest. Tôt. — V. Barre. Lien. — VI. Abols. Tôt. Achet. — VII. Lime. Sec. Vire. — VIII. Nausthétique. — IX. Me. Reg. Ours. Ur. — X. Ute. Liens. Secs. — XI. Bour. Anone. Et. — XII. Suc. Tit. Armor. — XIII. Inés. Are. Nérol. — XIV. Oie. Pli. Rivetée. — XV. Me. Siesta. Ses.

Verticalement

1. Global. Muleton. — 2. Ru. Cabinet. Ute. — 3. Océ. Rome. Ébène. — 4. Utile. Oie. — 5. Sieves. Tatu. Pl. — 6. Pelt. Sagittale. — 7. Émirite. Lis. — 8. T6. Électrique. — 9. Et. St. Huan. Ré. — 10. Usité. Verso. N6. — 11. Nains. Nervi. — 12. Ecot. Cr. Serre. — 13. Sonothèque. Mots. — 14. Lit. Urolo. — 15. Ed. Atre. Stries.

GUY BROUTY

La parade des grands voiliers à Bordeaux Bien naviguer et savoir vivre

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

La nostalgie est toujours ce qu'elle était et, comme à Rouen l'été dernier à l'occasion du Bicentenaire, tout Bordeaux s'enthousiasme, depuis samedi 21 juillet, pour la parade des grands voiliers qui sont venus s'amarrer au port de la lune. Sous la canicule, jour et nuit, des centaines de milliers d'Aquitains et de touristes français et étrangers admiratifs ont déambulé sur les quais, visité les navires majestueux engagés dans la course Cutty Sark, vibré avec les plus anciens chants de marins, vu la Garonne s'embraser samedi soir dans un somptueux feu d'artifice, tandis qu'une grue flottante tournait dans le courant au son des valses de Vienne, et échangé quelques pas de tango avec deux mille six cents cadets en uniforme, beaux comme des coeurs.

Une soixantaine de navires étaient engagés dans la course qui, partie de Plymouth, a fait escale d'abord à La Corogne avant de remonter l'estuaire de la Gironde et le fleuve d'or jusqu'au pont de Pierre. Mais une quinzaine seulement mérite le qualificatif de plus grands voiliers du monde. Car, à côté de ces trois ou quatre-mâts de 50 à 100 mètres de long, beaucoup de goélettes, bricks, sloops, lougres aux dimensions plus

modestes mais non moins élégants, concouraient au trophée. Il s'agit d'une épreuve très particulière dont la première édition remonte à 1958. Créée par un avocat londonien, Bernard Morgan, à l'attention des navigateurs-écoles, elle ne récompense pas le bâtiment le plus rapide, mais l'équipage composé d'au moins 50 % de jeunes de seize à vingt-cinq ans, qui aura su nouer le plus de contacts amicaux parmi des peuples de nationalité et de milieux très divers dont le point commun est la passion de la mer.

Absence française

A l'issue de la course, les commandants de chaque navire se réunissent, comparent l'état d'esprit des marins, la façon dont ils ont vécu à bord, l'aptitude qu'ils ont manifestée à changer d'embarcation et à s'intégrer à d'autres équipages, et ils élisent le voilier vainqueur.

Le plus grand de tous, le soviétique Sedov, avait dû mouiller à quelques encablures en aval de Pauillac car sa mâture immense l'empêchait de passer sous le pont d'Aquitaine. Mais parmi les autres géants, grand pavois multicolore déployé entre les mâts, L'Esmeralda, étincelant de blancheur faisait sans doute figure de souverain suprême. 93 mètres, quatre mâts, le

navire-école de la marine militaire chilienne, parti de Valparaíso en avril pour une tournée de six mois, compte un équipage de trois cent seize hommes. Quand ses dix-neuf voiles se gonflent, y compris les huniers, les cacatois et les trinquettes, il déploie 2 800 m² de toile et peut filer 16 nœuds. Avec ses vergues, mâture élancée, ses cordages et échelles innombrables mais bien au clair, L'Esmeralda construit à Cadix en 1852 et livré par l'Espagne au Chili pour éponger une dette de livraison de phosphates, est à la marine à voile de la grande époque ce que la tour Eiffel est à l'architecture métallique.

Signe du déclin de la France sur la scène maritime, aucun grand navire au pavillon bleu blanc rouge n'a été engagé officiellement dans la course. On remarquait bien à Bordeaux le *Belam*, la *Belle Poêle* et L'*Étoile* de la marine nationale. Mais ils n'étaient là que pour l'escorte bordelaise et c'est avec une vraie nostalgie que, dans quelques jours, au large de la chausée de Sein, les Français qui aiment la mer verront l'armada du savoir-vivre autant que du savoir-naviguer s'engager dans la Manche jusqu'à Zeebrugge, point d'orgue du voyage sans qu'aucun pavillon national ne claque au vent.

FRANÇOIS GROSCHICHARD

SPORTS

CYCLISME : l'Américain gagne son troisième Tour de France

Greg LeMond, vainqueur à gages

L'Américain Greg LeMond a remporté la soixante-dix-septième édition du Tour de France cycliste, dimanche 22 juillet, sur les Champs-Élysées. Grâce à une avance de 2 minutes 16 secondes, acquise, samedi 21 juillet, dans l'avant-dernière étape, un parcours contre la montre autour du lac de Vassivière en Limousin, il a ravi la victoire au jeune Italien Claudio Chiappucci.

Les années se suivent et se ressemblent presque pour le coureur américain. L'an passé il avait arraché la victoire à son adversaire Laurent Fignon pour une poignée de secondes lors de la dernière étape. En 1990 il a prêté endosse le maillot jaune un jour plus tôt, puisque les organisateurs avaient placé l'épreuve solitaire à ce moment-là.

En ce samedi de canicule, Greg LeMond a rempli son contrat. Il s'était préparé pour le Tour, seule épreuve qui le motive réellement. Il n'a gagné avec brio démontrant une nouvelle fois qu'il était le coureur le plus puissant et le plus intelligent. Cinq secondes le séparaient encore d'un des favoris de l'échappée du premier jour. Avec un vélo classique il a gommé ce handicap en affichant une fraîcheur déconcertante dans un parcours, fait de multiples côtes, qui demandait une relance continue de la machine.

« Je n'ai pas forcé à la fin du circuit. J'ai toujours gardé des réserves en genre », lorsque j'ai vu à mi-course que j'avais plus d'une minute d'avance sur Claudio Chiappucci », expliquait Greg LeMond, comme pour excuser sa place de quatrième dans ce contre-la-montre. Mais que lui importait la victoire d'Eric Breukink ou le temps de Raul Alcalá ? Lui vit une autre course, celle où seul compte

le triomphe final, la première marche sur le podium dressé aux bas des Champs-Élysées.

Avec l'effort du Nevada c'est le sport made in USA qui prend possession de la Grande Boucle. Cette troisième victoire dans l'épreuve reine du cyclisme, après 1986 et 1989, ne doit rien au hasard ni à la chance.

Un but un seul

Elle n'est pas plus le résultat de victoires d'étapes minutieusement engrangées. Elle est simplement le fruit d'un calcul froid et précis d'un Américain qui a compris qu'il ne servait à rien d'éparpiller ses efforts. « Si je pense aux étapes alors je perds le Tour », répète, dans un français acquis sur les routes, le champion d'un autre monde.

Greg le doux, le miraculé d'un accident de chasse, qui place sa femme et ses enfants au-dessus de tout, ne court pas pour l'argent ou pour une gloire éphémère. Sa culture optimiste le pousse à réussir ce qu'il entreprend parce que dans son pays on lui a toujours enseigné que « si on veut, on peut ». Alors l'homme se donne les moyens de son ambition, consent des sacrifices et se fixe un but, et même un seul, quitte à faire rimer les vieux grognards du cyclisme qui n'appréhendent pas les vedettes qui font des impasses sur les classiques du début de la saison.

Il voulait gagner le Tour, il voulait même réussir « mieux que l'an passé ». Alors pendant l'hiver il a abandonné son équipe de baroudeurs flamands pour une solide formation française. Il a trouvé un jeune industriel du textile qui lui a proposé un salaire royal, il a joué le jeu de star dans son pays, convaincant le président George Bush en participant à des shows télévisuels et, malgré tout, il s'est entraîné. « Qui sait ce que j'ai vécu

cet hiver, déclarait-il dans un entretien au journal *l'Equipe* avant le départ du Tour. « A Santa Rosa je roulais derrière la mobylette de mon entraîneur. Je me souviens que je pleurais en pédalant, tellement je souffrais. »

Il peine pendant des mois pour acquiescer cette puissance qui lui permet de dépasser dans la montée de Luz-Ardiden, ou d'entretenir un développement énorme dans le contre-la-montre de Vassivière. Quand ce « coup de genou » dévastateur est mis au service d'un sens tactique aiguisé, d'une analyse de la course permanente, le succès est souvent au bout de la route.

Une vraie équipe

L'une des images que l'on gardera longtemps en mémoire de ce Tour 1990 est apparue lors de l'épilogue du dimanche 22 juillet. Dans les boulevards de la périphérie parisienne, une équipe, toute de bleu vêtue, précédait son leader en jaune, dirigeait un peloton, en route pour le rituel final. Les Z, vainqueurs du trophée par équipes, sont aussi les héros d'une véritable course par équipes. Le capitaine Gilbert Duclos-Lassalle s'est illustré dans son Bearn natal, Rogan Fencat a joué les livres pour faire Claudio Chiappucci avant Saint-Etienne, et puis les autres, tous les autres, ont parfaitement aidé leur leader.

Dans ce spectacle de trois semaines que constitue le Tour de France, le prologue fut un peu long. J'ai vu quatre coureurs qui réussissent à « voler » dix minutes au grand, il a cependant permis à l'Américain qui, selon ses dires, n'attendait sa meilleure forme qu'en fin de parcours, de se familiariser avec le rythme de l'épreuve.

Puis, lors de la dernière semaine, Greg LeMond a magistralement signé les trois actes : l'attaque dans l'étape de Saint-Etienne, l'envolée sur les pentes de Luz-Ardiden et

l'estocade à Vassivière. Face à une telle démonstration, la jeunesse de Claudio Chiappucci ou le brio d'Eric Breukink ne pesaient pas beaucoup. De plus, la prestation moyenne de l'Espagnol Pedro Delgado, la fatigue de l'Italien Gianni Bugno après sa victoire dans le Giro, ont empêché le match d'être équilibré.

Mais le gamin qui était venu à dix-sept ans en Europe pour pratiquer le sport de son choix avait peut-être prévu tout cela. Greg LeMond a testé et jugé ses adversaires au fil des jours. Il a noté leurs points faibles pour mieux abattre son jeu. Le cyclisme moderne devient une compétition scientifique où les enfants d'Amérique fêlent aux interminables calculs des points du base-ball se montrent les plus persévérants.

Heureusement, il reste l'imprévu, comme les crevaisons, que les informaticiens n'ont pu encore mettre en mémoire. Le plus grand peur de Greg LeMond sur ce Tour demeura cet incident qu'il a connu dans le col pyrénéen de Marie-Blanque. Isolé de ses adversaires, il a senti, un moment, que l'épreuve pouvait lui échapper puisque Claudio Chiappucci passait à l'offensive. Sa colère envers l'impie, envers le sort qui détruisait ses plans fut très grande. Autant que sa détermination qui lui permit, avec l'aide de ses équipiers, de revenir sur le peloton.

Les mois échangés à cette occasion entre le champion du monde et un petit Italien promu au rang de héros national, sont maintenant oubliés. Greg LeMond est aujourd'hui l'égal de Louis Bobet ou de Belge Philippe Thys avant-guerre. Il a obtenu sa troisième victoire. Le défi, entrer dans le trio très fermé des détenteurs de cinq victoires, est maintenant lancé, puisque le champion de vingt-neuf ans avoue ne pas avoir envie d'interrompre une carrière qu'il affectionne.

SERGE BOLLOCH

GOLF : Open britannique

Nick Faldo le génie de la simplicité

Le Britannique Nick Faldo a remporté la cent dix-neuvième édition de l'Open britannique de golf, dimanche 22 juillet à Saint-Andrews (Ecosse). Avec une dernière carte de 71, Faldo a totalisé 270 (18 en dessous du par) et a terminé avec une avance confortable sur l'Américain Payne Stewart et sur le joueur du Zimbabwe Mark McMulty, deuxième ex aequo à 275. Nick Faldo s'était déjà imposé dans l'Open britannique en 1987.

SAINT-ANDREWS

de notre envoyé spécial

Alors que Nick Faldo et l'Australien Greg Norman arrivaient, samedi 21 juillet, sur le green du deuxième trou, on cria au feu. Un barbacue tombé dans un buisson avait provoqué des hautes flammes et une traînée d'une dense fumée noire traversait le fairway en direction des deux champions. On vit Norman gesticuler, appeler un officiel, sauter sur place, à pieds joints, pour mieux voir, bref s'inquiéter. Faldo ne consentit qu'un regard d'une seconde à cet épiphénomène avant de replonger dans la préparation de son putt à venir. Il y fera le par, là où l'Australien perdra un coup, et toute la journée, sous le signe de l'extrême rigueur pour l'un et de la fébrilité pour l'autre, sera à l'image de cet incident.

Pour le Faldo nouveau, forgé, carapacé, travaillé, apparemment imperturbable, sûr de ses gestes, il n'y a pas, il n'y aura jamais le feu. Ce ne fut pas le cas en 1984. Obsédé par le désir de bâtir un swing inoxydable, d'acquiescer par cœur un nouveau rythme qui ne s'emballerait pas sous le coup de l'émotion, Faldo prit quasiment congé du golf. Il plaça son avenir entre les mains de David Leadbetter, un professeur britannique domicilié en Floride. Lentement, alors que la presse de son pays ne l'épargnait guère, Faldo s'est refait une santé. Les résultats sont éloquentes. Pas seulement avec ses quatre titres majeurs, mais pour la menace qu'il fait planer sur chaque épreuve du grand chelem.

Record du parcours

Tout joueur qui mène l'observatoire des records du coin de l'œil, il est toujours là.

Faldo a terminé dans les trois premiers lors des treize derniers tournois majeurs. Personne n'impose une telle présence aux avant-postes. Personne ne semblait aussi frais que lui, malgré la température et la pression psychologique, lors des neuf derniers tours de dimanche. A trente-trois ans, il

a presque le même âge que l'Espagnol Ballasteros mais on ne le dirait pas. Vainqueur exubérant ici il y a six ans, mais éteint cette année, comme précocement vieilli par l'intensité de son jeu, Ballasteros n'a pu passer le couperet du cut.

L'Espagnol a commencé à jouer à cinq ans et est passé professionnel onze ans plus tard. Faldo ne s'est intéressé au golf qu'à partir de quatorze ans et il ne joue pas dans le registre de la mesure. Il joue seulement juste. Si juste que cela confine maintenant au génie.

On sentait ici une espèce de jubilation à peine contenue chez le Britannique. Chaque morceau d'un jeu patiemment renforcé était en place. Sur un parcours qui exige la vigilance mais qui était, sans le désagrément du vent, très abordable, Faldo a pris la tête après trente-six trous. Jamais il ne s'était présenté au dernier jour d'un tournoi avec un avantage de cinq coups. Lui avait-on reproché un manque de panache ? D'être celui qui profitait de la faiblesse d'autrui pour venir cueillir les fruits de la victoire sur la fin ? Alors, il barra, de six coups, le record du parcours de Saint-Andrews (276), établi par Ballasteros lui-même.

« Le coup clé »

Au bout de douze trous, dimanche, l'Américain Payne Stewart réduisit l'écart de cinq à deux coups mais il n'ira pas plus loin. Au quinzième trou, Faldo réussit un nouveau birdie. « Ce fut le coup clé que j'attendais », dira-t-il plus tard. Mais, même soulagé, il continuera à faire et à refaire les gammes de son swing sur le chemin. Même au bout de son chemin. Même au dernier trou avec la victoire acquise et la foule donnant de la voix, Faldo attendra le silence pour jouer son coup d'approche.

Chez lui, aucun geste n'est gratuit, même dans l'euphorie de la victoire. « Dans le golf professionnel, dit-il, réussir des coups magnifiques est moins important que d'élever la qualité des coups moyens. » Pendant quatre journées, il nous a prodigué des coups magnifiques à chaque trou mais jamais il n'a pris trois putts et il ne s'est retrouvé qu'une fois dans le sable.

Faldo est le premier golfeur vainqueur de deux titres majeurs dans la même année depuis l'Américain Tom Watson en 1982. Sans un putt raté d'un cheveu à l'US Open, il aurait pu se présenter le mois prochain à Birmingham (Alabama), où se disputera l'USPGA, pour la conquête du premier grand chelem de l'époque moderne.

MARC BALLADE

FOOTBALL : le championnat de France

Nancy découvre la rigueur de la première division

Pour son retour en première division, l'AS Nancy-Lorraine a été battu 2 à 1 par le Paris-Saint-Germain, samedi 21 juillet au Parc des Princes. Le match a duré onze minutes de trop pour les nouveaux promus, qui se sont inclinés sur un penalty de Safet Susic (79') et un but de Zlatko Vujovic (90') après qu'Eric Martin avait ouvert le score pour Nancy à la 53' minute.

Une main dans les cheveux, l'autre dans sa poche, Aimé Jacquet semblait plus détendu après le match qu'avant le coup d'envoi.

MOTOCYCLISME

Kevin Schwantz vainqueur du Grand Prix de France

L'Américain Kevin Schwantz (Suzuki), un Texan de vingt-cinq ans, a signé, dimanche 22 juillet, sur le circuit Bugatti du Mans, sa quatrième victoire de la saison en remportant le Grand Prix de France motocycliste, dixième des quinze manches du championnat du monde de vitesse, dans la catégorie 500 centimètres cubes. Sous un soleil de plomb, à l'origine de nombreuses gâchures, Schwantz a couvert les 124,04 kilomètres en 48 min 03 s (moyenne : 154,770 km/h).

L'Australien Wayne Gardner (Honda) a pris la deuxième place devant l'Américain Wayne Rainey (Yamaha), le leader actuel du championnat du monde.

Déjà vainqueur au Mans l'an dernier, le pilote catalan Carlos Cardus (Honda) a récidivé en 250 centimètres cubes où il a su résister au retour de l'Américain John Kocinski (Yamaha), révélation de la saison, victime d'une chute à six tours de l'arrivée. Ce Grand Prix de France n'a pas soulevé des meilleurs pilotes nationaux. Jean-Philippe Ruggia (Yamaha), deuxième à Spa le 8 juillet, a abandonné dès le quatrième tour. Son compagnon d'écurie, Christian Sarrail, qui entend mettre un terme à sa carrière sportive à la fin de l'année, est rentré à son stand sept tours plus tard avec des problèmes d'altitude.

Entrant dans le grand bain de la première division, son équipe venait de laisser échapper, avec un peu de malice, un match qu'elle tenait presque. Mais, même lorsqu'on a avalé un peu d'eau, on se sent toujours mieux dans la piscine qu'en haut du plongeon.

Deux heures plus tôt, surveillant l'échauffement du coin de la surface de réparation, le nouvel entraîneur de Nancy parvenait à peine à ouvrir la bouche. A ses côtés, chemise violette et pantalon bleu comme lui, son adjoint Olivier Rouyer jouait les anges gardiens : ne pas le laisser seul plus de trente secondes ; lui parler, encore et toujours. Comme si l'un des plus expérimentés entraîneurs français avait besoin d'être rassuré.

Après ses malheurs successifs à Bordeaux, et à Montpellier, qui l'avaient fait renoncer au football de haut niveau, Aimé Jacquet se trouve à nouveau dans une position délicate. L'éviction, cinq jours avant le début du championnat, de l'ancien entraîneur Robert Dewilder, qui, bien qu'ayant assuré la montée, n'était pas assez professionnel pour le président du club, Jacques Brzezinski, a provoqué un petit vent de fronde en terre lorraine.

Un banquier pour président

Certains joueurs se sont déclarés très surpris par cette décision. Gérard Rousselot, membre du comité directeur et ancien président du club, a démissionné, estimant que « les statuts ne sont pas respectés » puisque « le comité n'est pas consulté pour les grandes décisions », et refusant de « cautionner les méthodes personnelles » de son successeur.

Placé, bien malgré lui, au cœur de ce règlement de comptes, Aimé Jacquet est devenu l'ennemi du président Brzezinski affirmant que « ce n'est pas un entraîneur qui fait les résultats de son équipe », il sait ce que l'on attend de lui : Une place dans les dix premiers, martèle, le

poing serré, le président. Et je ne veux pas entendre parler de maintien en première division. Avec aussi peu d'ambition, autant aller se jeter tout de suite dans la Seine.

Le message est clair. Arrivée en décembre 1988, l'équipe dirigeante actuelle est parvenue à redonner vie à un club moribond. Elle n'a pas l'intention de s'arrêter là. Avec, autour de lui, toutes les anciennes gloires nancéennes reconquises - Jean-Michel Moutier en directeur général, Olivier Rouyer en entraîneur-adjoint et Michel Platini en vice-président - Jacques Brzezinski a appliqué à l'entreprise de sport-spectacle qu'est le football « ses propres règles de banque ». « Je fixe le budget annuel (quarante millions de francs cette année contre vingt-deux millions l'an passé) et ensuite ils se débrouillent pour me proposer les joueurs qu'ils veulent du moment que ça entre dans l'enveloppe. Je leur fais entièrement confiance car je n'y connais rien. Il y a certains des nouveaux dont j'ignorais jusqu'à l'existence. »

Ainsi, pendant que Michel Platini, profitant de sa courte absence du président de la Juventus de Turin, obtenait le prêt pour un an du meneur de jeu soviétique Alexander Zavarov, que Jean-Michel Moutier embauchait le Polonais Ryszard Tarasiewicz et le Yougoslave Nenad Stojkovic, Jacques Brzezinski continuait à appliquer les méthodes draconiennes qui sont les siennes depuis deux ans. Le maire de Nancy, André Rossinot, souhaitait-il assister au match ? « Il n'a qu'à acheter un billet », répond-il au chef de cabinet interloqué. Les joueurs veulent une prime de match ? Il clique la porte du vestiaire et ne remet plus les pieds au stade pendant un mois.

Curieux président qui parle de « schéma cybernétique » et recherche « l'optimisation des facteurs ». Qui, lorsqu'on le taxe d'autoritarisme, se défend en citant Sénèque : « Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il

veut aller ». Qui glisse entre deux remarques assassines contre ceux qui tiennent le football par l'inflation des transferts : « Je préférerais être à Berlin au concert de Roger Waters plutôt qu'au Parc des Princes ».

Samedi soir, pourtant, il n'a vu d'autre mur que celui du coup franc sur lequel, à la dernière minute de la rencontre, le « vieux » Safet Susic a offert à Vujovic le but de la victoire. Paris-Saint-Germain s'était fait une grosse frayeur. Nancy pensait déjà à son prochain match contre Brest.

Et Jean-Michel Moutier découvrait qu'il avait peut-être été un peu rapide en déclarant avant le coup d'envoi que « la première division, c'est comme la deuxième en un peu plus excitant ».

NATHANIEL HERZBERG

AUTOMOBILISME

Championnat du monde des voitures de sport-prototypes. Déjà vainqueur des deux premières épreuves de la saison, à Suzuka et à Monza, l'équipe franco-italienne composée de Jean-Louis Schlesser et Mauro Baldi (Sauber-Mercedes) a renouvelé avec le succès, dimanche 22 juillet sur le circuit de Dijon-Prénos, en remportant la cinquième manche du championnat du monde des voitures de sport-prototypes. Ce succès permet à Jean-Louis Schlesser, tenant du titre, et à Mauro Baldi de rejoindre au championnat du monde des pilotes l'Allemand de l'Ouest Jochen Mass, deuxième à Dijon sur la deuxième Mercedes engagée. La troisième place est revenue à la Nissan des Britanniques Julian Bailey et Kenny Achon.

Baja aragon. Pour leur première sortie en compétition, les Citroën ZX rallye-rail ont réussi un doublé avec le Finlandais Ari Vatanen, vainqueur, dimanche 22 juillet, de la Baja aragon, une épreuve tous terrains de 800 km, devant le Belge Jacky Leck.

CYCLISME

Tour de France. Vingtième étape, Vassivière-en-Limousin (155,5 km contre la montre). 1. Erik Breukink en 1 h 2 min 40 s ; 2. Raul Alcalá (Mex.), à 28 s ; 3. Marino Lejarreta (Esp.), à 38 s ; 4. Miguel Indurain

Les résultats

(Esp.), à 40 s ; 5. Greg LeMond (E-U), à 57 s ; 6. Pedro Delgado (Esp.), à 1 min 28 s ; 7. Dag Otto Lauritzen (Nor.), à 2 min 18 s ; 8. Pedro Delgado (Esp.), à 2 min 21 s ; 9. Philippe Luvion (Fra.), à 2 min 26 s ; 10. Luc Lablanche (Fra.), à 2 min 27 s ; 11. Claudio Chiappucci (Ital.), à 3 min 18 s.

Vingt et unième et dernière étape, Brétigny-sur-Orge - Paris (182,5 kilomètres). 1. Johan Museeuw (Bel.), à 4 h 53 min 52 s ; 2. Adriano Baffi (Ital.), à 5 min 1 s ; 3. Clif Ludvig (RDA), à 4 min 51 s ; 4. Djamilidine Abdushapurov (URSS), à 5 min 51 s ; 5. Denis Phinney (E-U), tous même temps.

Classement général final. - 1. Greg LeMond (E-U), en 90 h 43 min 20 s ; 2. Claudio Chiappucci (Ital.), à 2 min 16 s ; 3. Erik Breukink (P-B), à 2 min 28 s ; 4. Pedro Delgado (Esp.), à 5 min 1 s ; 5. Marino Lejarreta (Esp.), à 5 min 5 s ; 6. Eduardo Chozas (Esp.), à 8 min 14 s ; 7. Gianni Bugno (Ital.), à 9 min 39 s ; 8. Raul Alcalá (Mex.), à 11 min 14 s ; 9. Claude Criquielion (Bel.), à 12 min 4 s ; 10. Miguel Indurain (Esp.), à 12 min 47 s.

FOOTBALL

Championnat de France. Première division (Première journée). *Marseille b. Nice... 1-0 ; *Bordeaux et Lyon... 0-0 ; *Monaco b. Tolon... 2-1 ; *Paris SG b. Nancy... 2-1 ; *Sochaux et Brest... 1-1.

*Metz et Lille... 2-2 ; *Nantes et Caen... 0-0 ; *St-Etienne et Reims... 0-0 ; *Toulouse et Auxerre... 0-0 ; *Cannes b. Montpellier... 2-1.

Deuxième division (Première journée). GROUPE A. *Nîmes b. Avignon... 2-1 ; *Strasbourg et Lorient... 0-0 ; *Martignes b. Chamois... 1-0 ; *Guingamp b. Mulhouse... 1-0 ; *Sedan b. Alès... 0-0 ; *Epernay et Valenciennes... 0-0 ; *Dijon b. Annecy... 3-1 ; *Rodez b. Ajaccio... 2-1 ; *Dunkerque et Istres... 0-0.

GROUPE B. *Laval b. Le Havre... 1-0 ; *Rouen b. St-Saurin... 5-1 ; *St-Etienne et Reims... 2-1 ; *Bourges et Beaucourt... 1-1 ; *St-Quentin et Angers... 0-0 ; *Lens b. Le-Rocher/Yon... 3-1 ; *Guingamp b. Châteaux... 1-0 ; *Tours b. Niort... 2-0. (*Pied Star-Rhône, reporté 31 juillet).

TENNIS. Tournoi de Stuttgart. Le Yougoslave Goran Ivanišević a obtenu, dimanche 22 juillet, sa première victoire dans un tournoi de l'ATP en battant l'Argentin Guillermo Pérez-Roldán (6-7, 6-1, 6-4, 7-6) en finale du tournoi de Stuttgart. En demi-finale, l'Argentin avait éliminé le Français Henri Laconte (6-7, 6-3, 7-6).

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde

502 من الاموال

CULTURE

Avignon 90

de nos envoyés spéciaux

Au petit matin...

Au petit matin, les acteurs épuisés mais extasiés, applaudissent les spectateurs restés là, pendant douze heures, et qui écoutaient Claudel. C'était le Soulier de satin, un mémorable événement qui marquera l'histoire du Festival, c'était Antoine Vitez. Il est mort le 30 avril, on n'imaginait pas qu'il ne viendrait plus. Samedi 21 juillet, de minuit à trois heures du matin, au Verger, ses amis innombrables lui ont rendu hommage, ont lu quelques-uns de ses poèmes, des écrits qu'il aimait. Jack Lang était là, lui aussi a lu un court texte, et ce n'était plus le ministre, mais un ami de toujours qui cachait mal sa peine. L'hommage avait été organisé par Yannis Kokkos et Georges Aperghis. Ils connaissent trop Vitez pour se complaire dans une tristesse qu'il aurait rejetée. « Chez ceux qui ont travaillé avec lui, il a ouvert une porte et elle ne s'est pas refermée » disait Nada Strancar. On souhaiterait garder une trace de cette nuit-là et surtout de tout ce que Vitez a pu dire, inventer, transmettre pendant sa vie. Sans doute Alain Trutat aurait-il aimé que France-Culture profite davantage des multiples talents d'Antoine - y compris ses talents d'imitateur. Comme chaque année, France-Culture est à Avignon, et « produit, diffuse, prolonge ». Comme chaque année, André Benedetto dans son Théâtre des Carmes met en poème et en scène ses angos et ses colères de militant généreux. Et cette année, exceptionnellement, se poursuivent les différentes interprétations du Ramayana. Voici à présent les danseurs de Bali, et aussi les marionnettes de l'Inde.



MARC ENQUERAND

L'opéra villageois

Quelques épisodes d'un « Ramayana » truculent, venu d'un village perdu de Bali

Après la fantasmagorie des ombres malaisiennes, le raffinement des danses indiennes, la sublimation de l'opéra de cour javanais, voici la truculence, la gaité et la santé populaires du Wayang Wong bali-nais. Un éblouissement de couleurs et de sons, où le jeu s'allie à la danse et à la pantomime, le récitatif chanté au dialogue parlé. C'est la forme théâtrale la plus archaïque de Bali : elle est encore intacte dans deux ou trois villages montagnards perdus, comme celui de Telepud, hameau de cent habitants dans lequel on ne compte pas moins de dix temples. Dans ces temples sont conservés les antiques manuscrits enluminés racontant les grands mystères de l'Inde. Les représentations du Wayang Wong - qui sont pour les Balinais un rituel, une offrande aux dieux - apparaissent comme une illustration vivante de ces manuscrits sacrés. Le

spectacle, là-bas, peut durer deux jours et deux nuits. La trame toute crue de Ramayana qui nous est servie au cloître des Célestins ne dure que deux heures - il faut s'adapter aux petits appétits occidentaux. Le gamelan est assis à droite de la scène (veste mauve marine, turban fuchsia et or). A la différence de la musique du Langen Mandira Wanara, qui s'élève dans une abstraction lancinante, celle du Wayang Wong est extrêmement expressive ; elle épouse l'action, se met en colère, s'attendrit, tonne ou chuchote, ponctue d'un coup de percussions, comme au cirque, les chutes ou les coups de pied au dernier. Aux personnages du Ramayana que nous connaissons, s'en ajoutent ici quatre, mi-clowns mi-serviteurs (deux côté Rama, deux côté Ravana) ; ils commentent, ricanent, prêtent main-forte, culbutent,

s'adressent parfois au public. Ils improvisent, alors que les rôles et les mouvements de tous les autres personnages sont réglés au millimètre par la tradition. Le texte est proféré tantôt par les protagonistes, tous masqués (borborygmes et rugissements se mêlent à la parole articulée), tantôt par les deux ricanants et la ricanante assis à côté du gamelan. Les villageois de Telepud fabriquent eux-mêmes leurs magnifiques costumes et masques. Curieusement, dans les costumes, le vichy à carreaux rouges ou noirs façon nappes de cuisine s'allie aux plus rutilants brocards brodés et lamés ; les hommes portent des sortes de manteaux courts s'évasant à partir des aisselles, les femmes l'étricot sarong traditionnel, enrichi de ceintures et écharpes à larges pans. Les masques sont d'une variété et d'une fantaisie incroyables dans le dessin, la forme, la couleur.

Ils sont surmontés de hautes coiffes dorées, dentelées, ciselées, ou bien chez certains démons, d'énormes perruques. Comme à Java, la queue des singes retroussée le dos de leur manteau et monte s'attacher à la coiffe. Rama et Lakshmana étant des « personnages raffinés », sont joués par des femmes - comme Sita bien sûr qui semble une frêle adolescente. Les acteurs-danseurs se tiennent le plus souvent jambes écartées et légèrement pliées, position caractéristique des danses orientales. Les mouvements des bras sont ravissants, et on ne se lasse pas d'admirer ces doigts qui se détachent les uns des autres, en de volubiles et délicates chorégraphies - hélas incompréhensibles pour nous. Le spectacle condense plusieurs épisodes du Ramayana. L'exil dans la forêt, la diabolique gazelle d'or qui éloigne Rama de Sita, le rapt de

celle-ci par le roi des démons Ravana, auquel essie de s'opposer le vaillant Jayatu, la bagarre entre le roi des singes Sugriva et son frère Valin (que Rama expédie d'une flèche), le vol du singe blanc Hanuman vers Lanka où il voit Sita prisonnière, les féroces combats entre singes et démons, la mort de Ravana. Quand un personnage doit se métamorphoser, il disparaît simplement derrière un panneau, un autre ressort aussitôt à sa place. On ne résiste pas au Wayang Wong. Si on ne peut voir que deux spectacles du Ramayana, c'est celui-ci et l'opéra de Java qu'il faut choisir.

SYLVIE DE NUSSAC

► Cloître des Célestins, à 22 heures. Jusqu'au 27 juillet.

Cri et silence

André Benedetto présente ses deux dernières pièces dans son Théâtre des Carmes

De son palais dépeuplé des Carmes, André Benedetto crie contre l'injustice, il régit sur sa tribu de comédiens, un peu vieillies comme lui-même, dont le vigoureux accent provençal, l'expérience d'un jeu collectif élémentaire, la saveur et la bonhomie populaires, sont au service des causes qu'il défend avec les armes de la poésie. Une poésie exaltée, qui s'enivre d'images et paraît trouver en elle-même un ordre qui échappe à la logique théâtrale.

qui ne supporte pas le mutisme. Est-ce du théâtre ? Avec Benedetto et les deux comédiens de sa tribu, sans doute. Docteur et infirmier s'agenouillent près du lit où gît leur patient silencieux, comme des santonis libertaires autour de la crèche, et le mystère provençal s'achève sur le premier mot d'un dialogue.

JEAN-JACQUES LERRANT

Alors la pièce se construit à coups de souffles lyriques, de discours de tribune, dominés par la voix de Benedetto lui-même, comédien-conteneur, prédateur flamboyant au ton incantatoire, dont les gestes et les mines viennent de la gestuelle méditerranéenne. Tout procède de lui, de sa séduction gitane, de son charme de baladin, de sa conviction de militant. De son habileté aussi d'homme de métier à jouer d'un théâtre « pauvre », presque sans accessoires et sans décor, dans des murs nus. Il en est ainsi depuis des années, et dans son pré carré avignonnais, Benedetto ne se soucie pas des humeurs de la mode.

Il présente deux de ses pièces : *Nuits au maquis* et *Un autiste, un soir*. La première rassemble huit comédiens pour une invocation aux morts de la Résistance. Des personnages divers de notre actualité se retrouvent, par hasard, autour d'un gisant de pierre. Sa résurrection va les immerger pour un temps dans le peuple des ombres. Retour à l'Occupation avec ses clandestins, ses combattants, ses libérés, ses opportunistes, ses collabos, et les jeunes gens qui s'aiment, en dépit de tout. La pièce, sur ce thème, s'alourdit assez souvent d'explications. Elle navigue mieux dans les dérivés poétiques de Benedetto, semées de chansons aux rythmes de *sonnets* brechtiens, que la troupe scande en frappant des galets les uns contre les autres.

Un autiste, un soir fait plus directement appel à l'émotion. Dans un hôpital, un médecin et une infirmière se penchent sur le cas d'un jeune malade muet dans son silence. Un mur qu'ils essaient de briser. L'une avec sa féminité, la carresse de ses mains sur le corps contracté, l'autre par le discours intellectuel. En fait, il s'agit d'une méditation sur la condition humaine, sur la nuit des origines, il s'agit d'un plaidoyer en faveur des exclus d'une société

► Théâtre des Carmes. *Nuits au maquis* : le 27, à 21 h 30, le 28, à 17 heures et 21 h 30. *Un autiste, un soir* : à 17 heures, jusqu'au 1^{er} août. Relâche samedi et dimanche.

DANSE

Une Lola Montes du Far-West

Au Festival d'Arles, Karine Saporta rêve d'une femme-enfant, inaccessible

Karine Saporta fait partie de ces êtres qui sont tellement attachés à leur jeunesse qu'elle leur colle à la peau, même quand la quarantaine approche : corps de pré adolescente, visage aux traits fins et légers, chevelure volumineuse et bouclée. L'air d'une jeune fille rangée, volontiers boutonée jusqu'au menton, mais qui dénoue ses bras avec volupté. Toujours habillée de vêtements sombres mais ajustés, drapés, un comportement étudié entre le strict et le sensuel, la fillette précoce et la femme inaccessible.

Prévue initialement pour la Biennale de danse de Lyon de septembre prochain, qui a pour thème l'histoire de la danse aux États-Unis, Karine Saporta a planté la chorégraphie de la *Poudre des anges* dans l'Ouest américain. Sur des textes de William Burroughs, dont elle emploie la technique narrative du *cut-up*, elle reconstitue, brisée par bride, le destin d'Elisabeth Monnier, danseuse de burlesque, qui n'est pas sans rappeler celui de Lola Montes.

Les fantasmes du corps féminin, principale source d'inspiration de la chorégraphie, sont interprétés avec superbe par Anna Ventura : un concentré de soumission et de lascivité, créature adroite, tantôt danseuse du ventre, vestale égyptienne, tantôt enfant apeuré, jeune captive d'un patron de cirque qui l'exhiberait sans vergogne.

Un sortilège exaspéré

Ce Far-West de songes, est peuplé de géantes baudelaïriques à la peau brune, de fils de famille fin de siècle, de nains dansants, de personnages qui se sont fait la tête d'Orson Welles jeune. Une petite fille hante les lieux, gantée de blanc. Karine Saporta a mis beaucoup d'elle-même dans cette œuvre, femme en miniature, désireuse de s'intégrer au monde des adultes, les imitant pour mieux leur imposer sa propre volonté, têtue et enfantine.

Un cabinet, qu'un dispositif scénique fait tourner sur lui-même, s'ouvre et se ferme à volonté grâce

à deux murs en demi-cercle II découvre des espaces en perpétuel changement. Des portes s'ouvrent sur des jambes fuselées, une épaule, des ombres. Parfois la scène est entièrement offerte, remplie du bruit furieux des corps exaspérés. Parfois, on aperçoit le salon à travers les étagères du bar, fenêtre aux barreaux de cristal.

La musique et le chant sont conçus comme un récitatif d'opéra, longue plainte de tous ceux qui ont contribué, à l'instar d'Elisabeth Monnier, à la conquête de l'Ouest, utilisés et rejetés au gré des impératifs d'une économie sauvage.

La *Poudre des anges* opère comme un sortilège qui ferait revivre le passé. Quand l'effet d'hypnose s'estompe - effet parfaitement rendu par le saccadé et le ralenti du mouvement - la chair décomposée retourne à la poussière, le salon à l'état de ruine. C'est, à ce jour, la pièce la plus achevée de Karine Saporta. Elle ouvrira dès septembre la saison du Théâtre de la Ville.

DOMINIQUE FRÉTARD

Le visage vert de Sita

Vennes du sud de l'Inde, les marionnettes à fils Yakshagana sont des ambassadrices de rêve du Ramayana

Elles parlent un peu, elles chantent surtout, elles se cliquent pour dire des mots d'amour, elles trépident quand elles sont en colère, se bagarrent avec des gestes aussi vifs que ceux de Guignol, mais en lieu et place du bâton, elles portent des arcs et, avec une dignité royale, des lances d'or. L'art de la marionnette implique ici une narration aussi schématisée que celle de la bande dessinée, et il n'est pas besoin d'avoir revêtu son Ramayana pour comprendre l'épisode qu'interprètent, avec brio, les marionnettes à fils Yakshagana. Il est vrai que ces joyaux de bois nés au XVIII^e siècle, dans l'Etat du Karnataka, au sud de l'Inde, ont inscrit à leur répertoire l'un des épisodes les plus connus de la légende : l'enlèvement de Sita par le

roi des démons Ravana, avec la complicité de son magicien favori, Maricha. Maricha, métamorphosé en un beau cerf couleur d'or charme tant Sita qu'elle persuade son époux Rama de partir à sa poursuite dans la forêt. Bien sûr, le conte a brodé sur ce canevas, mais le résumé du petit programme distribué à l'entrée supporterait d'être plus résumé.

Le roi des démons est une sorte d'hydre à plusieurs têtes, avec des ailes redoutables. Le bon Rama a un sourire inlassable, un doux visage peint en vert, comme ses mains, et sur sa robe, verte encore, il porte un collier de fleurs. Rama caresse, en un geste d'une tendresse infinie, le visage de Sita son épouse, une bonne petite femme d'intérieur, n'était la couronne

d'or. La mauvaise Surpanakhi, une gâche, la sœur de Ravana, déboule en scène toute de rouge vif, les dents comme des flammes. L'oiseau prophète Jasyu est sympathique, avec son nez crochu rouge et ses petites ailes qui tombent au cours du combat avec Ravana, tandis que le rideau du très simple castelet s'agit en tempête. Derrière, les marionnettistes chanteurs mènent une sarabande : ils sautent à pieds joints au cours des batailles, ils enchaînent récitatif et chant sur un rythme d'enfer soutenu par des percussions et une sorte d'instrument à vent qui émet un son acide, entre la corneuse et le bête.

L'un des couronnes, les pierres précieuses, la lampe à huile tenue parfois en scène par une poupée jettent des éclats de lumière jusque dans les yeux de ces marionnettes dont la présence a quelque chose de violent et de raffiné tout à la fois. La salle des Péritents Blancs baigne dans la chaleur moite des nuits indiennes. On imagine, sans peine, les torches dans la nuit, les foules d'enfants assis au premier rang, frémissants de peurs toujours ravivées devant des aventures connues par cœur, et derrière, les anciens, avec leurs sourires éternels, et leurs yeux tournoyants. Mais il ne manque rien à ce spectacle, très populaire par essence, qui supporte fort bien le déplacement.

ODILE QUIROT

► Chapelle des Péritents Blancs, à 19 heures. Jusqu'au 27 juillet.

La part des ondes

France-Culture, partenaire du Festival ce n'est pas nouveau, mais ça marche

Informations, présentations, les radios, puis les télévisions nationales ont toujours accompagné le Festival d'Avignon. De plus, des émissions se construisent à partir des spectacles. Pierre-André Boutang et Guy Seilgman sont là, chaque année, pour enregistrer quelques numéros d'« Océaniques », la Sept négocie le tournage de spectacles. « Les hommes de théâtre doivent se mobiliser pour que la Sept obtienne un réseau hertzien. Ils en ont besoin, c'est pour eux de première importance », réplique à qui veut l'entendre Bernard Faivre d'Arzier, qui d'ailleurs a mis sur pied la Sept, qui pourrait tenir à la télévision le rôle de France-Culture à la radio.

A Avignon, France-Culture « reflète, produit, prolonge », selon la formule d'Alain Trutat, fondateur de l'Atelier de création, tremplin de tous les auteurs qui, à présent, comptent. De Valère Novarina à Joël Jouanneau, de Philippe Minyana à Pascal Rambert pour ne citer que les plus récents. « Nous jouons un rôle que personne d'autre ne tient », dit Alain Trutat, et nous sommes discrets. Nous « couvrons » un certain nombre de manifestations, mais surtout, nous sommes à la source de plusieurs autres, qui ont

trouvé leur place, comme les hommages aux poètes, cette année René Char.

« Nous avons également des coproductions. Notre investissement direct financier est minime, mais nous fournissons les moyens techniques les meilleurs qui soient, en particulier, évidemment, dans le domaine du son. France-Musique mène ses actions particulières, France-Culture s'intéresse également aux compositeurs contemporains. C'est à l'époque Guy Brisman qui a inventé la formule du théâtre musical, nous avons continué, et cette année participé à l'opéra de Denis Levaillant, O. P. A. m'a. Même si la représentation a été contestée, nous ne la regrettons absolument pas, et je pense que la manière dont l'œuvre va être reprise sur la station, va aider à une meilleure réception.

« Je ne crois pas que la tâche de France-Culture soit plus difficile aujourd'hui qu'il y a vingt ans, je pense qu'elle est plus importante. La télévision ne nous gêne pas, ni les radios d'information. La seule chose que je regrette, est de ne pas trouver d'interlocuteur critique. Nous avons besoin de réponse, de dialogue, fut-il polémique. »

propos recueillis par COLETTE GODARD

CULTURE

ARTS

Des musées solitaires

Les vols opérés dans quelques établissements parisiens ont défrayé la chronique. Les petits musées sont-ils particulièrement vulnérables ?

La chapelle des Pénitents de Brignoles, dans la Var, musée d'art sacré depuis 1988, a été pillée, dans la nuit du 19 au 20 juillet. Les voleurs ont fait main basse sur des tableaux, statues et ex-voto datant des dix-septième et dix-huitième siècles. « Des pièces de grande qualité à la valeur inestimable », a précisé le conservateur.

La veille, M. Jacques Sallois, le directeur de la protection des œuvres d'art exposées au public est difficile et colosse. Loin des grands « classiques » tels que le Louvre, Orsay ou le Petit Palais, les musées plus modestes et plus intimes, moins fréquentés mais aussi passionnés, ne sont-ils pas plus vulnérables aux voleurs ?

Voici, par exemple, accroché aux coteaux de la ville royale de Saint-Germain-en-Laye, celui du Prieuré. L'ancienne maison bâtie par la marquise de Montespan pour accueillir les débauchés a été acquise en 1914 par le peintre Maurice Denis, ami de Gauguin. A sa mort, les héritiers de l'artiste donnaient ses œuvres au département, qui décida d'ouvrir un musée, inauguré en 1980. Le Prieuré présente des toiles des symbolistes et des nabis avec, bien sûr, celles de Maurice Denis. Au total, cinq cents peintures et bas-reliefs, dont on retrouve notamment les signatures de Gauguin, Emile Bernard, Paul Sérusier, Auguste Cazaïs, Félix Vallotton, Pierre Bonnard et Edouard Vuillard.

Trente mille à cinquante mille personnes visitent chaque année ce musée. Mais il est surveillé par sept gardiens. Equipé de caméras reliées à un réseau de télésurveillance, le Prieuré est particulière-

ment bien protégé. Chacun est équipé de badge. Les tableaux sont munis de détecteurs. L'information est aussi diffusée dans les musées ne devant pas être un tabou, en affirmant qu'il fallait banaliser la sécurité dans ces établissements. Il a d'ailleurs présenté l'inspecteur général de police Maurice Gravaud, détaché par le ministère de l'Intérieur auprès de la DMF pour coordonner l'ensem-

ble de ces problèmes. Ce dernier est assisté de deux spécialistes venus du secteur privé : M. Robert Dauvargne du Crédit lyonnais et M. Claude Bellière du Printemps. Cette « cellule » s'est déjà rendue dans de nombreux musées.

Dès la fin du mois, un pré-rapport sera remis à la DMF et un plan de sécurité lancé, cas par cas.

Prieuré, mais à la suite des vols commis récemment, le conservateur a fait dérocher des murs deux masques en bois, plats et légers, qui se trouvaient près de la sortie. Installé dans un joli cadre, celui-là même où travaillait l'artiste, le musée offre à ses visiteurs (neuf mille par an) des sculptures en bronze, en pierre et en bois qu'il est difficile d'emporter du fait de leur poids, mais un portrait de Zadkine par Modigliani vient d'être protégé récemment par une vitre.

Et quelques toiles de Valentine Prax, la compagne de l'artiste, pourraient tenter quelques « amateurs ». Cinq gardiens sont chargés de la surveillance des quatre salles principales. Naturellement la demeure de Zadkine et ses annexes sont protégées par un système d'alarme. Fera-t-on plus ?

Sans doute si l'épidémie de vols se propage. M. Sylvain Lecombe, conservateur de ce musée municipal (Ville de Paris), répugne à dresser des obstacles entre les œuvres et les visiteurs. Mais s'il faut interdire l'entrée à tous ceux qui refusent la fouille de leur sac, il n'hésitera pas.

JEAN PERRIN

Protéger Zadkine

Dans ces paisibles musées, comme dans les plus agités, on sait bien qu'un nombre élevé de visiteurs est aussi dangereux que le promeneur solitaire dans une salle déserte. On se méfie des sacs, des larges manteaux et des parapluies. Certes, on est loin de la liste des objets trouvés, en une matinée, dans le sac des visiteurs des musées du Vatican : un poignard, deux couteaux à gaine, un couteau de poche, un couteau de cuisine, une paire de ciseaux, un coupeau de cuisine à lame scie, cinq canifs et un revolver chargé, mais l'imagination est sans bornes.

Au Musée Zadkine, rue d'Assas, à Paris, le système de protection est moins sophistiqué qu'au

Deux disparitions

Le pianiste Joe Turner

Le pianiste Joe Turner est mort le dimanche 22 juillet à Montreuil. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Le Calvadès, le bar de l'avenue Pierre-1^{er}-de-Serbie, à deux pas des Champs-Élysées, a perdu son pianiste. Joe Turner y était une institution. A quelques soirées près, pour raison de gâtes ou de festivals, il y jouait depuis 1962. A la porte, sa longue américaine : le cadeau d'un client un soir d'émotion particulière. Joe Turner maintenait intacte la virtuosité aimable et désinvolte des pianistes « stride » (la main gauche bondissante). Il était de la lignée de James P. Johnson, Fats Waller et Willie (The Lion) Smith. Conteur plein d'humour, il pratiquait un art aussi

délicat, marqué chez lui par les longues périodes d'ant-Tatum. Né à Baltimore (Maryland) le 3 novembre 1907, il avait commencé sa carrière professionnelle à New-York en 1925, en solo dans les clubs de Harlem ou au piano chez Hilton Jefferson (1926), Benny Carter (1929) et Louis Armstrong (1930). C'est avec la chanteuse Adelaide Hall qu'il vient en Europe pour la première fois (1935). Il voyage, enregistre à Prague avec l'orchestre local de Jan Sina, s'installe à Paris jusqu'au début de la guerre puis retourne à New-York avant d'être mobilisé. En 1946, il intègre l'orchestre de Rex Stewart et revient définitivement en Europe deux ans après, se produisant principalement en Suisse et en France avant de se fixer à la Calvadès.

FRANCIS MARMANDE

L'écrivain argentin Manuel Puig

L'écrivain argentin Manuel Puig est mort dimanche 22 juillet à Cuernavaca près de Mexico, après une opération de la vésicule biliaire.

Agé de cinquante-sept ans, Manuel Puig était l'auteur de nombreux romans, dont *Le Baiser de la femme araignée* (Seuil 1979) porté à l'écran en 1985 et qui valut à William Hurt le prix d'interprétation masculine au Festival de Cannes, cette année-là. *Le Baiser de la femme araignée* met en scène les fantasmes et l'ambivalence naissantes, en prison, entre un homosexuel condamné pour détournement de mineurs et un guerillero : deux hommes qu'a priori tout sépare, mais qui, ensemble parviennent périodiquement à s'évader de l'univers carcéral, de ses contraintes, de sa promiscuité, en se racontant l'un à l'autre des films, en choisissant le rêve contre la dure réalité.

Manuel Puig, passionné de cinéma, qui fut sa première vocation - il ne commença à écrire qu'après l'âge de trente ans - est l'auteur de nombreux autres livres, à travers lesquels il poursuivait un projet littéraire où il tentait, comme l'écrivait Claude Feli (le Monde du 15 janvier 1982) de « fusionner la radioscopie des classes moyennes argentines et la

transcription imaginaire des angoisses et des conflits qu'implique, dans notre monde, l'affirmation des pulsions profondes de l'individu ». Outre *Le Baiser de la femme araignée*, plusieurs ouvrages de Manuel Puig sont actuellement disponibles dans leur traduction française (la plupart ont été traduits par Albert Bensussan) : *Maldición eterna a qui tira ces papes* (Gallimard, 1984) ; *Les Mystères de Buenos-Aires* (Seuil, 1975) ; *Le plus Beau Tango du monde* (Denon, 1972) repris en 1987 dans la collection de Gallimard, « L'imaginaire » ; *Pubis angelical* (Gallimard, 1982) ; *Sang de l'amour partagé* (Belfond, 1985) ; *La Trahison de Rita Hayworth* (Gallimard, 1969).

interflora

CHEZ VOTRE FLEURISTE OU AVEC NOTRE

NUMERO VERT 05 203 204

AGENDA

CARNET DU Monde

Décès

Les conseils d'administration et le personnel des sociétés Succrerie-Raffinerie de Chalon-sur-Saône, Succrerie de Bourgogne, Succrerie-Raffinerie de Brionne, ont la douleur de faire part de la disparition de leur président

M. François BALLAND, pieusement décédé le 21 juillet 1990, dans sa soixante et onzième année.

Les obsèques auront lieu en l'église de Saint-Désert (Saône-et-Loire), le mercredi 25 juillet, à 15 h 15. Cet avis tient lieu de faire-part.

Le secrétaire perpétuel, Le bureau Et les membres de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, ont la douleur de faire part de la disparition de leur président

M. André CHASTEL, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur honoraire à la Sorbonne et au Collège de France, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, membre de l'Académie des Lettres, de la British Academy, à Londres, de la Bayerische Akademie, à Munich, et de l'Académie royale de Suède, à Stockholm, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, commandeur des Palmes académiques, commandeur des Arts et Lettres, commandeur dans l'Ordre du Mérite de la République italienne.

La direction du patrimoine, Ministère de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, a le regret de faire part de la disparition de leur président

André CHASTEL, membre de l'Institut, commandeur de la Légion d'honneur, professeur honoraire au Collège de France, président d'honneur de la Commission nationale de l'inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

(Le Monde du 20 juillet.)

M. Paul Klein, son épouse, M. Gérard Klein, M. et M^{me} Bernard Klein, M. et M^{me} Gilbert Masfey, ses enfants, M. et M^{me} Yves Balas, M. et M^{me} Olivier Columelli, Laure Masfey, Julien Masfey, ses petits-enfants, Les familles Peltre, Klein, Mosser, Lahure, Et toute la famille, ont la douleur de faire part de la disparition de leur président

M. Paul KLEIN, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, inspecteur général ITC honoraire de la Banque de France, survenu le 18 juillet 1990, à Villemonble (Seine-Saint-Denis), à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 23 juillet, à 14 h 30, en l'église de Juzennecourt (Haute-Marne), suivie de l'inhumation au cimetière de Juzennecourt, dans le caveau de famille.

125, boulevard d'Aulnay, 93250 Villemonble.

M. Philippe-Etienne Zermizoglou, son fils, M^{me} Catherine Damon, sa mère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part de la disparition de leur président

M^{me} Marie-Claude ZERMIZOGLU, née Damon, survenue le 20 juillet 1990.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 24 juillet, à 10 h 30, en la cathédrale Saint-Etienne, 5, rue Georges-Bizet, Paris-16, suivie de l'inhumation au cimetière de Montrouge (Hauts-de-Seine), à 11 h 45.

39, rue Carvès, 92120 Montrouge.

Son épouse, M^{me} Anahid Ter-Minassian, née Dréziar, Ses fils, Rouben et Daniel Ter-Minassian, et leurs épouses, Son frère, Lévon Ter-Minassian, son épouse Anahid et leurs enfants, Ses amis, Les familles Ter-Minassian, Dréziar, Et leurs alliés, ont la douleur de faire part de la disparition de leur président

Wahik TER-MINASSIAN, membre de la Société des ingénieurs et scientifiques de France, membre du Comité français des grands barrages, expert de la Coopération technique internationale, consultant en barrages et aménagements des bassins des Nations unies, de la Banque mondiale, de la FAO et de la Banque asiatique de développement, survenu le 18 juillet 1990, à Neuilly.

Le service religieux aura lieu en l'église arménienne, 15, rue Jean-Goujon, à Paris-8, à 14 heures, le mercredi 25 juillet, à 15 h 30, aura lieu l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs, ni couronnes. Des dons peuvent être adressés en faveur de la construction de l'Ecole française de Léninsk (Arménie soviétique), à SOS Arménie, 15, rue Jean-Goujon, 75008 Paris.

47, boulevard du Château, 92200 Neuilly.

[Né en 1922 à Evry, M. Ter-Minassian, ingénieur civil de l'Ecole française d'ingénieurs de Beyrouth, a fait la plus grande partie de sa carrière d'ingénieur de barrages, à Paris. Il s'est consacré à la conception d'une trentaine de barrages dans le monde entier et fut l'origine d'importantes innovations techniques. Expert de la Coopération technique internationale, il fut consultant en barrages et aménagements de bassins des Nations unies, de la Banque mondiale, de la FAO et de la Banque asiatique de développement. Il venait d'achever la traduction en français des Mémoires de son père, Rouben Ter-Minassian, l'un des fondateurs de la République indépendante d'Arménie de 1918 à 1922.]

M^{me} Roger Wellhoff, née Lucette Roux, Le docteur Jean-Paul Wellhoff, M. et M^{me} Marc Wellhoff et leurs enfants, M^{me} André Wellhoff et ses enfants, ont la douleur de faire part de la disparition de leur président

M. Roger WELLHOFF, ancien élève de l'Ecole polytechnique, directeur du Registre international des citoyens du monde, survenu le 17 juillet 1990, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

32, rue Merlin, 75011 Paris.

Tous ses amis du Registre international des citoyens du monde, ont la douleur de faire part de la disparition de leur président

M. Roger WELLHOFF, ancien élève de l'Ecole polytechnique, directeur du RICM. Jusqu'à la fin, il a animé avec foi et efficacité le Registre international des citoyens du monde.

66, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris.

Anniversaires

Pour le cinquantième anniversaire de la disparition de

André JANNEY, sa mémoire est rappelée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

Il y a trente ans, le 23 juillet 1960, Marie SABOURET, sociétaire de la Comédie-Française, s'en est allée.

Elle vit dans le cœur de ceux qui l'ont aimée.

Messes anniversaires

Pour le trizième anniversaire du rappel à Dieu de

Jean SALUSSE, maître des requêtes au Conseil d'Etat, directeur de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, administrateur des Théâtres lyriques nationaux, décédé tragiquement le 23 juillet 1977, victime de son devoir.

Une messe sera dite à son intention, ce 23 juillet 1990, dans sa paroisse, église Saint-Louis, à Hyères.

Que ceux qui l'ont connu, aimé et admiré aient une pieuse pensée pour lui.

Ne meurent que ceux que l'on oublie.

DISQUES

Soul écossaise

► The Chimes. Disque, cassette, CD CBS.

Glasgow, « capitale culturelle européenne » pour 1990, peut viser un titre mondial. La ville a déjà réussi à acclamer le rock FM américain (Texas, Deacon Blue), voici que - filant le paradoxe entre le poil de la musique et la rudesse de la cité - elle donne naissance à un groupe de soul music d'un raffinement extrême.

The Chimes marchent sur les traces de Soul II Soul, Jazzy B., la maître-d'œuvre de la PME de la soul anglaise, a d'ailleurs produit deux titres de l'album dont Heaven, déjà sorti en 45 tours, un titre qui a fait beaucoup pour la réputation des Chimes sur les pistes de danse. La parenté ne s'arrête pas là, on retrouve chez les uns comme chez les autres les cordes suaves du Reggae Philharmonic Orchestra et surtout un raffinement qui fuit sans cesse avec l'année sans jamais succomber.

En d'autres termes, The Chimes jouent le contrepoint de la brutalité hypnotique de la house music, sans jamais en renier tout à fait le vocabulaire. Sur des tempos moins frénétiques, leur son laisse plus d'espace aux parasseux qui auraient envie d'écouter sans bouger. On se croirait par moments revenu au temps délicieux du son de Philadelphie, au milieu des années 70. Le tout catalysé par la voix virile de Pauline Henry, une Anita Baker qui aurait des chansons à se mettre sous le dent. En prime, la reprise gospel du I Still Haven't Found What I'm Looking For de U2 démontre - après le Mystery Girl interprété par Roy Orbison - que Bono n'est pas toujours à même de faire justice à ses propres chansons.

T. S.

La valeur n'attend pas...

► L'Orchestre français des jeunes, Emmanuel Krivine (direction). Un disque compact Adès 14 165-2.

Fondé en 1982, à l'initiative du ministère de la culture, l'Orchestre français des jeunes se réunit chaque année pour une session de travail. Pendant dix jours, de jeunes instrumentistes, âgés de quatorze à vingt-six ans, issus des différents conservatoires nationaux supérieurs et de région et des écoles nationales de musique, préparent un programme de concerts qu'ils présentent ensuite aux publics des plus grands festivals européens. Emmanuel Krivine est leur patron. Sous son autorité, à la fois bienveillante et sourcilieuse, ils apprennent à se fonder dans un jeu d'ensemble, à acquiescer cette homogénéité qui fait tant défaut à nos orchestres professionnels... sans rien abdiquer de ce qui fait la supériorité des musiciens français à leur zénith : flexibilité, couleur brillante, qualités inégales même par les plus beaux orchestres américains.

En écoutant ce disque, enregistré à Lons-le-Saunier en avril 1989, ce programme, qui n'est pas de tout repos puisqu'il réunit l'Ouverture des Maîtres chanteurs de Wagner, de Richard Wagner, et les Danses symphoniques de West Side Story, de Leonard Bernstein, on croit immédiatement que ces jeunes musiciens sont encore des « bleus » de l'orchestre. Et, pour tout dire, leur interprétation d'Iberia et de West Side Story fait jeu égal avec les plus abouties. Et quelle belle prise de son, naturelle, aérée, sans artifices !

A. Lo.

EN BREF

► Les Maternelles de Mans achètent « le Livre des Saint-Aubin ». Les Maternelles de Mans ont acquis le Livre des Saint-Aubin pour 14 millions de francs. Ce recueil de dessins du dix-huitième siècle sera déposé pendant dix ans au cabinet des dessins du Musée du Louvre. Cette acquisition s'effectue dans le cadre des nouvelles facilités accordées aux sociétés d'assurance pour acheter des œuvres d'art. Riche de 280 dessins, le Livre des Saint-Aubin a été réalisé par une famille d'artistes portant ce nom.

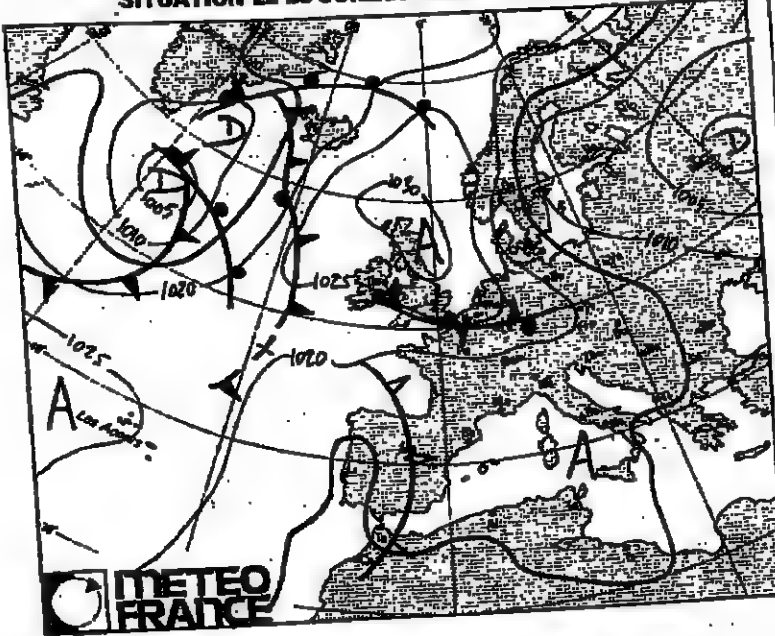
► Cours d'interprétation du pianiste Vlado Perlemuter. Vlado Perlemuter donnera, à l'invitation de la Société franco-japonaise de musique, une série de cours publics d'interprétation salle Cortot, à l'Ecole normale de musique, du 23 au 28 juillet, de 14 heures à 16 heures (entrée libre). Elève de Moritz Moszkowski, d'Alfred Cortot, ce pianiste, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-six ans, a aussi reçu les conseils de Ravel.

► Ecole normale de musique, 78, rue Cardinet, 75017.

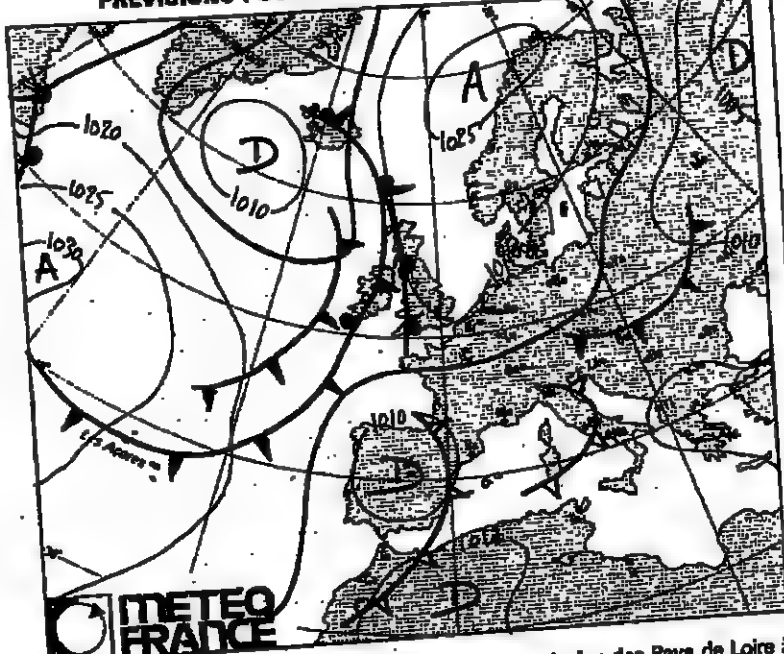
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23 JUILLET 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 25 JUILLET A 12 HEURES TU



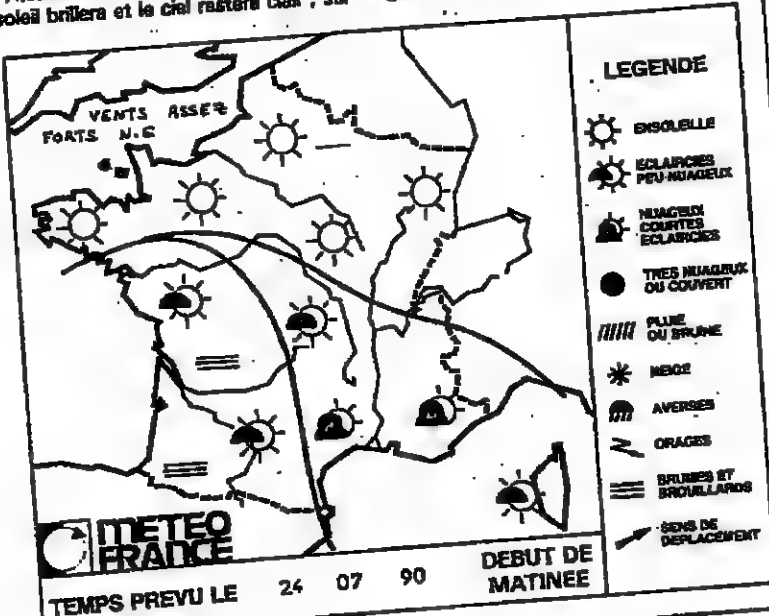
Evolution probable du temps en France entre le lundi 23 juillet à 0 heure et le mardi 24 juillet à 24 heures.

De l'air chaud dans les basses couches de l'atmosphère rejoindra des orages isolés au sud de la Loire.

Mardi du soleil. Quelques orages au sud de la Loire.

Le temps n'évolue pas beaucoup au cours de la journée. De la Bretagne à l'Alsace et au Nord-Pas-de-Calais, le soleil brille et le ciel reste clair ; sur les régions situées des Pays de Loire à la Franche-Comté et au nord des Alpes, le soleil sera légèrement voilé. Sur la moitié Sud, des nuages se développeront et quelques orages éclateront en soirée.

Les températures minimales iront de 12 à 16 degrés sur la moitié Nord et seront voisines de 20 degrés sur la moitié Sud ; les maximales seront élevées : de 26 à 30 degrés sur la moitié Nord et de 32 à 34 degrés sur la moitié Sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 23-7-90

FRANCE				ÉTRANGER			
ville	max	min	temps	ville	max	min	temps
ALGER	31	19	D	LOS ANGELES	27	19	C
AMSTERDAM	20	14	N	LUXEMBOURG	24	12	C
BARCELONE	28	18	N	MADRID	27	14	C
BELGRADE	26	16	N	MARRAKECH	31	25	N
BERLIN	24	14	N	MEXICO	31	20	N
BIRMINGHAM	20	14	N	MILAN	27	18	A
BONNE	22	14	N	MONTREAL	23	15	N
BONNEN	22	14	N	MOSCOW	23	14	N
BREITENBURG	22	14	N	NEW-YORK	22	13	C
BREITENBURG	22	14	N	OSLO	22	13	C
BREITENBURG	22	14	N	PALMA-DE-MAJOR	30	25	C
BREITENBURG	22	14	N	PARIS	27	17	C
BREITENBURG	22	14	N	ROME	27	17	C
BREITENBURG	22	14	N	SINGAPOUR	31	25	C
BREITENBURG	22	14	N	STOCKHOLM	18	11	C
BREITENBURG	22	14	N	SYDNEY	31	25	C
BREITENBURG	22	14	N	TOKYO	31	25	C
BREITENBURG	22	14	N	TUNIS	31	25	C
BREITENBURG	22	14	N	YAROSLAV	25	10	D
BREITENBURG	22	14	N	YENISE	29	16	D
BREITENBURG	22	14	N	VIENNE	29	16	D

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 23 juillet

- TF 1**
- 20.30 Feuilleton : Scandales à l'amirauté. De Harry Falk, avec Dennis Weaver (4^e 6^e 1^{re} 2^e 3^e 4^e 5^e 6^e 7^e 8^e 9^e 10^e 11^e 12^e 13^e 14^e 15^e 16^e 17^e 18^e 19^e 20^e 21^e 22^e 23^e 24^e 25^e 26^e 27^e 28^e 29^e 30^e 31^e 32^e 33^e 34^e 35^e 36^e 37^e 38^e 39^e 40^e 41^e 42^e 43^e 44^e 45^e 46^e 47^e 48^e 49^e 50^e 51^e 52^e 53^e 54^e 55^e 56^e 57^e 58^e 59^e 60^e 61^e 62^e 63^e 64^e 65^e 66^e 67^e 68^e 69^e 70^e 71^e 72^e 73^e 74^e 75^e 76^e 77^e 78^e 79^e 80^e 81^e 82^e 83^e 84^e 85^e 86^e 87^e 88^e 89^e 90^e 91^e 92^e 93^e 94^e 95^e 96^e 97^e 98^e 99^e 100^e 101^e 102^e 103^e 104^e 105^e 106^e 107^e 108^e 109^e 110^e 111^e 112^e 113^e 114^e 115^e 116^e 117^e 118^e 119^e 120^e 121^e 122^e 123^e 124^e 125^e 126^e 127^e 128^e 129^e 130^e 131^e 132^e 133^e 134^e 135^e 136^e 137^e 138^e 139^e 140^e 141^e 142^e 143^e 144^e 145^e 146^e 147^e 148^e 149^e 150^e 151^e 152^e 153^e 154^e 155^e 156^e 157^e 158^e 159^e 160^e 161^e 162^e 163^e 164^e 165^e 166^e 167^e 168^e 169^e 170^e 171^e 172^e 173^e 174^e 175^e 176^e 177^e 178^e 179^e 180^e 181^e 182^e 183^e 184^e 185^e 186^e 187^e 188^e 189^e 190^e 191^e 192^e 193^e 194^e 195^e 196^e 197^e 198^e 199^e 200^e 201^e 202^e 203^e 204^e 205^e 206^e 207^e 208^e 209^e 210^e 211^e 212^e 213^e 214^e 215^e 216^e 217^e 218^e 219^e 220^e 221^e 222^e 223^e 224^e 225^e 226^e 227^e 228^e 229^e 230^e 231^e 232^e 233^e 234^e 235^e 236^e 237^e 238^e 239^e 240^e 241^e 242^e 243^e 244^e 245^e 246^e 247^e 248^e 249^e 250^e 251^e 252^e 253^e 254^e 255^e 256^e 257^e 258^e 259^e 260^e 261^e 262^e 263^e 264^e 265^e 266^e 267^e 268^e 269^e 270^e 271^e 272^e 273^e 274^e 275^e 276^e 277^e 278^e 279^e 280^e 281^e 282^e 283^e 284^e 285^e 286^e 287^e 288^e 289^e 290^e 291^e 292^e 293^e 294^e 295^e 296^e 297^e 298^e 299^e 300^e 301^e 302^e 303^e 304^e 305^e 306^e 307^e 308^e 309^e 310^e 311^e 312^e 313^e 314^e 315^e 316^e 317^e 318^e 319^e 320^e 321^e 322^e 323^e 324^e 325^e 326^e 327^e 328^e 329^e 330^e 331^e 332^e 333^e 334^e 335^e 336^e 337^e 338^e 339^e 340^e 341^e 342^e 343^e 344^e 345^e 346^e 347^e 348^e 349^e 350^e 351^e 352^e 353^e 354^e 355^e 356^e 357^e 358^e 359^e 360^e 361^e 362^e 363^e 364^e 365^e 366^e 367^e 368^e 369^e 370^e 371^e 372^e 373^e 374^e 375^e 376^e 377^e 378^e 379^e 380^e 381^e 382^e 383^e 384^e 385^e 386^e 387^e 388^e 389^e 390^e 391^e 392^e 393^e 394^e 395^e 396^e 397^e 398^e 399^e 400^e 401^e 402^e 403^e 404^e 405^e 406^e 407^e 408^e 409^e 410^e 411^e 412^e 413^e 414^e 415^e 416^e 417^e 418^e 419^e 420^e 421^e 422^e 423^e 424^e 425^e 426^e 427^e 428^e 429^e 430^e 431^e 432^e 433^e 434^e 435^e 436^e 437^e 438^e 439^e 440^e 441^e 442^e 443^e 444^e 445^e 446^e 447^e 448^e 449^e 450^e 451^e 452^e 453^e 454^e 455^e 456^e 457^e 458^e 459^e 460^e 461^e 462^e 463^e 464^e 465^e 466^e 467^e 468^e 469^e 470^e 471^e 472^e 473^e 474^e 475^e 476^e 477^e 478^e 479^e 480^e 481^e 482^e 483^e 484^e 485^e 486^e 487^e 488^e 489^e 490^e 491^e 492^e 493^e 494^e 495^e 496^e 497^e 498^e 499^e 500^e 501^e 502^e 503^e 504^e 505^e 506^e 507^e 508^e 509^e 510^e 511^e 512^e 513^e 514^e 515^e 516^e 517^e 518^e 519^e 520^e 521^e 522^e 523^e 524^e 525^e 526^e 527^e 528^e 529^e 530^e 531^e 532^e 533^e 534^e 535^e 536^e 537^e 538^e 539^e 540^e 541^e 542^e 543^e 544^e 545^e 546^e 547^e 548^e 549^e 550^e 551^e 552^e 553^e 554^e 555^e 556^e 557^e 558^e 559^e 560^e 561^e 562^e 563^e 564^e 565^e 566^e 567^e 568^e 569^e 570^e 571^e 572^e 573^e 574^e 575^e 576^e 577^e 578^e 579^e 580^e 581^e 582^e 583^e 584^e 585^e 586^e 587^e 588^e 589^e 590^e 591^e 592^e 593^e 594^e 595^e 596^e 597^e 598^e 599^e 600^e 601^e 602^e 603^e 604^e 605^e 606^e 607^e 608^e 609^e 610^e 611^e 612^e 613^e 614^e 615^e 616^e 617^e 618^e 619^e 620^e 621^e 622^e 623^e 624^e 625^e 626^e 627^e 628^e 629^e 630^e 631^e 632^e 633^e 634^e 635^e 636^e 637^e 638^e 639^e 640^e 641^e 642^e 643^e 644^e 645^e 646^e 647^e 648^e 649^e 650^e 651^e 652^e 653^e 654^e 655^e 656^e 657^e 658^e 659^e 660^e 661^e 662^e 663^e 664^e 665^e 666^e 667^e 668^e 669^e 670^e 671^e 672^e 673^e 674^e 675^e 676^e 677^e 678^e 679^e 680^e 681^e 682^e 683^e 684^e 685^e 686^e 687^e 688^e 689^e 690^e 691^e 692^e 693^e 694^e 695^e 696^e 697^e 698^e 699^e 700^e 701^e 702^e 703^e 704^e 705^e 706^e 707^e 708^e 709^e 710^e 711^e 712^e 713^e 714^e 715^e 716^e 717^e 718^e 719^e 720^e 721^e 722^e 723^e 724^e 725^e 726^e 727^e 728^e 729^e 730^e 731^e 732^e 733^e 734^e 735^e 736^e 737^e 738^e 739^e 740^e 741^e 742^e 743^e 744^e 745^e 746^e 747^e 748^e 749^e 750^e 751^e 752^e 753^e 754^e 755^e 756^e 757^e 758^e 759^e 760^e 761^e 762^e 763^e 764^e 765^e 766^e 767^e 768^e 769^e 770^e 771^e 772^e 773^e 774^e 775^e 776^e 777^e 778^e 779^e 780^e 781^e 782^e 783^e 784^e 785^e 786^e 787^e 788^e 789^e 790^e 791^e 792^e 793^e 794^e 795^e 796^e 797^e 798^e 799^e 800^e 801^e 802^e 803^e 804^e 805^e 806^e 807^e 808^e 809^e 810^e 811^e 812^e 813^e 814^e 815^e 816^e 817^e 818^e 819^e 820^e 821^e 822^e 823^e 824^e 825^e 826^e 827^e 828^e 829^e 830^e 831^e 832^e 833^e 834^e 835^e 836^e 837^e 838^e 839^e 840^e 841^e 842^e 843^e 844^e 845^e 846^e 847^e 848^e 849^e 850^e 851^e 852^e 853^e 854^e 855^e 856^e 857^e 858^e 859^e 860^e 861^e 862^e 863^e 864^e 865^e 866^e 867^e 868^e 869^e 870^e 871^e 872^e 873^e 874^e 875^e 876^e 877^e 878^e 879^e 880^e 881^e 882^e 883^e 884^e 885^e 886^e 887^e 888^e 889^e 890^e 891^e 892^e 893^e 894^e 895^e 896^e 897^e 898^e 899^e 900^e 901^e 902^e 903^e 904^e 905^e 906^e 907^e 908^e 909^e 910^e 911^e 912^e 913^e 914^e 915^e 916^e 917^e 918^e 919^e 920^e 921^e 922^e 923^e 924^e 925^e 926^e 927^e 928^e 929^e 930^e 931^e 932^e 933^e 934^e 935^e 936^e 937^e 938^e 939^e 940^e 941^e 942^e 943^e 944^e 945^e 946^e 947^e 948^e 949^e 950^e 951^e 952^e 953^e 954^e 955^e 956^e 957^e 958^e 959^e 960^e 961^e 962^e 963^e 964^e 965^e 966^e 967^e 968^e 969^e 970^e 971^e 972^e 973^e 974^e 975^e 976^e 977^e 978^e 979^e 980^e 981^e 982^e 983^e 984<

صكنا من الاصل

DOSSIER

La redistribution du capital de Gallimard

Le pacte du PDG avec les nouveaux actionnaires vise à garantir l'indépendance de la société et son « identité culturelle »

Fondée en 1911, la maison Gallimard, la plus prestigieuse des maisons d'édition françaises, était, depuis près de quatre-vingts ans, une société familiale. Elle vient de restructurer son capital en ouvrant à de nouveaux investisseurs, français et italiens. Ainsi s'achève un long conflit entre les membres de la famille qui avait provoqué l'inquiétude des auteurs « maison ».

La cession de 24,3 % de Gallimard s'est faite sur la base d'un milliard de francs de capital. Einaudi, Havas et les actionnaires institutionnels ont signé un pacte qui limite leurs ambitions sur la maison d'édition. Tous affirment, avec le PDG, M. Antoine Gallimard, que les conditions sont désormais réunies pour garantir l'indépendance de l'éditeur et assurer son développement.

En signant, le mercredi 18 juillet, un accord qui entérine la redistribution de 24,3 % du capital de la maison d'édition, M. Antoine Gallimard a mis fin à des années de querelle familiale, d'abord rampante, ensuite publique – et même portée devant la justice – depuis que sa sœur aînée, M^{me} Françoise Gallimard, avait décidé, à la fin de janvier, de confier la vente de ses parts (12,5 %) à un homme d'affaires américain, M. Henry Ansbacher.

De son tour de table, longuement négocié, le jeune président-directeur général de Gallimard a de quoi être satisfait, même s'il doit faire face aux rumeurs – « Gallimard, c'est fini, c'est Mondadori et Havas » – qu'on entend déjà ici et là, et parfois dans la bouche de personnes travaillant dans des maisons du groupe Hachette, ou du Groupe de la Cité, ce qui ne manque pas de savoir...

Aidé par M. Bernard Gaucher-Piola, directeur des agences parisiennes de la BNP, qui l'a laissé tout à fait libre de constituer son tour de table, par son avocat, M^{me} Jean-Michel Darrois, et par un autre avocat de ses amis, M^{me} Pierre Hebe, Antoine Gallimard est, dit-il, « parvenu à un accord qui apporte des garanties d'indépendance, favorise la stabilité de la maison et son développement ».

Décourager les spéculations

Ce sont en effet des dispositions assez contraignantes qu'ont signées les nouveaux investisseurs, le groupe Havas, l'éditeur italien Einaudi, la Compagnie financière de Rothschild, la Financière Saint-Dominique et M. Francis Arrousset. Car il est prévu qu'aucun actionnaire ne doit dépasser 12,5 % du capital, que chaque actionnaire doit conserver ses titres au moins cinq ans; qu'en cas de conflit les actionnaires doivent vendre à des personnes désignées par M. Antoine Gallimard. « Enfin, nous a précisé M^{me} Darrois, si un changement de majorité intervient dans l'un des groupes ayant des parts chez Gallimard – c'est-à-dire, aux termes de l'accord, si quelqu'un devient actionnaire à 20 % et plus – ce groupe peut être contraint de vendre ses actions Gallimard. Ces engagements, pris auprès d'Antoine Gallimard, valent également pour son successeur, au cas où Antoine cesserait d'assurer la présidence de la maison. Nous avons voulu garantir l'indépendance de Gallimard au-delà de la personne de son actuel président-directeur général ».

Ce dispositif encadrant le nouvel actionariat devrait décourager les nombreuses spéculations

sur de possibles renversements de majorité et d'alliances à la faveur d'éventuelles augmentations de capital. Antoine Gallimard estime, pour sa part, que la maison d'édition dispose aujourd'hui d'un confort financier satisfaisant : « Les éditions de la NRF sont en bonne santé. Pour le dernier exercice, arrêté en février de cette année, la maison d'édition a dégagé un bénéfice de 11 millions de francs et le groupe un bénéfice de 25 millions de francs. Gallimard a la possibilité d'accroître ses résultats, en dépit des réels problèmes de ses filiales. Gallimard a de nombreux projets, notamment pour ce qui concerne « Folio », la collection de poche, et le secteur jeunesse que dirige Pierre Marchand, le répète comme l'a dit mon banquier, aucune augmentation de capital n'est à l'ordre du jour. Ce que nous venons de faire n'avait qu'un but, qui a été, je crois, atteint : assurer la stabilité de la société et préserver l'identité du projet culturel de Gallimard. Si Havas et Einaudi nous rejoignent c'est parce qu'ils reconnaissent l'existence et l'avenir de ce projet culturel ».

M. Pierre Dauzier, président-directeur général d'Havas, se dit, lui aussi, très attaché à l'indépendance de la maison d'édition. « Une indépendance dont la littérature a besoin », il affirme que sa décision d'entrer dans le capital à hauteur de 7 % « s'explique d'abord par une grande complicité avec Antoine Gallimard qui sait créer une véritable alchimie entre un véritable éditeur et de véritables auteurs ».

Le Groupe de la Cité, dépendant d'Havas, risque-t-il, à terme, de satelliser la rue Sébastien-Bottin ? « Voisinage n'est pas cousinage », répond M. Dauzier, Havas a l'habitude de laisser chaque entreprise du groupe maître de son destin. Larousse, Nathan, Plon, Julliard ou Orléans, qui font partie du Groupe de la Cité, ont une totale indépendance éditoriale. Il en ira de même pour Laffont qui se rapproche aujourd'hui du groupe ».

« Un pan de l'histoire culturelle »

M. Dauzier, nouvel administrateur de Gallimard, siègera au conseil d'orientation de la maison d'édition. Il espère faire bénéficier la NRF du savoir-faire d'Havas en matière de distribution, d'information ou de communication : « Les éditeurs français sont souvent trop fragiles pour appuyer, comme leurs collègues anglo-saxons, la commercialisation des livres par des campagnes de publicité. Un des rôles d'Havas peut être d'imaginer des formes nouvelles de promotion pour soutenir les auteurs qui viennent travailler dans nos maisons d'édition ».

Du côté italien on tient le même langage : « On n'en aurait pas fini de siffler si on voulait dresser la liste des éléments historiques et culturels qui rapprochent Einaudi et Gallimard, deux éditeurs qui représentent chacun un pan de l'histoire culturelle de leur pays », explique M. Massimo Vitta Zelman, administrateur délégué du groupe Einaudi, membre du conseil d'administration d'Einaudi et d'Electa. « Les contacts, ajoute-t-il, entre Gallimard et nous étaient naturels et obligés. Nous les avons depuis longtemps. Mais plus récemment nous avons tissé des liens intellectuels et amicaux avec Antoine Gallimard. Ayant des vues identiques sur l'édition européenne, nous avons bû une charte d'accords éditoriaux pour développer notre collaboration. Ensemble, nous avons une force qui peut nous permettre de nous imposer en Europe. Nous souhaitons explorer la possibilité d'élargir cet accord à des partenaires venus d'autres pays ».

Le coup de cœur de M. Arrousset

Pour l'heure, Gallimard et Einaudi commencent la publication de la « Bibliothèque de la Pléiade » en Italie avec les œuvres de Luigi Pirandello et de Cesare Pavese – et vont s'attacher à élargir la présence de Gallimard sur le marché du livre d'art, grâce à Electa, grand éditeur d'art.

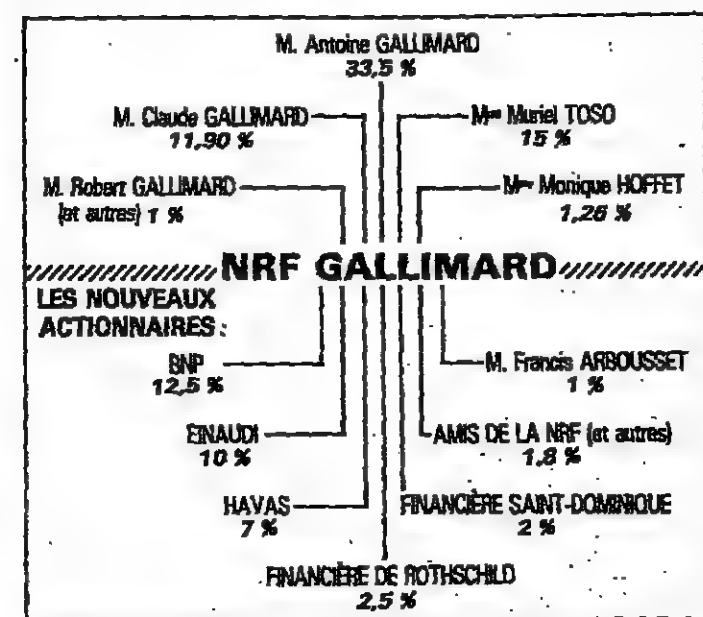
Aux côtés des financiers et des opérateurs que M. Antoine Gallimard souhaitait réunir autour de lui, on trouve dans la nouvelle composition du capital une personne privée, qui a acheté 1 % à elle seule, M. Francis Arrousset. Cet homme de soixante-six ans raconte tranquillement comment il a été conduit à prendre cette décision : « C'est à la fois un coup de cœur et un placement de bon père de famille qui serait heureux de voir ses enfants et ses petits-enfants demeurer actionnaires d'une société qui s'appellera toujours Gallimard. J'étais actionnaire d'un holding de sociétés d'assurances, qui a été absorbé par une autre société. Comme le climat n'était plus le même, je suis sorti. J'avais donc de l'argent à ma disposition. Gallimard est une société dont j'aurais été heureux d'être actionnaire depuis toujours. Je pense qu'il faut tout faire pour éviter qu'elle ne tombe aux mains d'un grand groupe sans âme. J'ai dû acheter mon premier livre de la fameuse collection blanche avant la seconde guerre mondiale. Et je suis fier de posséder l'intégralité de la « Bibliothèque de la Pléiade », dans le premier tirage. Ma démarche est donc parfaitement logique ».

A la BNP, qui a eu un rôle déterminant dans le déroulement de cette affaire, d'abord en ac-

tant les actions de M^{me} Isabelle Gallimard, ensuite en entrant en contact avec M. Christian Gallimard et M^{me} Françoise Gallimard pour recenser leurs parts, on se montre « très heureux de la solidité du pacte qui a été signé », dit M. Bernard Gaucher-Piola. « Je rends hommage à Antoine Gallimard pour la fermeté avec laquelle il a défendu son entreprise, avec le souci constant de continuer dans

l'esprit de la NRF, tout en se développant ». « Au cours de ces négociations qui se sont heureusement terminées, conclut-il, nous avons toujours pris en compte non seulement la sauvegarde de l'indépendance de Gallimard, mais l'intérêt de ses auteurs et de son personnel, aux prises de position desquels nous n'avions, bien sûr, pas été insensibles ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN
et JOSYANE SAVIGNEAU



Une famille et mille personnes

Jusqu'au lundi 2 juillet, date à laquelle le conseil d'administration de Gallimard a agréé la BNP comme actionnaire (la banque possède les 12,5 % que lui a vendus M^{me} Isabelle Gallimard), le capital de la prestigieuse maison d'édition était entièrement familial, détenu par M. Claude Gallimard (fils de Gaston Gallimard, le fondateur), ses enfants, MM. Christian et Antoine Gallimard, M^{me} Françoise et Isabelle Gallimard, d'autres membres de la famille, notamment M. Robert Gallimard, et des descendants des fondateurs de la NRF, comme M^{me} Monique Hoffet, héritière de Jean Schlumberger, et M^{me} Mariel Toso, fille d'Emmanuel Couvreur.

Des enfants de Claude Gallimard, seul Antoine, actuel président-directeur général de l'entreprise, possède aujourd'hui une part significative du capital (33,5 % dont 13,5 % contestées par son frère et sa sœur Françoise).

Gallimard, dont le chiffre d'affaires consolidé vient de dépasser le milliard de francs, est au

premier rang des maisons d'édition moyennes (juste devant Flammarion), mais, bien sûr, loin derrière les grands groupes qui dominent le paysage éditorial français : Hachette avec un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs pour son secteur livres et le Groupe de la Cité avec un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de francs.

Gallimard emploie quelque mille personnes, dont trois cent vingt dans la maison mère, les éditions de la NRF, auxquelles s'ajoute une équipe de correcteurs. Le reste du personnel se répartit entre les diverses activités du groupe : les éditions Denoël, les éditions du Mercure de France, la CDE, organe de commercialisation, la SODIS, réseau de distribution auquel s'ajoutent des activités de distribution au Canada, la société de reliure Babouat ainsi que des librairies : quatre à Paris, une à Strasbourg, une à Cambridge (Massachusetts) face à l'université de Harvard, une à Mexico et une au Canada.

Jalons

- 1911 : création de l'at-

lier d'édition de la NRF autour de Gaston Gallimard.

- 1921 : les éditions de la NRF deviennent une société commerciale.

- 1971 : sous l'impulsion de Claude Gallimard, le fils du fondateur, qui est directeur général depuis 1966, Gallimard rompt avec le groupe Hachette, qui, jusque-là, assurait sa distribution, sa diffusion et intégrait ses ouvrages au catalogue du Livre de poche. Gallimard crée son propre réseau de distribution et de diffusion et sa propre collection de poche, « Folio ».

- 1975 : à la mort de Gaston Gallimard, Claude Gallimard devient PDG de l'entreprise.

- 1983 : après un différend avec son père, Christian Gallimard, qui était directeur général, comme son frère cadet Antoine, quitte la maison d'édition. La querelle familiale commence.

- 1988 : Antoine Gallimard devient, en mars, le troisième PDG de la célèbre maison. Une décision qu'acceptent mal ses frères et sœurs.

- 1989 : au mois de juin, Christian Gallimard donne un entretien au *Nouvel Observateur* dans lequel il met en cause la gestion et la politique éditoriale de son frère.

- 1990 : à la fin du mois de janvier l'aînée des quatre enfants Gallimard, Françoise, confie ses intérêts à un homme d'affaires américain, Henry Ansbacher, pour qu'il vende ses parts du capital (12,5 %). La « guerre » commence, les « prédateurs » tourment autour de Gallimard, le groupe Bouygues veut tenter de tout racheter, Robert Maxwell fait des propositions, François et Christian intentent un procès à Antoine, contestant la manière dont il a acquis 13,5 % de la minorité de blocage (33,5 %) qu'il détient.

Au début avril, Isabelle Gallimard casse le jeu en vendant ses actions (12,5 %) à la BNP. La BNP se propose comme médiateur. Françoise et Christian lui confient un mandat pour recenser leurs actions.

Le 18 juillet, un accord est signé, entérinant l'entrée de nouveaux actionnaires non familiaux dans le capital de Gallimard.

Les alliés italiens

Un éditeur de prestige et un groupe puissant

En Italie, tout le monde connaît l'emblème de la maison d'édition Einaudi : une petite autruche. Einaudi est en effet l'un des plus prestigieux éditeurs de la péninsule. Fondée en 1933 à l'aube du fascisme par Giulio Einaudi, la maison d'édition turinoise possède un catalogue de plus de cinq mille ouvrages répartis en trente collections (« Supercoralli », « Saggi », « Grandi opere », etc.).

Elle publie les plus grands auteurs, essayistes et romanciers italiens (Renzo De Felice, Vittorio Strada...) et étrangers (Marcel Proust, Günther Grass, Susan Sontag, Marguerite Yourcenar...), ce qui fait d'Einaudi la maison d'édition de « l'honnête homme » italien par excellence. Une association entre Gallimard et Einaudi avait d'ailleurs facilité la cession des ouvrages de La Pléiade.

Cette réputation flatteuse n'a pas empêché Einaudi de rencontrer, en 1984, des difficultés financières et de voir sa gestion confiée à un syndicat. Jusqu'au rachat, en 1986, de 53,3 % de son capital par la société Elemond, le reste demeurant aux mains de différentes personnes

physiques. Depuis, Einaudi a recouvré la santé. Dès fin 1988, son chiffre d'affaires s'élevait à 58,5 milliards de lire (280 millions de francs), en augmentation de 20 % sur l'année précédente, et la maison publiait cent cinquante et un nouveaux ouvrages et trois cent quatre-vingt-six rééditions. En dépit de son passage dans le giron d'Elemond, Einaudi, longtemps sourdeuse sur son indépendance, a pu conserver sa propre personnalité éditoriale tout en bénéficiant du soutien logistique du groupe.

Les déchéirements de Mondadori

Elemond a été constituée le 17 juin 1988 par la holding financière de l'éditeur de livres d'art Electa qui en détient 51 % et par les éditions Mondadori (49 %). Cette répartition du capital assure à Einaudi une certaine sécurité par rapport aux luttes de pouvoir qui déchirent, depuis quelques mois Mondadori. Le grand groupe italien, éditeur du quotidien *la Repubblica*, a, lui aussi, été victime de dissensions familiales à la faveur

desquelles M. Silvio Berlusconi a tenté d'arracher le pouvoir à M. Carlo de Benedetti. Mais ce dernier semble avoir aujourd'hui retrouvé le contrôle du groupe.

Le chiffre d'affaires total d'Elemond s'établissait en 1989 à 179 milliards de lire (813 millions de francs) et il employait cinq cent trente-trois personnes. En plus d'Einaudi, Elemond contrôle aujourd'hui la maison d'édition Electa et le département « livres d'art » de Mondadori. Elemond Arte représente un catalogue de deux mille livres d'histoire de l'art et d'architecture, issus pour la plupart d'Electa. Mais Elemond, c'est aussi le domaine du livre scolaire qui constitue un des secteurs de développement stratégique du groupe, via Elemond Scuola.

Enfin, Elemond est aussi présent dans la presse magazine avec *Casabella*, *Interni*, *Grand Gourmet*, *Teatro in Europa*, etc., dans la publicité, avec sa régie GSE, et dans l'impression. Le groupe est en effet à la pointe des technologies modernes de fabrication grâce à ses sites de Venise et Milan.

Y. M. L.

L'Université d'été de la communication à Carcans-Maubuisson

Le premier ministre, M. Michel Rocard, et M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, inaugureront l'Université d'été de la communication qui se tiendra, du 27 au 31 août, à Carcans-Maubuisson (Gironde). Comme chaque année, depuis plus de dix ans, le petit village accueillera, à l'ombre des pins, une dizaine de membres du gouvernement et la quasi-totalité des responsables de l'audiovisuel français pour cinq jours d'ateliers et de débats.

Si ce rassemblement rituel de la rentrée audiovisuelle suffit à assurer le succès de la manifestation, le Crepac d'Aquitaine et la Ligue de l'enseignement, organisateurs de l'Université d'été, ont réussi, depuis deux ans, à sortir du nombrilisme hexagonal et à donner à la rencontre un caractère international. Cinq pays sont invités à Carcans et y envoient d'importantes délégations de professionnels et de responsables politiques : la Tchécoslovaquie témoignera, le 27 août de l'ouverture des pays de l'Est et sera suivie par le Québec, l'Espagne, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Un débat réunira également les responsables des grandes télévisions locales

urbaines de Toronto, Berlin, Londres, Madrid et Paris. Parallèlement, le Conseil de l'Europe réunira à Carcans les participants d'Europe qui subventionne la production audiovisuelle européenne.

Côté français, l'audiovisuel public devrait faire une rentrée remarquée, le 28 août, journée qui réunira M. Philippe Guilhaume, président-directeur général d'A2 et FR3, et tous les responsables des entreprises publiques. Différents ateliers seront consacrés au satellite, au câble, à la télévision éducative, à l'édition multimédia sur CD Rom, au rôle de la presse écrite en Europe et à l'avenir du cinéma. Toute la semaine, France Télécom présentera les applications du réseau Numéris qui sera lancé en Aquitaine, le 31 août, en présence de M. Paul Quilès, ministre des postes et télécommunications. Le même jour verra une démonstration de la télévision à haute définition européenne. Enfin, les radios associatives tiendront, à Carcans, leur convention nationale.

■ Renseignements et inscriptions : Crepac d'Aquitaine. Tél. : 56-25-04-09.

ÉCONOMIE

BILLET

Dettes américaines

Les entreprises américaines sont endettées et mal endettées. La célèbre société d'analyse financière Moody's vient de dresser un bilan spectaculaire des notes qu'elle attribue à la qualité de leur crédit. Au cours du premier semestre, le nombre de sociétés dont la cotation a été dégradée a été 4,2 fois plus élevé que celui des firmes dont le crédit s'est amélioré : 217 firmes contre 52. C'est un record pour Moody's.

Nombre de firmes ont traversé les années Reagan sans prudence, empruntant à tout va. Leur endettement global atteindrait, selon certaines estimations, le montant astronomique de 2 000 milliards de dollars, soit l'équivalent de dix ans d'épargne. Aujourd'hui, le ralentissement de la croissance, net depuis le début du second semestre de 1989 - le rythme annuel a été ramené à 1,9 % au premier trimestre de 1990 et les experts estiment qu'il a été de 1,5 % au second trimestre, - les étrangle.

Les premières victimes sont les banques, qui ont à souffrir en particulier des risques pris autrefois sur les pays en voie de développement et qui n'ont pas assez été provisionnés depuis. Mais elles peinent surtout dans le secteur immobilier, qui s'écroule actuellement : les mises en chantier ont encore reculé de 2,3 % en juin.

D'autre part, les nombreuses entreprises ayant levé des fonds sous la forme de « junk-bonds », dont la valeur a chuté directement des recettes futures, c'est-à-dire de la croissance, se retrouvent aujourd'hui prises dans un piège qui se referme.

Toutefois, le crépuscule ne peut-être atteint. La croissance américaine ne semble pas devoir se ralentir encore, s'étant installée sur un palier. En outre, les firmes profiteront de la modération des taux d'intérêt, qui ont amorcé une décade. Les récentes péripéties financières de MM. Donald Trump et Robert Campeau ont peut-être enseigné la sagesse. M. Bush admet qu'il lui faut lever des impôts pour réduire son déficit. Les entreprises découvriront la prudence. L'Amérique sera-t-elle bientôt prête pour la rigueur ?

F. L. et E. L. B.

Selon les derniers calculs des Nations unies

La population de l'Afrique va être multipliée par 2,5 d'ici à 2025

L'Afrique compte aujourd'hui moins d'habitants qu'on ne le pensait, mais la croissance de sa population ne se ralentit pas : en 2025, dépassant les prévisions antérieures, elle va approcher les 1 597 millions d'habitants et représenter 19 % de la population mondiale, au lieu de 12 % aujourd'hui, soit une multiplication par 2,5. C'est une des conclusions majeures de la révision de ses estimations et de ses projections que vient d'effectuer la division de la population des Nations unies. Une conclusion inquiétante, compte tenu de la pauvreté de la majorité des pays africains.

Pour 1990, la population de l'Afrique (642,1 millions d'habitants) avait été sensiblement surestimée, notamment pour l'Afrique du Nord, où elle n'est évaluée qu'à 146 millions d'habitants (- 2,1 %), et pour l'Afrique occidentale, où elle

serait de 193,7 millions au lieu de 199,5 (- 5 %) : cela compense largement la sous-évaluation de l'Afrique orientale (194,9 millions au lieu de 194,8). En revanche, la population d'Asie a été sous-estimée, à la fois pour l'Asie orientale (et notamment la Chine), qui compterait 1 335,6 millions d'habitants (1,6 % de plus), et l'Asie du Sud-Est (Indonésie et Philippines), qui en aurait 444,8 millions au lieu de 440,8 millions.

Haussé également en Asie du Sud-Est

Pour 2025, au contraire, les Nations unies ont révisé à la hausse leurs prévisions pour l'Afrique (de 15 millions d'habitants). L'Afrique orientale atteindrait ainsi 542,5 millions d'habitants au lieu de 523 millions, et l'Afrique centrale

192,3 millions au lieu de 179,6 millions. En effet, contrairement aux espoirs, la fécondité ne paraît pas diminuer au sud du Sahara et dépasse 6,5 enfants par femme dans 27 pays.

Haussé aussi pour l'Asie du Sud-Est (726 millions d'habitants au lieu de 700,5 millions) et pour l'Asie orientale (1 736,9 millions au lieu de 1 728,6 millions, par effet d'immigration, malgré la baisse de la fécondité en Chine). Au total, la population mondiale atteindrait 5,5 milliards d'habitants à cette date au lieu de 5,3 milliards aujourd'hui.

Dernière observation : la population de l'Europe atteindrait 515,2 millions d'habitants en 2025 au lieu des 512,3 millions antérieurement prévus, la croissance plus forte de l'Europe de l'Ouest et du Nord compensant la décroissance de celle du Sud et de l'Est.

G. H.

En raison des difficultés financières de l'URSS

Le premier ministre soviétique craint une pénurie de pain

Les difficultés financières de l'URSS vont contrairement de ce qu'on espérait, à réduire les importations de céréales, a déclaré le premier ministre soviétique M. Nikolai Rykov, lors d'une réunion gouvernementale tenue à Moscou vendredi 20 juillet. Ses propos ont été publiés dans la presse soviétique dimanche 22 juillet. Selon lui, le manque de devises ne permettra pas à l'Union soviétique d'acquiescer sur les marchés internationaux autant de céréales qu'en 1989 (44 millions de tonnes).

Si l'État ne parvient pas à augmenter le montant des céréales acquises auprès des producteurs locaux, la situation alimentaire, déjà précaire, s'aggravera, et des pénuries de pain pourront apparaître. Malgré la perspective d'une très bonne récolte, et le doublement du prix des céréales versé aux agriculteurs annoncé au printemps, M. Rykov s'est montré pessimiste quant à la possibilité d'une augmentation de l'offre par les

agriculteurs soviétiques. M. Rykov a également annoncé plusieurs mesures de libéralisation de l'économie devant être appliquées au cours des deux prochains mois, dont l'augmentation des taux d'intérêt et la décentralisation du commerce de détail et des services.

Le premier ministre doit présenter à la mi-septembre un nouveau plan d'ensemble après le rejet par le Parlement d'un premier projet, en mai. Les députés s'étaient en particulier opposés à la forte augmentation des prix des produits alimentaires prévue par le plan. Intervenant au cours de la même réunion, M. Mikhail Gorbachev a dénoncé les tentatives de la grande autonomie économique des Républiques. Les difficultés financières du pays seront à nouveau évoquées, jeudi 26 juillet, à l'occasion de la visite de M. Giulio Andreotti, le premier ministre italien et actuel président du conseil des ministres de la Communauté européenne.

La nouvelle ligne est-ouest de RER à Paris

Les premiers coups de pioche d'EOLE



aux premiers coups de pioche du chantier qui s'ouvrira vraiment au début de 1992. La première étape sera la construction du tronçon souterrain qui courra de Saint-Lazare-Condorcet aux gares du Nord et de l'Est, puis se prolongera sur 1 km avant de se raccorder aux voies de surface de la SNCF pour

emporter les voyageurs vers Marne-la-Vallée et l'est de l'Île-de-France. La mise en service de ce premier tronçon, qui coûtera 4,1 milliards de francs, est prévue pour la fin de 1996 ou le début de 1997. Le deuxième tronçon partira de la gare Condorcet pour aller vers l'ouest cette fois. Le souter-

rain de 3 km ira jusqu'au boulevard Berthier et, là, rejoindra les voies de surface vers la Défense. Une nouvelle gare sera créée à Pont-Cardinet. Au cours de cette deuxième étape, qui coûtera 3,3 milliards de francs, une gare sera aussi construite à La Villette sur le tronçon est. EOLE transport-

tera 70 000 personnes à l'heure, alors que la ligne A ne peut dépasser les 55 000. Le gain sera obtenu par l'utilisation de voitures à deux étages, équipées de portières très larges. La station Condorcet comportera quatre quais. A terme, la ligne pourrait acheminer trente-six trains à l'heure, dans sa partie centrale.

Mais « l'ambition de la SNCF », souligne M. Jacques Berduco, directeur des services régionaux de voyageurs de l'Île-de-France, n'est pas seulement de transporter massivement des voyageurs. Elle est aussi, de plus en plus, de les transporter dans de bonnes conditions. Le but visé est qu'un voyageur sur deux puisse être assis aux heures de pointe.

Ces voyageurs, qui seront au nombre de 77 millions par an dans la première étape, économiseront en moyenne sept minutes par trajet. Le projet est d'ores et déjà financé, et la technique du creusement par les tunnels permet aujourd'hui d'aller vite. A Paris, elle aura aussi l'avantage de réduire les nuisances en assurant l'évacuation des débris sans avoir à percer des puits verticaux. La seule interrogation qui subsiste pour les responsables de la SNCF est de savoir s'ils prévoient d'embellir de construire la ligne à quatre voies.

CHARLES VIAL

Ouverture des négociations commerciales à Genève

Régler le différend agricole

Suite de la première page

Le moment n'est pas venu, expliquent ses porte-parole, d'identifier les sujets par lesquels les principales options politiques de la négociation avec l'idée d'engager dans la foule le grand marchandage final. L'Uruguay Round est une machine lourde à manœuvrer et elle a pris du retard. On compte quinze groupes de travail représentant quinze thèmes différents, et l'état d'avancement des pourparlers varie de façon sensible de l'un à l'autre.

La Communauté ne s'oppose pas aux Etats-Unis que sur l'agriculture. Ainsi, une vive controverse a lieu à propos des modalités de libéralisation des échanges de textile. Le tiers-monde tient beaucoup à ce que l'accord multilatéral (AMF) qui permet aux pays industrialisés de limiter leurs importations en provenance des producteurs à bas coût de revient - soit rapidement démantelé. Les Etats-Unis proposent comme étape intermédiaire la fixation de « quotas globaux » qui, sous couvert de libéralisation, limiteraient la possibilité de limiter leurs achats, non seulement en provenance du tiers-monde, mais également d'Europe, alors que ces derniers ne sont pour l'instant soumis à aucune entrave. « Nous n'acceptons jamais cette formule », a déclaré, jeudi 19 juillet à Bruxelles, M. Hugo Paemen, l'un des principaux négociateurs de la Communauté.

Autre exemple de polémique CEE-Etats-Unis : la libéralisation des échanges de services. Les Américains veulent ouvrir les services

financiers, la CEE souhaite que la libéralisation affecte l'ensemble des échanges. De façon générale, les négociations sur les « nouveaux sujets » - échanges de services, renforcement de la défense de la propriété intellectuelle, - pour lesquels le travail de débroussaillage a été considérable, ne font que commencer.

Sur le front agricole, la Communauté maintient les positions défendues à Houston. Mais, l'impressionnante sans doute par la virulence de l'attaque américaine, elle annonce son intention de réduire bientôt l'ampleur de la réduction en œuvre au cours des années à venir ; à charge, bien sûr, pour les Etats-Unis et les autres pays producteurs, de consentir le même effort de clarification.

Cet énorme chantier qu'est l'Uruguay Round n'appelle pas à ce stade des réponses politiques simplifiées. Selon la Communauté, le CNC peut tout au plus donner un nouvel élan à la négociation. Dans cette partie de bras armé, c'est la Commission européenne qui est le porte-parole de la pousse qui est le porte-parole de la pousse qui est le porte-parole de la pousse. Dans l'hypothèse d'un échec du CNC, on prête à M. Renato Ruggiero, le président en exercice du conseil des Douze, l'intention de proposer pour l'automne une réunion des ministres du commerce des principaux pays participant à l'Uruguay Round.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Renato Ruggiero, le volontarisme à l'italienne

Son engagement européen, à la mode française en convient-il lui-même, est dépourvu de caractère idéologique. Nationaliste pragmatique, Renato Ruggiero, 50 ans, ancien ministre italien du commerce extérieur, qui présidera jusqu'à la fin de l'année les débats que les Douze consacreront à l'Uruguay Round - est convaincu que le cadre communautaire est le plus propice à la défense des intérêts de son pays.

Nommé ministre par Bettino Craxi en 1987, ce haut fonctionnaire qui n'a jamais été élu fait, à bien des égards, figure d'exception au sein de la classe politique italienne. « Peu connu du grand public, à l'écart des querelles politiques, il est pourtant considéré par les industriels comme le plus efficace », rapporte un de ses compatriotes.

Cet homme à la silhouette massive mais à l'énergie vitale évincée a acquis sa parfaite connaissance des dossiers communautaires et de l'appareil bruxellois de 1970 à 1978, comme conseiller de deux présidents du collège européen (François-Mitterrand et Sicco Mansholt), puis comme directeur général de la politique régionale lorsqu'elle était conduite par Roy Jenkins. Représentant permanent de l'Italie auprès de la Communauté de 1980 à 1984, il rejoignit ensuite la Farnesina, le ministère des affaires étrangères.

Pendant les années où la vie de la Communauté fut marquée par la

« querelle budgétaire » qui opposait le Royaume-Uni, nouvel adhérent, à la REA et surtout à la France, Renato Ruggiero prit souvent fait et cause pour les thèses britanniques, soucieux lui-même de voir rééquilibrer au profit de l'Italie (alors contributeur net) les comptes de la Communauté et en particulier le fonctionnement de la politique agricole commune (PAC). Cet objectif étant atteint, il prit ses distances à l'égard d'une politique anglaise qu'il jugea trop négative. Mais ce passé continue à nourrir la méfiance de certains dirigeants français.

Absence de stratégie

Un soupçon qui, dans les circonstances actuelles, porte sur sa détermination à défendre la PAC face aux appétits américains dans l'ultime phase de l'Uruguay Round. « Personne ne pense un instant qu'il faille remettre en question la solidarité à l'égard de la France », réplique-t-il. Pour lui, nul doute en effet que la bataille agricole au GATT serve essentiellement des intérêts français... Cependant, décidé à jouer un rôle de premier plan dans cette négociation, il déplore ce qu'il appelle l'absence de stratégie de la Communauté. « Il ne s'agit pas de se battre uniquement sur des mots, comme on l'a fait à Houston, mais d'avoir une vision d'ensemble, de préciser les efforts que nous sommes prêts à faire pour respecter les engagements pris, mais aussi ceux que

nous entendons voir accomplir par les Etats-Unis et les autres pays producteurs, de faire connaître nos volontés d'adapter le PAC aux exigences nouvelles. »

Ce souci « offensif » de clarification correspond en vérité à l'invitation faite aux Douze, au lendemain de Houston, par Jacques Delors à « réfléchir sur l'avenir de l'agriculture européenne ». Mais il inquiète néanmoins les Français, qui redoutent que la Communauté ne s'engage dans la voie des concessions alors que les Américains n'auraient toujours rien lâché.

Nos compatriotes peuvent-ils reprocher à Renato Ruggiero de considérer que l'enjeu de l'Uruguay Round dépasse largement le cadre de la PAC ? Qu'il s'agit pour la Communauté de préserver un système de commerce multilatéral et ouvert, au maintien duquel, plus que les Etats-Unis et le Japon, elle a un intérêt vital ? De ne pas décevoir l'attente des pays du tiers-monde, de ne pas oublier non plus le thème controversé à Genève - les intérêts des producteurs textiles, souvent italiens ? La solidarité communautaire est une alchimie aux dosages subtils. Renato Ruggiero - que beaucoup considèrent comme le seul, avec Raul Lubbers, à avoir la stature d'un successeur de Jacques Delors et qui admet volontiers en privé que « la conclusion logique de [sa] carrière serait de revenir à Bruxelles » - les connaît mieux que

Ph. L.

Stabilité du chômage en mai dans la CEE

Eurostat, l'office statistique de la Communauté européenne, annonce que le chômage est demeuré stable, en mai, dans les douze pays membres. Par rapport à la population active, le taux de chômage s'élevait à 8,6 %, en données corrigées, une fois harmonisées les définitions nationales. En données brutes, mais cette fois en avril dernier, la CEE comptait 13 973 000 demandeurs d'emploi.

Pays par pays, le classement s'établit comme suit : Irlande, 18,6 % ; Espagne, 15,8 % ; Italie, 11,1 % ; France, 9,3 % ; Pays Bas, 8,9 % ; Belgique, 7,9 % ; Danemark, 6,9 % ; Grande-Bretagne, 6 % ; RFA, 5,2 % ; Portugal, 5,1 % ; et Luxembourg, 1,7 %. Les chiffres ne sont pas disponibles pour la Grèce.

La SEC identifie sept initiés lors de la fusion GTE-Coatel. - Une semaine après les révélations de la SEC (Securities Exchange Commission), selon lesquelles la fusion des groupes de télécommunications GTE et Coatel Corp aurait donné lieu à des délits d'initiés (le Monde daté 15-16 juillet), l'organisme chargé du contrôle des marchés boursiers américains a repéré sept initiés européens. Il s'agit en Allemagne de MM. Ortwin Heider, Hans-Jürgen Kisch, Hannelore Mirbach-Krahn et Bodo Pawlick et d'un fonds de pension Union Investment, et en Suisse de deux firmes, Nalag Corp à Genève et Sigeas SA à Lausanne.

5521 من الاموال

سكنا من الاجل

ÉCONOMIE

Unique : l'Europe baisse sa garde

Fondée son Galliglion

Nombre de groupes européens souffrent durement et il faudrait les soutenir aujourd'hui plus fermement plutôt que de retirer le tapis de la recherche et développement sous leurs pieds. Philips, qui paraissait solide, annonce des pertes lourdes. Le groupe néerlandais repense son engagement dans deux programmes essentiels pour le futur, JESSI dans les composants et TVHD dans les téléviseurs. Même s'il ne peut lâcher prise dans ces secteurs, l'incertitude existe sur les moyens qu'il pourra y consacrer. Le français Bull est également dans le rouge. L'italien Olivetti cherche un partenaire capable de lui assurer un avenir. L'allemand Nixdorf a dû se réfugier dans les bras de son compatriote Siemens. Dans cette liste, on peut inscrire toutes les firmes d'armement comme Thomson ou British Aerospace, la détente Est-Ouest plongeant ce qui restait l'un des points forts de l'Europe face aux Japonais dans la difficulté.

Choisir le loup contre le renard

Or la véritable guerre que se livrent Américains et Japonais dans l'électronique va se jouer sur le champ européen, marché ouvert. La compétition sur les prix est déjà engagée dans plusieurs domaines, dont les circuits intégrés et les ordinateurs. La prise de contrôle d'ICL par Fujitsu va déclencher une nouvelle phase du conflit. Elle sera meurtrière. Les Japonais avançaient cachés à travers d'accords technologiques et de la vente de gros ordinateurs. Ils n'ont plus peur aujourd'hui de s'affirmer, implantant leurs circuits commerciaux, leurs usines et même quelques laboratoires-alibi pour faire croire à leur bonne foi. Quant aux Américains, ils sont en train de redécouvrir les vertus de la politique industrielle. Ils se remobilisent et se coordonnent.

La tentation sera alors grande de considérer que l'Europe a raté le coche et qu'il faut s'en remettre aux industriels étrangers. C'est ce que pense M^{re} Thatcher dans

l'électronique comme dans l'automobile. M. Rausch, ministre français du commerce extérieur, développe aussi cette idée que l'avenir est aux services et qu'il faut abandonner tout espoir dans les matériels. D'autres expliquent qu'entre Américains et Japonais il faut choisir. Considérant les groupes nippons comme « des tueurs », beaucoup d'industriels sont convaincus qu'il faut conclure une vaste alliance électronique avec les Américains. M. Kohl, le chancelier allemand, semble de cet avis quand il se déclare favorable à la participation d'IBM aux programmes européens de recherche.

Le danger est pourtant, là aussi, évident. Se réfugier sous l'aile d'IBM, ce serait imiter ICL qui croyait, en 1981, assurer sa survie en acceptant les technologies de Fujitsu. L'issue sera la même : celle du lapin qui choisit de faire alliance avec le loup contre le renard.

L'Europe doit se sauver seule. Et ses armes ne sont pas négligeables. En effet, si la situation financière de certaines firmes est inquiétante, les Douze ont réussi depuis cinq ans à stopper leur déclin dans l'électronique. Après vingt ans de recul, leur part dans la production mondiale est remontée de 21 % en 1984 à 22 % en 1988 (1). Résultat, mais qui prouve que les politiques menées par les grands groupes et la prise de conscience à partir du début des années 80 d'une partie de la Commission de Bruxelles (sous l'influence de M. Davignon) et de certains gouvernements n'ont pas été sans effet. L'existence des programmes JESSI et TVHD le prouve.

Le progrès technologique n'en est encore qu'à ses débuts et les cartes industrielles ont encore le temps d'être battues plusieurs fois. Il suffit, en l'attente, d'interroger les chercheurs et de porter son regard sur l'année 2000. L'informatique, simple exemple, est à la veille d'un nouveau bouleversement avec l'arrivée des machines dites « massivement parallèles » (2). L'Europe peut retrouver toutes ses chances.

Le colosse de Munich

Pourtant, l'engorgement et la lassitude menacent un peu partout depuis deux ou trois ans. Que le rachat d'ICL n'ait pas provoqué plus de réactions politiques est significatif. A Bruxelles, la direction de la concurrence fait désormais plus parler d'elle que la direction des technologies. En France, le programme TVHD se noie dans des querelles de ministères. France Télécom, qui est le pilier central de toute politique en électronique (les crédits viennent de sa poche), ne songe qu'à la réforme de son statut et à la baisse de ses tarifs.

D'un point de vue industriel, cette administration n'a plus aucune stratégie et vit des programmes lancés il y a dix ans. Le plan câble a été un échec; le Minitel n'a pas de successeur. En Allemagne, Siemens est, dans l'électronique, ce que Bonn est dans la

CEE : une incertitude permanente. Le colosse de Munich est plus souvent concerné par son intérêt propre que par celui des Douze, refroidissant tout espoir de coordination avec lui.

Une relance de la mobilisation s'impose - notamment dans l'informatique - mais plus personne ne semble s'en soucier. A Paris, l'horizon est celui du prochain sondage d'opinion. A Bruxelles, après 1993, c'est le vide.

Au début des années 80, le directeur général de l'industrie, M. Jean-Pierre Souviron, pensait à 1990, voulait lancer un plan aboutissant à des téléopérateurs grand public d'un prix d'environ 3 000 francs. Ce fut impossible; les critiques dénonçant son « volontarisme et son dirigisme » l'empêchèrent. Aujourd'hui on trouve des téléopérateurs dans les boutiques pour 10 000 francs, le prix voulu par M. Souviron, inflation déduite. Part de marché des Japonais ? 95 %.

ERIC LE BOUCHER

(1) Source : Société d'études EIC, 11, rue Hamelin, 75016.

(2) Les ordinateurs parallèles sont aux machines actuelles ce que les autoroutes sont aux routes de campagne : le trafic des données s'écoule sur plusieurs voies, le traitement étant le même sur chacune, grâce à des processeurs semblables mis en parallèle. On obtient des machines « massivement parallèles », en construisant des sortes d'autoroutes à plusieurs voies, les processeurs étant placés dans un rectangle de lignes et de colonnes. La difficulté est, bien entendu, de gérer les communications entre tous ces processeurs.

EN BREF

■ **National Power** veut supprimer 5 000 emplois. - National Power, la plus grande compagnie de production d'électricité de Grande-Bretagne bientôt privatisée, a l'intention de supprimer 5 000 emplois au cours des trois prochaines années, ont indiqué plusieurs journaux britanniques dimanche 22 juillet. Parallèlement au plan de suppression d'emplois, National Power doit annoncer dans quelques jours des pertes de 200 millions de livres pour l'année (environ 3 milliards de francs). La compagnie supprimera les 5 000 emplois progressivement après sa privatisation prévue en principe au début de 1991 - en même temps que la majeure partie de l'industrie de l'électricité britannique - en comptant sur les mises à la retraite et les départs volontaires. (AFP)

■ **Deuxième accord d'intérêt** entre EDF-GDF et la direction d'EDF-GDF et les syndicats CFDT, UNCM-CGC et CFTC ont conclu un accord d'intérêt pour 1990, 1991 et 1992 lié à la réduction du prix de revient du kilowatt-heure. Pour cette année, l'objectif est d'abaisser celui-ci de 3 % à EDF et de 1,9 % à GDF, ce qui permettrait de débloquer 165 millions de francs, soit une prime de 1 000 francs en moyenne par agent. D'autres objectifs seront négociés pour chaque année : les agents percevront également 1 000 francs si ceux-ci sont atteints.

■ Le syndicat SUD réclame le retour des « sept » à Lille-Lezennes. - Le syndicat SUD (Solidaires, unitaires, démocratiques) réclame le retour dans leur centre d'origine des sept postiers du centre de tri de Lille-Lezennes sanctionnés en décembre 1989 à la suite de la

séquestration du directeur départemental de la Poste. « M. Paul Quilès, ministre des PTT, a annoncé le 9 juillet qu'il a décidé de lever toutes les sanctions. Nous constatons qu'il est encore loin de rejoindre le geste à la parole », estiment les syndicalistes de SUD, dissidents de la CFDT. Selon eux, « le ministre gomme les conséquences futures des sanctions (déroulement de carrière) mais ne lève aucune des sanctions qui ont été appliquées (mutation d'office, suspension du traitement) ». « Au-delà des effets oratoires, il faut passer aux actes. Le

seul véritable apaisement passe par le retour des sanctionnés dans leur centre de tri d'origine : Lille-Lezennes », conclut un communiqué de SUD publié vendredi 20 juillet.

■ **Nouveau programme de privatisations** en Argentine. - Le gouvernement argentin a annoncé, samedi 21 juillet, son intention d'engager de nouvelles privatisations. Le programme pourrait atteindre le montant de 400 millions de dollars (2,2 milliards de francs) et porterait principalement sur le secteur de la défense. Selon

le ministère de la défense, l'Etat devrait céder sa participation dans les chantiers navals militaires Tandano, dans une fonderie, ainsi que dans des entreprises pétrochimiques et une unité de production d'acide sulfurique. Cette décision coïncide avec une série de ventes et concessions de sociétés hydro-électriques (Yacretta et Salto Grande) prévues à Buenos-Aires pour les prochains mois et survient peu de temps après la vente d'Aerolíneas Argentinas à un consortium dirigé par la compagnie aérienne espagnole Iberia.

E. L. B.

En Grande-Bretagne

Une industrie qui part en lambeaux

Si la reprise d'ICL par Fujitsu se conclut, il ne restera presque plus rien de l'électronique britannique. Cette vente s'inscrit en effet au bout d'une longue liste d'abandons et de cessions effectués ces trois dernières années. Le pays qui avait créé le premier radar - juste avant la guerre - et le premier ordinateur - juste après la guerre, en même temps que les Américains - voit le capital étranger prendre un contrôle presque entier des entreprises de ce secteur.

Dans l'informatique, avant ICL, il y a eu Apricot, fabricant de micro-ordinateurs, cédé à Mitsubishi en avril dernier. Toutes les tentatives des PMI britanniques de se lancer, en voulant copier le modèle californien, sur les créneaux neufs de la micro-informatique ont échoué après des débuts en fanfare. Anstrad, le dernier-né, se remet mal d'une chute de ses bénéfices en 1989. M^{re} Thatcher voyait en Olive Sinclair (anobli pour l'occasion) et en ses émules les symboles du renouveau du capitalisme outre-Manche. Il lui faut convenir que cette stratégie libérale d'une rénovation spontanée par les PME est balayée par la force de la concurrence mondiale.

Le secteur des services informatiques devait compenser le déclin dans les matériels, suivant l'idée que l'avenir est au tertiaire et non

plus à l'industrie. Hélas, le groupe français Cap Gemini Sogefi a acheté il y a quelques jours le numéro un des services, la société Hoskyns. La même semaine a donc vu la vente des deux fleurons du hardware et du software.

Dans les télécommunications, l'engorgement des deux géants GEC et Plessey durant les années 70 et 80, puis la politique de déréglementation du secteur menée par le gouvernement ont conduit à l'entrée en force du suédois Ericsson et des américains ATT et Motorola.

L'avenir de STC en question

Affaibli, Plessey, qui est pourtant encore « une mine d'ingénieurs de très haut niveau », au dire de tous les électroniciens du monde, a subi une OPA de GEC, a été dépeuplé, tandis que GEC lui-même s'est transformé en holding. Ses technologies en télécommunications dépendent désormais de son partenaire allemand. Ses autres activités ont été mariées : l'électricité au français Alstom, les satellites à Matra, les matériels médicaux et l'électroménager à l'américain General Electric, etc.

Le troisième acteur des télécommunications, STC, propriétaire de

ICL, a vu lui-même le canadien Northern Telecom prendre 27 % de son capital. Après la vente d'ICL - qui constitue l'essentiel de son chiffre d'affaires - son avenir est en question.

Dans les composants électroniques, Inmos, création de la politique volontariste des travaillistes dans les années 70, a été vendue à la société franco-italienne SGS-Thomson. Quant à la société Ferranti, autre figure historique de l'industrie britannique, elle a été victime d'une fraude de plus de 3 milliards de francs. Les firmes qui se sont portées à son secours pour la racheter (Thomson, British Aerospace, etc.) ont renoncé après inventaire... La compagnie doit depuis se vendre elle-même par appartements. Elle vient d'afficher une perte de 1,6 milliard de francs pour 1989.

Il reste quelques acteurs indépendants, essentiellement dans l'électronique militaire. On peut citer Racal, la Matra anglaise et le géant British Aerospace. Cette firme détient aussi Rover, c'est-à-dire les derniers quartiers de l'industrie automobile britannique. La technologie de Rover dépend de Honda, qui possède en outre 20 % de son capital. Automobile et électronique font l'objet du même abandon délibéré aux Japonais.

E. L. B.

(Publicité)

AVIS DE CONCOURS D'ARCHITECTES

« UNE NOUVELLE PLACE A PARIS » ZAC CHALON

La Mairie de Paris organise avec l'assistance de la SEMAEST, un concours d'architectes dont le but est de définir le parti architectural général de la grande place prévue au plan d'aménagement de zone de la ZAC Chalons.

Une ou plusieurs missions de maîtrise d'œuvre pourront découler du concours.

Le concours est ouvert aux architectes inscrits à l'Ordre National des Architectes de France ayant déjà réalisé une mission de maîtrise d'œuvre.

Il est organisé en deux degrés :

Premier degré :
- appel de candidatures sur dossier pour présélection par un jury.

Deuxième degré :
- concours sur esquisse des architectes ayant été retenus.

Retrait des dossiers :

A partir du 23 juillet 1990 et jusqu'au 31 août 1990, du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h, sur présentation de la carte attestant de l'inscription à l'Ordre national des Architectes de France à la :

SEMAEST

181, avenue Daumesnil, 75012 Paris

Possibilité d'envoi par la poste (contre remboursement des frais de port), après demande écrite à la SEMAEST en justifiant l'inscription à l'Ordre National des Architectes de France.

Le dossier est remis contre un chèque de 300 francs.

Calendrier du concours

Premier degré
- Remise des dossiers de candidatures le 12 septembre 1990, à 17 heures

Deuxième degré
- Retrait des dossiers pour les équipes sélectionnées : novembre 1990
- Remise des esquisses : février 1991
- Date indicative du jugement : avril 1991

L'HERMES Editeur (1) 46 34 05 25
Collection « L'ESSENTIEL SUR » pour B.T.S.
● **économie générale**
G. DUBOUCHET
● **économie de l'entreprise**
J.L. ROMÉYER
Diffusion: MEDILISSA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

MINITEL
BOIS NEUBAUER

405

NEUBAUER
PEUGEOT

PRIX REDUITS
sur les derniers modèles 90
en livraison immédiate

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

Admission
ENTPE

36.15 LE MONDE

Tapez RES

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 21 juillet 1990 :

DES DÉCRETS

N° 90-639 du 17 juillet 1990 portant multiplication du programme à long terme entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques sur la coopération scientifique, technique, économique et industrielle dans le domaine agricole et agro-industriel jusqu'à l'an 2000, signé à Paris le 4 juillet 1989.

N° 90-641 du 18 juillet 1990 modifiant les articles du code de l'aviation civile relatifs à la redvance de route.

Tirage au sort	
1	2
3	4
5	6
7	8
9	10
11	12
13	14
15	16
17	18
19	20
21	22
23	24
25	26
27	28
29	30
31	32
33	34
35	36
37	38
39	40
41	42
43	44
45	46
47	48
49	50
51	52
53	54
55	56
57	58
59	60
61	62
63	64
65	66
67	68
69	70
71	72
73	74
75	76
77	78
79	80
81	82
83	84
85	86
87	88
89	90
91	92
93	94
95	96
97	98
99	100

Résultats officiels	
1	2
3	4
5	6
7	8
9	10
11	12
13	14
15	16
17	18
19	20
21	22
23	24
25	26
27	28
29	30
31	32
33	34
35	36
37	38
39	40
41	42
43	44
45	46
47	48
49	50
51	52
53	54
55	56
57	58
59	60
61	62
63	64
65	66
67	68
69	70
71	72
73	74
75	76
77	78
79	80
81	82
83	84
85	86
87	88
89	90
91	92
93	94
95	96
97	98
99	100

CHAMPS ECONOMIQUES

Nouvelle donne en Amérique latine

Le pétrole inviolé du Pérou

Les Péruviens comptent toujours sur l'eldorado pétrolier. A condition de pouvoir l'exploiter. Le nouveau gouvernement devra s'entendre avec les compagnies internationales.

DE l'eau jusqu'à la ceinture, des hommes arpentent le bord de mer, luttant contre les vagues pour entraîner de gigantesques épuisettes rouges. Ils sont plus de cinq mille, ces pêcheurs de fortune, à avoir envahi une trentaine de kilomètres de la côte nord du pays pour traquer les larves de langoustines. Sur la grève, ils trient grossièrement les embryons capturés, maniant la batée, une simple écuelle en fer-blanc, à la manière des chercheurs d'or de l'Amazonie.

« Ce n'est pas de l'or, mais c'est beaucoup d'argent », explique l'un d'eux. Au gré de la marée et de la lune, ils se font, en une journée, ce que beaucoup de Péruviens ont du mal à gagner en un mois. Des camionneurs équatoriens achètent leur pêche, après une sélection minutieuse, au bord de la route : des larves de langoustines de la famille des *penaeus vanamei* (la seule à s'adapter à l'élevage en captivité). Le résidu (petits crustacés ou poissons) est rejeté sur le macadam et s'y dessèche. « La dégradation est catastrophique », explique un expert gouvernemental. Cette année, à Zorritos, le volume de la pêche a baissé de 20 %. Le problème est d'autant plus préoccupant que ce sont les Équatoriens qui profitent clandestinement de l'exploitation de ce marché.

Pourtant, à Zorritos, personne ne semble s'en inquiéter. La population est convaincue que cette frange de désert est un morceau de Terre promise : le charbon est à fleur de terre, le phosphate s'étale en nappe épaisse juste un peu au sud, le sous-sol et la plateforme continentale regorgent, dit-on, de gaz et de pétrole. Il est vrai que le premier puits d'or noir de l'Amérique latine a été foré dans le village, en 1863. Vestiges de cette activité pionnière, qui permit l'exportation de plus d'un milliard de barils, abandonnée depuis une cinquantaine d'an-

nées : les restes du débarcadère et les carcasses rouillées des puits.

Quinze pour cent seulement des réserves ont été exploitées. Des émanations de gaz flottent toujours dans l'air, et les habitants, il n'y a pas si longtemps encore, s'approvisionnaient en gaz en branchant directement des conduites sur les vieux puits désaffectés. A Zorritos, comme un peu partout dans le pays, l'absence d'énergie est chronique. Le village s'est réadapté au rythme de l'époque pré-industrielle. Mais à 1300 kilomètres au sud, à Lima, la capitale, les pannes de courant quotidiennes perturbent l'existence des huit millions d'habitants — pas d'électricité, donc pas d'eau, pas de pain, etc. — et paralysent la production.

Deux projets pour le gaz

« Le Pérou est un mendiant assis sur une montagne d'or », remarquait au siècle dernier l'explorateur italien Antonio Raimondi. Une définition toujours actuelle. Le pays souffre cruellement d'une pénurie d'énergie, alors que ses ressources naturelles sont abondantes, notamment en pétrole et en gaz. Mais celles-ci restent enfouies dans les dix-huit bassins sédimentaires de la plateforme continentale, du désert côtier, des montagnes andines et de la forêt amazonienne. Sur un « potentiel » de 75 millions d'hectares, le cinquième seulement a été exploré, et encore de façon superficielle et partielle. D'après les experts, les réserves de brut (prouvées, probables et potentielles) seraient de l'ordre de 20 milliards à 40 milliards de barils.

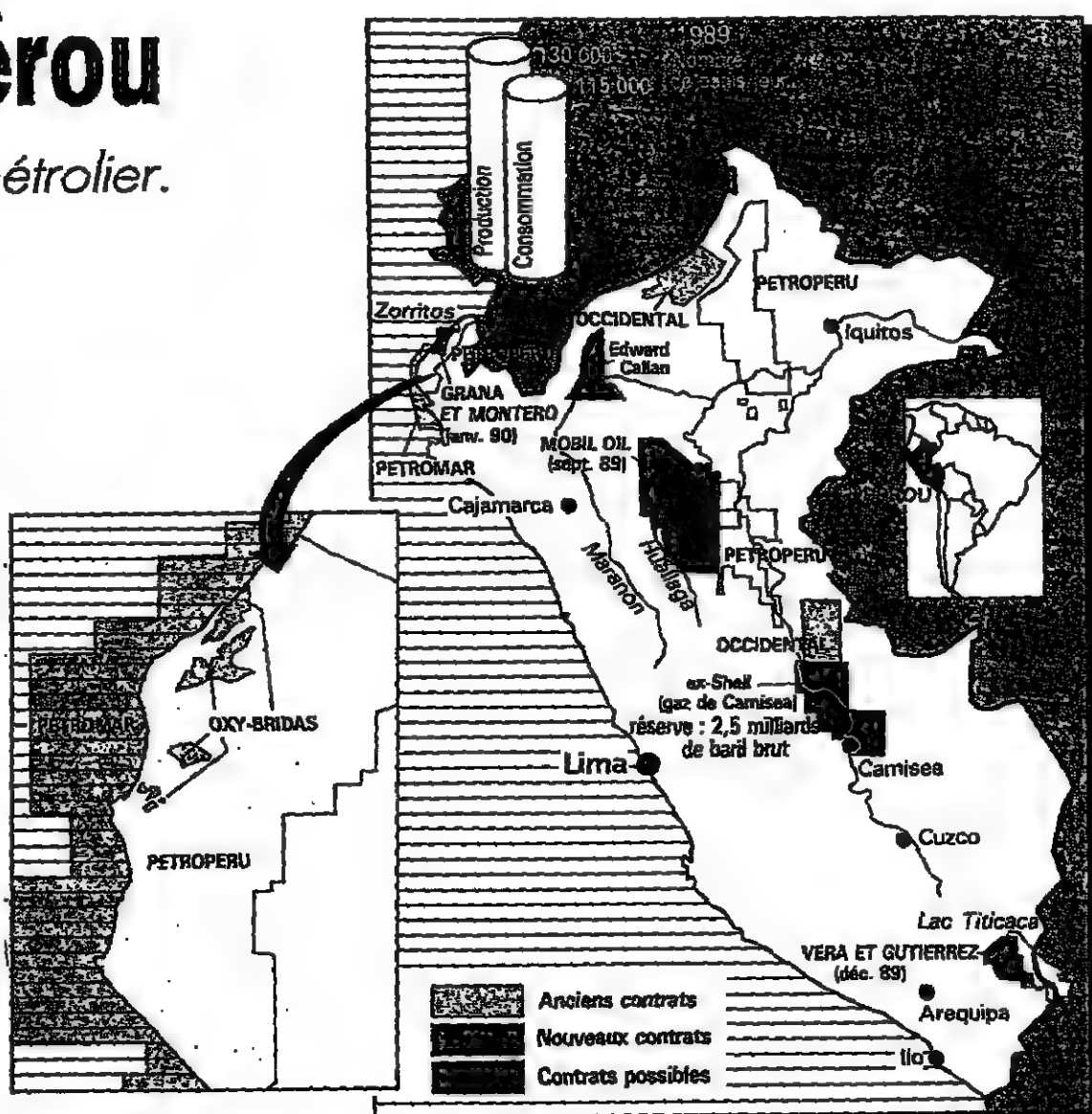
Quels sont les obstacles qui ont empêché leur mise en valeur ? Les gisements se présentent sous forme d'« alvéoles » ne contenant guère plus de 20 millions de barils, le brut est souvent trop lourd pour que son extraction soit rentable, et, surtout, le relief tourmenté constitue un handicap

notamment pour les gisements situés sur le versant amazonien. Enfin, dernier écueil, et non le moindre, l'appel au capital étranger provoque inévitablement une levée de boucliers.

Importateur de brut à partir de 1963, redevenu exportateur en 1978, le Pérou est sur le point de basculer à nouveau dans la catégorie des importateurs (en 1989, ses achats de pétrole léger à l'Équateur, financés par le commerce compensé, ont représenté 360 millions de dollars). Sa production ne cesse de décliner (190 000 barils/jour en 1980, contre 130 000 en 1989, pour une consommation intérieure de 115 000), ainsi que les réserves prouvées. Cependant, celles-ci ne tiennent pas compte du gisement de gaz naturel de Camisea découvert, il y a trois ans, par la Shell, et qui équivaut à 2,5 milliards de barils de brut — soit six fois plus — mais est enseveli dans le sous-sol amazonien.

La Shell, qui avait investi 200 millions de dollars (1) en six ans dans sa recherche difficile d'or noir, présente un projet d'exploitation de Camisea : dans une étape initiale de quatre ans, le gisement produirait l'équivalent de 70 000 barils de brut, acheminés, à Lima, par un gazoduc et un oléoduc. L'investissement requis, d'une valeur de 1,4 milliard de dollars, serait assumé partiellement par la compagnie, qui, en contrepartie, exporterait les condensats.

Nationalistes et régionalistes lancent une contre-proposition décentralisatrice : le gaz serait utilisé sur place, afin de créer un pôle de développement à Cuzco, qui servirait au décollage économique du sud du pays. Un complexe pétrochimique serait construit dans la zone franche d'Ilo, au bord du Pacifique, reliée de celui de Camacani, au Brésil, qui a converti l'Etat de Bahia, totalement abandonné il y a une décennie, en pôle régional de la pétrochimie. Le coût, deux fois



moins élevé, serait financé partiellement par Pemex et Petrobras (Mexique et Brésil). Les deux projets ayant été renvoyés dos à dos, Camisea est resté inviolé.

Plus pour longtemps, néanmoins. L'ingénieur Alberto Fujimori, qui entrera en fonctions le 28 juillet et professe le pragmatisme, estime que l'exploitation du gaz de Camisea est un objectif prioritaire, et qu'elle ne peut se faire qu'avec le concours du capital étranger, auquel il faut offrir des avantages.

Il n'aura qu'à appliquer une législation, mise en œuvre par son prédécesseur en septembre 1987, extrêmement libérale en la matière. En effet, le président social-démocrate Alan García, qui avait violemment attaqué les créanciers étrangers et les sociétés transnationales au début de son mandat, allant jusqu'à résilier les

contrats pétroliers avec Occidental Petroleum, Beico et Oxy-Bridas, en juillet 1985, pour « profits indus », a adopté en fin de parcours une politique de portes ouvertes aux investissements étrangers.

Un regain d'intérêt

La Mobil Oil fut la première grande compagnie à mordre à l'hameçon. En septembre 1989, elle signa un contrat pour explorer pendant sept ans 3,6 millions d'hectares de la vallée du haut Huallaga, en s'engageant à investir une centaine de millions de dollars dans un premier temps, et à 2 milliards de dollars pour l'exploitation si ses recherches étaient couronnées de succès. Elle avait jeté son dévolu sur une région particulièrement difficile, puisque celle-ci est le bastion du Parti

communiste Sentier lumineux et des trafiquants de cocaïne. Le représentant de la Mobil expliqua que la richesse géologique et la flexibilité du contrat avaient primé sur les autres considérations.

Pour les autorités, ce contrat, le premier signé en huit ans, devait servir d'appât au grand capital. Trois autres compagnies en effet emboîteront le pas : deux péruviennes et une américaine : la (Vera Gutierrez) s'est installée près du lac Titicaca, la Grana Montero, sur le Nord côtier, et Petromar, succursale d'Edward Callan, sur un million d'hectares dans le nord de l'Amazonie, au confluent des fleuves Marañon et Santiago.

de Zorritos
NICOLE BONNET
Lire la suite page 18

(1) Un dollar vaut environ 5,5 francs.

Le Mexique en quête d'argent

La restructuration de la dette ne suffit pas. On attend les investissements étrangers et le retour des capitaux exportés.

LE 4 février dernier, le gouvernement mexicain signait un accord « historique » avec ses principaux créanciers internationaux. Selon le président, M. Carlos Salinas, le Mexique venait d'obtenir une réduction de 20 % de sa dette externe, principal obstacle à la croissance économique du pays.

Première application du plan Brady — du nom du secrétaire américain au Trésor — en faveur du pays le plus endetté d'Amérique latine après le Brésil, cet accord avait ouvert une période d'euphorie dans les milieux liés au gouvernement mexicain : « Le problème de la dette est réglé pour les cinq prochaines années et nous allons enfin pouvoir consacrer notre énergie au développement économique », disaient alors et continuent de dire les technocrates chargés de mettre en œuvre la politique de « modernisation » du président Salinas.

Cinq mois plus tard, la dure réalité des chiffres tend à donner raison aux sceptiques qui, dès le début de la renégociation de la dette, avaient évoqué l'optimisme « excessif » des dirigeants mexicains, voire même la « manipulation politique ». Compléments indispensables pour sortir l'économie du marasme (le produit intérieur brut a progressé de 2,9 % seulement en 1989, après plusieurs années de stagnation), les investissements étrangers se font attendre, de même que le rapatriement des capi-

taux placés à l'étranger par les Mexicains soucieux de se protéger de la dévaluation du peso ou de mesures que en 1982, qui avait accéléré la fuite des capitaux, en particulier vers les États-Unis.

Pour le secrétaire d'Etat aux finances Angel Gurría, « les montants placés à l'étranger n'ont jamais atteint 80 milliards de dollars, soit l'équivalent de notre dette externe, comme l'a affirmé un peu légèrement la Morgan Guaranty Trust. On peut tout au plus parler de 24 milliards de dollars, ce qui, avec les intérêts accumulés, peut donner près de 40 milliards ». Cette évaluation est partagée par la plupart des spécialistes qui sont en revanche plus sceptiques à propos du montant des rapatriements — 4 milliards de dollars depuis juillet 1989 — avancé par M. Gurría.

« Un Etat moins propriétaire mais plus juste »

Les autorités mexicaines espèrent que la privatisation de la banque, annoncée le mois dernier — l'Etat détient actuellement plus de 70 % du capital bancaire et pourrait conserver une participation minoritaire dans ce secteur — va créer le climat de confiance nécessaire pour accélérer ce rapatriement. La vente au secteur privé des entreprises « non stratégiques » de l'Etat — la plupart, sauf le monopole de la production pétrolière

PEMEX, intouchable selon la Constitution — va dans le même sens et s'inscrit dans le projet néolibéral de l'équipe au pouvoir. Il s'agit, affirme le président Salinas, de renforcer le secteur privé national, tout en modifiant le rôle du gouvernement : « Un Etat moins propriétaire mais plus juste, car nous pourrions corriger les problèmes sociaux du Mexique avec le produit de la vente des sociétés nationales », précise-t-il.

M. Gurría estime que l'Etat peut obtenir environ 15 milliards de dollars avec la vente de ses actions au sein de la banque, de la compagnie de téléphone TELMEX, des mines de cuivre Cananea, de la sidérurgie et d'une vingtaine d'usines sucrières. « TELMEX gagne plus de 1 milliard de dollars par an », affirme le secrétaire d'Etat chargé des questions financières internationales, qui espère convaincre les compagnies européennes, en particulier Alcatel, de prendre une participation dans cette entreprise. « Il est vrai, reconnaît-il, qu'il faudra investir 10 milliards de dollars dans les six prochaines années pour moderniser le téléphone au Mexique. »

« Quelle société étrangère peut donc avoir intérêt à acheter dans ces conditions ? », s'insurge M. Jorge Castañeda, un des critiques les plus sévères de la politique économique du gouvernement. Il dénonce également la « précaipitation » des autorités qui cherchent à vendre toutes les

entreprises en même temps au risque de provoquer un effondrement de leur valeur réelle. « Cela revient à vendre l'argenterie de famille pour régler des problèmes de caisse », dit-il.

Le manque de liquidités — « l'argent neuf » indispensable pour revenir aux taux de croissance de 6 % et plus des années 70 — demeure en effet le principal problème du gouvernement mexicain, qui avait cru pouvoir le résoudre avec la renégociation de la dette. Selon l'interprétation officielle de l'accord intervenu dans le cadre du plan Brady, le transfert net de ressources vers l'étranger pour le produit intérieur brut annuel allait être ramené de 6 % en 1988 à 2 % en moyenne pour la période 1990-1994. Le Mexique, qui devra quand même déboursier cette année 8 milliards de dollars pour le service de la dette, allait donc « économiser » plus de 4 milliards de dollars par an en moyenne sur ces cinq années.

« Faux ! », disent les économistes indépendants qui ont décrié les documents officiels. Ils reprochent aux autorités de gonfler les économies en incluant les reports d'échéance de la dette qui devra être finie de payer en 1993. Plus grave encore, indiquent-ils, le gouvernement ne tient pas compte des intérêts qu'il devra payer sur les nouveaux emprunts contractés auprès du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et du Japon (5 mil-

liards 700 millions de dollars au total) pour acheter les bons du Trésor des États-Unis déposés dans un fonds de garantie pour les créanciers (en cas d'insolvabilité du Mexique).

Reprendre son souffle

Selon les mêmes économistes, la réduction de dette obtenue par la renégociation va être rapidement annulée par les nouveaux emprunts. Ils estiment donc que « le plan Brady n'a pas résolu le problème structurel de l'endettement », mais reconnaissent qu'« il a permis au Mexique de reprendre son souffle en allégeant un fardeau devenu impossible à traîner ». Ils n'écarteront pas la possibilité d'une nouvelle négociation d'ici trois ans à moins que dans l'intervalle les investissements étrangers et le rapatriement des capitaux ne révèlent suffisamment pour rétablir l'équilibre de la balance des paiements (le déficit prévu officiellement en 1990 atteindrait 5 milliards de dollars).

C'est le pari qu'ont fait les dirigeants mexicains qui comptent surtout sur les effets « implicites » et « psychologiques » de la renégociation de la dette pour convaincre les investisseurs étrangers. Les voyages du président Salinas en Europe et aux États-Unis n'ayant guère donné de résultats — il ira également au Japon fin juin —, les technocrates mexicains ont décidé de jouer leur

dernier joker : la création d'une zone de libre-échange avec les États-Unis qui, avec la privatisation et la main-d'œuvre bon marché, pourrait créer la « dynamique » nécessaire pour attirer les industriels étrangers désireux de s'implanter au Mexique pour vendre sur le marché américain (le Monde du 2 juin).

Sans la renégociation de la dette, les projets du président Salinas n'auraient sans doute jamais vu le jour et le Mexique était condamné tôt ou tard à un affrontement avec ses créanciers. « Sans le plan Brady, nous serions aujourd'hui dans une situation beaucoup plus préoccupante », soutient l'ancien président de la commission bancaire nationale, M. Carlos Ahedero. « Nous n'aurions pas réussi à ramener l'inflation de 160 % à 20 % ni à maintenir la valeur du peso. Nous serions dans l'incertitude la plus complète et aucun investisseur étranger ne s'intéresserait au Mexique », ajoute-t-il.

L'ancien ministre des finances, M. Jesus Silva Herzog, qui a exprimé de fortes réserves sur la politique de ses successeurs, reconnaît lui aussi que le plan Brady est arrivé « bien tard, mais c'est mieux que rien ». « Je crois que nous sommes sur le bon chemin. Pour utiliser le langage de la boxe, je dirai que nous sommes actuellement en cinquième round, mais qu'il nous en reste encore une bonne dizaine. »

de Mexico
BERTRAND DE LA GRANGE

سكزا من الاجل

هكذا من الاصل

CHAMPS ECONOMIQUES

Socialisme libéral au Venezuela

Le pays peut-il résister
aux recettes appliquées depuis dix-huit mois
pour rétablir les « grands équilibres » et relancer la production ?

IMPOSSIBLE, à Caracas, d'ignorer que le Venezuela est un pays pétrolier. Cela se voit à la dimension des voitures et au prix du super à la pompe - 2 bolivars et demi le litre, soit 36 centimes de dollar, ce qui fait tellement partie des biens et des mœurs du pays que le gouvernement, depuis trois mois, hésite à l'augmenter. Il a suffi qu'on parle une nouvelle fois de hausse, au début de juin, pour que de violentes manifestations éclatent dans une banlieue de la capitale. C'est à la suite d'une augmentation, plusieurs fois répercutée dans les tarifs des transports, que s'étaient produites les émeutes sanglantes de février 1989 à Caracas.

Pourquoi, dans ces conditions, envisager un nouveau relèvement ? Au nom de la vérité des prix, répond le gouvernement. Tel est le maître mot de la politique de choc lancée par le social-démocrate Carlos Andrés Pérez dès son retour au pouvoir, le 2 février de l'an dernier. Politique pour laquelle un néologisme barbare a été inventé : celui de « *sincronización* » de l'économie, ce qui signifie qu'elle doit retrouver sa transparence, sa « *sincérité* ».

Voilà plus d'un an que le Venezuela est engagé dans un tel effort. Les mauvaises habitudes prises au temps de la prospérité pétrolière l'avaient conduit dans une mauvaise passe. L'Etat devenu tout-puissant depuis la nationalisation des exploitations pétrolières, il y a quatorze ans, utilisait les recettes de l'or noir (50 % du budget) pour renflouer ses entreprises déficitaires et financer les achats à l'étranger : un taux de change préférentiel - inférieur de moitié à celui du marché libre - était

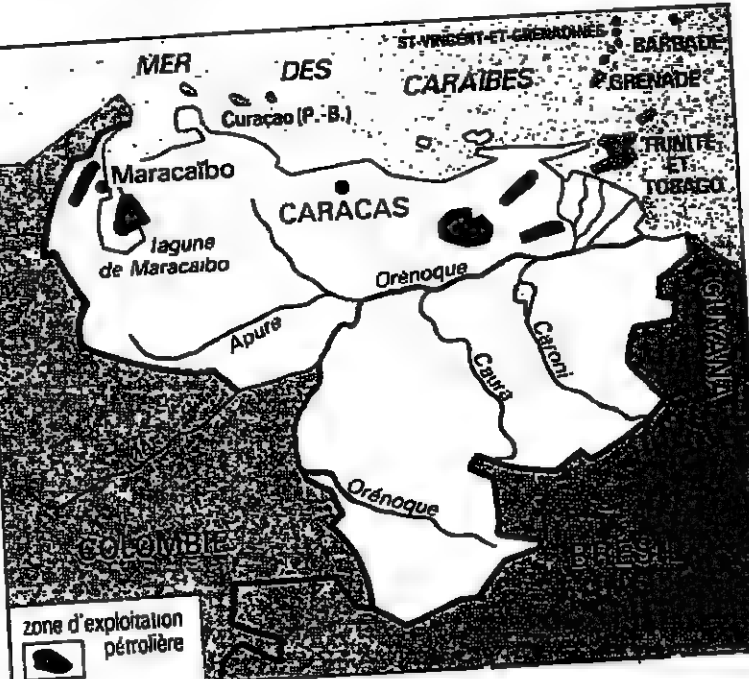
accordé aux importateurs. L'Etat contrôlait également les prix et subventionnait une série de dépenses de première nécessité.

Résultat : les caisses se sont vidées. Le déficit public, en 1988, a atteint 8 % du PIB. Les réserves de change, elles aussi, ont fondu, au point qu'il a fallu négocier pendant de longs mois un réajustement de la dette extérieure, jusqu'au paiement de la dette sur l'ongle. Comme on ne donne pas impunément à des fonctionnaires la possibilité d'octroyer des dollars à moitié prix, l'organisme officiel chargé de cette distribution, RECAD, est accusé aujourd'hui d'avoir été « un nid de corruption ». « Onze milliards de dollars se sont envolés », affirme un commentateur politique très connu, José Vicente Rangel. L'ancien président, devrait passer en jugement.

Produire et exporter

Personne, même à gauche, ne nie que M. Carlos Andrés Pérez devait redresser rapidement la barre. Il le fit en signant un accord avec le FMI et en appliquant les recettes habituelles, dont : comparaison d'autrefois les effets : libération des prix, du taux de change, des taux d'intérêt, libéralisation du commerce extérieur, par un abaissement progressif des barrières douanières. Il se donna corps et âme à cette opération d'assainissement. Mais il alla beaucoup plus loin que prévu.

Il innova, d'abord, en choisissant pour ministres, non des hommes de son parti, ADECO (Action démocratique), mais des techniciens, dont plusieurs « mas-



ters » en économie. Dans un pays où le pouvoir était déteu traditionnellement par des caciques d'appareil (ceux d'ADECO ou ceux de COPEI, le parti social-chrétien, qui a longtemps alterné à la présidence), l'audace a surpris. Elle a compliqué les relations du président au Congrès, mais a contribué à moraliser la gestion des affaires publiques. « Nous savons que les ministres ne sont pas des voleurs », dit M. Teodoro Petkoff, chef du MAS (Mouvement vers le socialisme), principale formation de gauche : au Venezuela, c'est un satisfecit rare.

Les « masters » ne se sont pas contentés de rétablir, en un an, les

capitaux et de rapatriement des bénéfices, ouverture totale aux investissements étrangers, y compris dans l'industrie pétrolière, dont l'expansion doit se faire, grâce au retour des multinationales sur les champs de prospection : telles sont les règles d'or de la réforme : les privatisations. Les poids morts tels que le service national d'aviation, l'eau, le téléphone, les chantiers navals, ainsi qu'une série d'établissements hôteliers devraient - théoriquement - sortir de la sphère publique.

Folle spéculative

« Mais qui peut s'intéresser à de telles affaires ? demande Alfredo Pena, du quotidien *El Nacional*. Elles sont aux mains de mafias formées par les syndicats et les partis, dont il est pratiquement impossible de se débarrasser. »

Mais les critiques portent surtout sur la brutalité du choc opérée l'an dernier. La libération des prix a provoqué, de l'aveu général, une « folle spéculative », d'autant plus facile dans une économie où des monopoles se sont constitués grâce aux faveurs publics. « On a vu le prix de certains médicaments passer de 40 à 300 bolivars », affirme José Vicente Rangel. C'est une spéculation dans les tarifs des transports qui a provoqué les quelques deux cent soixante morts (chiffre officiel) des 27 et 28 février.

Il s'est ensuivi une récession brutale, attestée par une chute de 8 % du PIB et de 25 % du salaire réel en 1988. « Le revenu par tête est retombé à son niveau de 1968. »

Libre convertibilité de la monnaie, liberté des mouvements de

affirme M. Teodoro Petkoff. Tandis que le secteur financier a augmenté ses gains, ce sont maintenant 80 % de la population qui vivent en situation de pauvreté critique. Fort habile à ce qu'il réclame, le gouvernement Carlos Andrés Pérez n'a pas démontré la même maîtrise sur le front social. Sa politique, dans ce domaine, se limite à l'octroi de modestes bourses alimentaires aux plus démunis, pendant trois mois, chômage, pendant trois mois, alors que la durée moyenne du chômage est de deux ans », selon M. Petkoff.

L'ancien chef de l'Etat, M. Rafael Caldera, social-chrétien, ironise sur cette « nouvelle forme de socialisme » pratiquée par l'actuel président, « le socialisme néolibéral ». Selon lui, les recettes appliquées depuis dix-huit mois, ont conduit à la crise des années 30. Le protectionnisme, dit-il, est nécessaire pour certains secteurs de l'économie.

De la situation de ses compatriotes, il fait une analyse désabusée : « Avec 3 000 dollars de revenu par tête, nous croyions être riches. C'était une fiction ! » José Vicente Rangel parle d'une « nation en décomposition », avec sa justice vénale, ses syndicats et ses partis corrompus. Les dernières élections semblent donner raison à ces prophètes de malheur. Alors qu'ils étaient appelés à élire pour la première fois leurs maîtres et leurs gouverneurs, en décembre dernier, les Vénézuéliens ont voté les urnes dans la proportion de presque 70 %.

de Caracas
CHARLES VANHECKE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT JUILLET 1990 1 milliard de francs à taux fixe

9,95%

ACTUARIEL

Souscription : 4 996 F par titre, dont 82,40 F de coupon couru.
Date de jouissance : 5 juin 1990.
Date de règlement : 6 août 1990.
Remboursement : 5 000 F par titre le 5 juin 2002.
Durée : 11 ans et 303 jours.
Coupon annuel : 9,70%, soit 485 F par titre le 5 juin de chaque année de 1991 à 2002.
Cet emprunt est assimilable dès le 8 août 1990 à l'emprunt EDF 9,70% mai 1990 code 11746.

Une note d'information (visa COB n°90-298 du 16 juillet 1990) peut être obtenue sans frais auprès de la CNE et des Etablissements chargés du placement. La Caisse Nationale de l'Energie est chargée du service des titres. B.A.L.O. du 23 juillet 1990.

EDF
Direction des Services Financiers
et Juridiques - 2, rue Louis Murat,
75008 Paris. Tél. (1) 40 42 22 22

EDF

Electricité
de France

CNE
Service des Titres
18 bis, rue de Berri,
75008 Paris. Tél. (1) 44 20 60 00

Investissez dans

un courant porteur

Le pétrole inviolé du Pérou

Suite de la page 17

En ce qui concerne la région de Zorritos, le gouvernement a lancé un important appel d'offres pour couvrir la récupération secondaire et la prospection de 13 millions d'hectares de désert, autrefois réservés à l'entreprise publique Petroperu.

De son côté, AIG, la compagnie d'assurances de la Belco, exportée en décembre 1985, espère rentrer dans ses frais en exploitant une nappe de gaz propane située dans la plate-forme continentale, face au village.

L'or noir du Pérou a donc suscité un regain d'intérêt : en moins de six mois, quatre compagnies pétrolières ont signé des contrats portant sur plus de 5 millions d'hectares.

Le premier rush des compagnies étrangères s'était produit en 1971, après que Petroperu eut découvert une nappe importante de brut d'excellente qualité dans le bassin amazonien, près de la frontière équatorienne et colombienne.

L'Occidental Petroleum s'était installée à proximité, obtenant aussi un franc succès. C'était alors la ruée, et, en deux ans, le régime militaire du général Velasco signait dix-sept contrats, garantissant un investissement de 700 millions de dollars.

Mais ce ne fut qu'un feu de paille, car les compagnies, breduelles, abandonnèrent leur prospection. Vingt ans plus tard, auront-elles plus de chance ?

Le Pérou y joue son proche avenir, car l'état de ses finances ne lui permet guère d'envisager d'importer davantage d'hydrocarbures. Quant à la population de Zorritos, elle suit avec inquiétude, ces derniers temps, les déplacements d'une « marée rouge ». Il s'agit d'une gigantesque nappe de plancton qui, lorsqu'elle se sédimentera, risquera de former un matelas toxique d'huîtres, crabes, langoustes, langoustines.

Plus que jamais, le pays a besoin de révoir, et de se prendre pour El Eldorado.

de Zorritos
NICOLE BONNET

La faillite de Petroperu

« Les rouler a été aussi enfantin qu'échapper à une contravention... » C'est à peu près en ces termes qu'Armand Hammer, le magnat de l'Occidental Petroleum Company, commentait ses tractations avec l'équipe du général Velasco pour s'installer dans l'Amazonie. C'était il y a vingt ans.

Depuis, le « vieux renard » a mis dans sa poche tous les régimes successifs, ceux du général Bermudez, du libéral Fernando Belaunde, et du social-démocrate Alan García.

Entre Velasco et Hammer, la partie de bras de fer promettait pourtant d'être rude. Le putsch du 3 octobre 1968 donnait le coup d'envoi d'une « révolution nationaliste et anti-impérialiste », et, six jours plus tard, l'International Petroleum Company était expulsée pour avoir « usurpé la territoire, dicté les lois, et imposé ses hommes de paille à la tête de l'Etat », pendant un demi-siècle.

Le gisement découvert par Petroperu, la compagnie nationale, laissait supposer un prolongement de la nappe équatorienne. L'Occidental souscrivit donc un contrat « modèle péruvien », qui mettait fin au régime des concessions et stipulait une participation à la production fifty-fifty. Théoriquement, la compagnie devait prendre en charge l'acheminement du brut jusqu'à la côte.

Hammer fit-il jouer la corde sensible du nationalisme ? Tous les jours est-il que Petroperu finançait la construction de l'oléoduc - 856 kilomètres de long, 200 000 barils/jour de capacité. Evaluée initialement à 300 millions de dollars, elle revint finalement à 800 millions. Aujourd'hui encore, 400 millions restent dus au créancier japonais. Mais Petroperu est en faillite.

Pendant deux décennies, l'entreprise d'Etat a fait office de poule aux œufs d'or. Elle a financé le coût de la révolution, puis celui de la restauration démocratique (le budget national est largement « pétrolière »), subventionné le prix des carburants sur le marché local, et contribué à l'allègement des impôts pesant sur les compagnies étrangères, Occidental et Belco. Le revenu pétrolier a été réparti de la façon suivante :

13 % pour Petroperu, 27 % pour les multinationales, 60 % pour l'Etat...

Les contrats entre Petroperu et l'Occidental ont été modifiés à trois reprises, mais cette dernière a toujours su gagner au change. Aujourd'hui, la compagnie d'Armand Hammer a pratiquement gelé les investissements et l'exploration, elle ne paye plus l'usage de l'oléoduc, mais elle vend son brut à Petroperu au tarif international, et, enfin, elle est exonérée d'impôt car elle déclare travailler à perte. Entre 1971 et 1987, Occidental a investi 1 milliard de dollars au Pérou et rapatrié 2,5 fois sa mise.

De son côté, Petroperu, première entreprise publique, enregistre un déficit cumulé de 1,5 milliard. Le montant de ses dettes est supérieur à son patrimoine. Seuls deux de ses six équipements de forage en Amazonie sont actuellement en état de fonctionner, et la compagnie n'est même pas en mesure d'exploiter le puits prometteur de Chimbora, découvert l'année dernière. Faute de pièces de rechange, ses raffineries et ses complexes pétrochimiques ne travaillent qu'à régime réduit. La situation est tout aussi noire pour Petroperu, sa filiale, qui avait pris en charge les installations, sur la plate-forme continentale, de la Belco expropriée.

Saignée à blanc pendant vingt ans, aujourd'hui exsangue, Petroperu en est réduite à brader sur le marché les bassins pétroliers qu'elle s'était réservés. La Texas Crude convoite celui de Chimbora, et une vingtaine de compagnies plus modestes sont sur les rangs pour exploiter la région de Zorritos.

Le sort de Petroperu s'est joué le 18 juin avec la deuxième tour des élections présidentielles : si l'écrivain Mario Vargas-Llosa, porte-drapeau du néo-libéralisme, était élu, Petroperu serait privatisée. Si c'était l'ingénieur indépendant Alberto Fujimori, Petroperu serait remise à flot. Fujimori l'emporta. Quelles seront les drastiques mesures adoptées à partir du 28 juillet pour éponger un déficit journalier de 800 000 dollars ?

N. B.

CHAMPS ECONOMIQUES

PAUL FABRA

CHRONIQUE

C'est pas parce qu'il y a une quinzaine d'années que les banques nous ont fourvoyés dans un inextricable problème d'endettement international que les gouvernements des pays industrialisés d'Occident doivent se montrer exceptionnellement rigoureux dans leur politique de prêts à l'égard des pays ex-socialistes et de l'Union soviétique de M. Gorbatchev (voir [notre chronique] précédente) dans le Monde du 17 juillet.

A l'époque, une conviction, ni argumentée ni historiquement fondée, mais conforme aux préjugés ambiants, tenait lieu de raison. Trésors publics des pays riches ou réputés tels et établissements de crédit avaient été grégés cette croyance au rang de principe : un Etat souverain ne peut faire faillite. La conclusion qu'il en tirait était qu'on pouvait, à un Etat et aux entités publiques qui en dépendent, avancer autant d'argent qu'ils en demandaient.

Quant au remboursement du principal, c'est une préoccupation que les créanciers avaient d'emblée écartée implicitement, puisqu'ils ne se souciaient guère de la destination des fonds prêtés ni, par conséquent, de leur conservation sous forme tangible d'un capital amortissable. Tout se passait comme si l'opération était renouvelée à l'échéance. Cela ouvrait l'alcôve d'une perspective d'une rente perpétuelle à un taux — c'était à peu près la seule chose dont on avait oublié de tenir compte — qui, étant donné son niveau élevé, n'était pas perpétuellement soutenable, même par un débiteur parcmoneux. Que les professionnels qui ont fait, naguère, consciemment, ce genre de calcul n'imposent pas leurs vues aujourd'hui.

A circonstances nouvelles, réflexion et, si possible, action nouvelles. En ce qui concerne spécifiquement l'Union soviétique (voir notre chronique précédente), il semble bien que la question, quoiqu'on doive l'aborder sous plusieurs angles différents (politique, financier, humanitaire, moral et sur une échelle graduée du temps : concours circonstanciels et de plus longue durée), puisse être définie en quelques propositions simples auxquelles, moyennant les accommodements inévitables, il serait sans doute bon de se tenir.

Proposer, premièrement : sur la prise de risque de graves désordres et d'un blocage de tout processus de réformes positives, aider l'Union soviétique est indispensable. Deuxième proposition : cela implique l'engagement de sommes importantes mais pas gigantesques, avancées en une ou deux occasions pour une durée de cinq à

sept ans au maximum. Troisième proposition : il faut réclamer en contrepartie un programme clair, aux résultats vérifiables par l'homme de la rue (ou, si l'on veut descendre de la lucidité, par le député de base) et non pas seulement par l'expert du Fonds monétaire dont les critères statistiques (du genre : réduire le déficit budgétaire de 10 % à 2 % du PNB) n'ont aucune valeur opérationnelle dans les pays sans monnaie opératoire, où personne n'est capable d'estimer le PNB. Quatrième proposition : le pessimisme n'est pas de mise parce que le passage d'un régime socialiste à une économie de marché est tout sauf une opération morose...

Ces propositions se tiennent toutes. Si des concours extérieurs sont indispensables mais doivent être concentrés sur quelques points essentiels et accordés, autant que possible, en une seule fois (ce qui est possible, évidemment, la question du contrôle de l'accomplissement des conditions requises, c'est qu'il s'agit de renverser la vapeur. Pour inverser le sens de la marche d'une machine, des précautions sont sans doute à prendre, faute de quoi on risque de la casser en faisant la manœuvre, mais il est évident que, une fois la direction nouvelle déterminée, on ne doit pas continuer à aller en arrière. En termes concrets, qu'est-ce que cela signifie ?

Le clef de tout, c'est de relayer les rouages archi-usés de la planification par le mécanisme des prix. En tant qu'un bas niveau — ce qui, en termes économiques, veut dire en dessous du prix de revient — des produits de première nécessité, le pouvoir soviétique, selon une expérience commune à pratiquement toutes les politiques de contrôle des prix, en décourage la production. Ce faisant, il obtient le résultat contraire de celui qu'il souhaite, à savoir : qu'il soutient. Il est vrai qu'il existe aussi, notamment pour les denrées agricoles, des prix libres, mais aussi longtemps que les sources d'approvisionnement principales restent soumises à la taxation, ces prix libres ressembleront à des prix de marché noir. Il y a aussi dans maints secteurs des prix de marché noir au sens propre du terme, c'est-à-dire illégaux. La libération des prix est en elle-même une libération de la vie économique. Avec elle, chaque unité de production devient *ipso facto* autonome. Chacun tend à être responsable

pour soi-même. Si elle réussit, l'état de pénurie doit rapidement disparaître. On en a fait l'expérience sous toutes les latitudes et à toutes les périodes de l'histoire économique.

Cependant, surtout dans un pays comme l'URSS où les prix officiels n'ont pratiquement aucune signification économique, l'opération risque d'être extrêmement périlleuse, bien qu'elle entraîne par elle-même toute une série de processus propres à en favoriser le succès. Pour la faciliter, il convient sans doute, au début, de maintenir des prix officiels, relevés par étapes rapprochées les uns des autres. Au fur et à mesure qu'on se dirige vers la « vérité » des prix, on se trouve à l'abri d'une certaine abondance commerciale et on tend à baisser le niveau du marché noir et de la contrebande. Au fur et à mesure qu'on se dirige vers la « vérité » des prix, on se trouve à l'abri d'une certaine abondance commerciale et on tend à baisser le niveau du marché noir et de la contrebande. Au fur et à mesure qu'on se dirige vers la « vérité » des prix, on se trouve à l'abri d'une certaine abondance commerciale et on tend à baisser le niveau du marché noir et de la contrebande.

DANS la pratique, le grand, l'angoissant problème, c'est celui de la capacité d'achat des salariés. La réponse néolibérale aujourd'hui pratiquement universellement admise par les experts, c'est qu'il faut se montrer très dur. Tant pis si, dans un premier stade, la libération des prix se traduit par une très forte hausse moyenne du coût de la vie, disons, pour fixer les idées, de 30 %. Si on lâche simultanément les salaires, c'est, assure-t-on, la spirale inflationniste et l'échec certain au bout de la route. En vertu de cette analyse superficielle à force de vouloir rigoureuse, le FMI a provoqué dans plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique latine des catastrophes (sécheresses, épidémies, etc.). La Pologne applique actuellement cette politique qui semble bien s'être traduite par une diminution du pouvoir d'achat de 20 %, voire de 30 %. Triste illustration pour une réforme radicale d'un objectif proclamé de recréer une économie fondée sur l'initiative, le libre et les bienfaits de la concurrence. Empressons-nous d'ajouter que, à cette étape de l'opération, quelques grosses importations, financées au besoin à crédit

par des pays bienveillants, peuvent aider à passer un cap difficile, à condition bien sûr que les premiers efforts de redressement de la production locale n'en soient pas étouffés.

Mais l'idée janséniste qu'il ne faut libérer les salaires qu'une fois le pouvoir d'achat des salariés sérieusement étiré par une bonne hausse des prix — idée chère à nos experts, fussent-ils un peu de gauche — ne tient pas compte d'un facteur qu'il faut absolument mettre dans sa manche. Celui-ci, si on le tient, se révèle alors que c'est loin d'être le cas pour la police des salaires. Neuf fois sur dix, dans un pays affligé depuis longtemps d'un contrôle des prix, le déficit budgétaire a pour cause principale, sinon unique, ce contrôle. D'abord parce que les taxes indirectes sont assises sur des prix beaucoup trop bas, ensuite, parce qu'à cause de la prolifération de l'économie illégale (trop loyalement baptisée aujourd'hui « informelle »), nombre de transactions échappent à l'impôt, enfin et surtout, parce que le budget de l'Etat se trouve alourdi par une insupportable masse de subventions.

Tout l'art d'une libération des prix bien menée, c'est de faire en sorte qu'elle s'accompagne spontanément d'un retour au gros officiel de toutes les activités productives et d'une réduction décisive des subventions consenties à l'économie. Ce devrait être la préoccupation dominante chez les responsables de la politique soviétique. Là encore, un appui financier de nature à mettre en évidence la confiance des pays « capitalistes » dans l'entreprise pourrait beaucoup contribuer à son succès.

Si un climat favorable s'instaurait, ce serait une seconde raison pour l'Etat soviétique d'améliorer sa gestion budgétaire. Il pourrait émettre des emprunts propres à stabiliser le pouvoir d'achat latent aujourd'hui accumulé dans les caisses d'épargne et les banques, faute de trouver des débouchés plus satisfaisants soit sous forme d'achats de biens de placements convoités, soit sous forme de placements financiers attrayants. Au cas où recettes fiscales supplémentaires plus « vraies » (c'est-à-dire qui se traduisent par une ponction des moyens de paiements correspondants) en viendraient à exacerber rapidement le montant actuel du déficit comblé par l'institut d'émission, on pourrait sans

risque augmenter, mettons de 18 % à 25 % (dans l'hypothèse précédente), les salaires. Une telle situation n'a rien de chimérique. La majoration des salaires reviendrait dans ce cas à diminuer l'augmentation des profits due à la hausse des prix.

A partir du moment où l'URSS (ou tout autre pays cherchant à sortir, sans le dire ou en le disant, du socialisme) serait sur le chemin d'accomplir, sous le couvert d'une libération des prix, cette révolution copernicienne consistant à faire dépendre la masse des revenus distribués, non plus en partie du déficit des dépenses publiques, mais en totalité de la valeur de la production des biens et services, la voie serait ouverte pour une réforme monétaire d'envvergure. Le rouble pourrait pratiquement sans transition être rendu convertible. C'est ici que les concours extérieurs joueraient leur rôle principal.

Pour sauter le pas, l'institut d'émission de l'URSS (ou de telle République de l'Union, devenue monétaire-ment autonome) aurait besoin, pour parer à toute demande intempestive de conversion, d'importantes réserves. Selon certaines évaluations, un apport à la Banque de l'URSS de 20 milliards de dollars par les pays capitalistes, accordé en une seule fois et remboursable sur une période de cinq à sept ans, serait suffisant. En venant s'ajouter aux quelque 30 milliards que l'URSS posséderait déjà sous forme de devises et d'or, il permettrait de constituer une réserve de quelque 50 milliards de dollars. Une telle somme, si importante soit-elle (d'un ordre de grandeur comparable aux réserves, or compris, de la Banque de France) peut paraître juste au regard des déficits de balance des paiements constatés aujourd'hui. Mais ce dont il devrait s'agir, c'est d'une vaste opération de stabilisation. Le but de l'opération serait non pas de combler un déficit de la balance des paiements, destiné à se perpétuer si on commence par en annuler les effets restrictifs par des crédits extérieurs, mais à faire cesser tout déficit tant soit peu significatif. Précisons un point important pour les chances de succès d'une telle politique : que les Russes n'aient pas apprenné le capitalisme chez M^r Thatcher. Ils en reviendraient avec l'idée qu'on doit laisser, au nom de la déréglementation, les banques prêter à tort et à travers, notamment pour stimuler la consommation des particuliers (comme naguère celle de l'Etat mexicain). Sous un tel régime, déficit budgétaire ou pas, aucun équilibre, interne ou externe, ne tient.

Par Michel BEAUD

A TRAVERS LES REVUES

Regards croisés

MARK BLAUG sur l'histoire de la pensée économique (1), John Hicks sur Keynes et les « grands classiques » (2), Frank Hahn sur l'impérialisme de l'économie, la socio-économie (4), les théories de la régulation (5)... Comment les économistes parlent-ils les uns des autres ?

L'article de John Hicks avait été proposé à l'*Economics Journal* en avril 1989 — juste après son quatre-vingt-cinquième anniversaire, peu avant sa mort. Etonnant Hicks : en 1936, il soulignait l'importance des anticipations dans la *Théorie générale* ; en 1937, il ouvrait la voie d'une « théorie généralisée » susceptible d'inclure les apports de Keynes et ceux des « classiques », avec lesquels ce dernier affirmait rompre ; et, plus de cinquante ans après, dans un article qui devait à ses yeux constituer un hommage à la pensée économique britannique (l'irlande comprise), il recherche chez les fondateurs — William Petty, mères physiques — et chez Cantillon, les physiocrates — et chez Ricardo, John Stuart Mill — les racines de la macroéconomie moderne, dont Keynes a été l'initiateur (2).

Dans une période dominée par la pensée américaine, John Hicks est resté fidèle à la grande tradition des économistes britanniques, caractérisée, selon Frank Hahn, par le refus de l'esprit de système, le souci de situer les phénomènes économiques par rapport au cadre plus large de l'étude de la société, la recherche de l'expression mathématique la plus sobre et la volonté de rester accessible à l'homme. Théorie du choix du consommateur, analyse par période, traitement des anticipations, interprétations de Keynes, théorie de la croissance : Hahn examine les différentes facettes de l'œuvre de Hicks, et notamment de *Valeur et Capital*,

avec le double souci d'en faire ressortir la singularité tout en marquant sa place dans la généalogie des concepts et des théories (3), une combinaison, si l'on suit Mark Blaug, de deux démarches, la « reconstruction historique » et la « reconstruction rationnelle ».

Reprenant en effet les catégories proposées par Richard Rorty, Mark Blaug distingue quatre démarches caractéristiques : la *Geistesgeschichte*, la « reconstruction historique », la « reconstruction rationnelle », et la « doxographie » (1). La *Geistesgeschichte* — histoire des pensées — cherche à identifier les questions centrales posées par les penseurs du passé, pour les situer dans les cohérences de leurs propres systèmes de pensée. La reconstruction historique, elle, cherche à rendre compte des pensées de ces auteurs, dans les termes mêmes où ceux-ci les avaient formulées et dans des présentations qu'ils auraient acceptées.

Quant à la reconstruction rationnelle, elle vise à présenter les idées des auteurs dans le langage moderne, avec le souci de faire apparaître, par rapport à l'état actuel de la pensée, leurs erreurs, leurs apports et leurs lacunes. Enfin, la doxographie reformule les pensées des auteurs du passé de manière à les évaluer à l'aune d'une moderne orthodoxie.

Si les frontières entre ces démarches ne sont pas d'une absolue netteté, leur distinction permet d'échapper à de faux débats ; ainsi, écrivant l'un et l'autre, à partir de Marx, sur le problème de la transformation de la valeur en prix de production, Paul Samuelson et William Baumol suivaient des voies profondément différentes : le premier procédait par reconstruction rationnelle, voulait montrer le caractère erroné de la démonstration de Marx, tandis que le second, dans l'esprit de la reconstruction histori-

que, prenait en compte l'intention de Marx, qui s'attachait particulièrement au problème de la transformation en profits de la plus-value.

La démarche de la reconstruction rationnelle peut conduire certains à reconstruire les pensées des auteurs sur lesquels ils travaillent sous des formes qui diffèrent très profondément de leurs pensées originelles : tel est le cas avec Morishima, qui a abouti à une économie marxienne sans valeur travail ni baisse tendancielle du taux de profit, ou qui traite de l'équilibre walrasien aussi bien en statique qu'en dynamique ; pour lui, Ricardo, Marx, Walras, Neuman

sont en quelque sorte des contemporains participant à un séminaire réuni sous sa férule (1).

En présentant ainsi trois méthodes praticables en histoire de la pensée, Mark Blaug rejette, comme Richard Rorty, la quatrième, la doxographie, méthode « absolue » fondée sur l'idée que, une théorie doit être examinée, toutes les autres doivent être examinées à sa lumière.

N'est-ce pas précisément dans ce travers que versent Jean Cartelier (université de Picardie) et Michel de Vroey (université catholique de Louvain) dans leur examen des théories

de la régulation : « L'approche de la régulation. Un nouveau paradigme ? » (5). Leur verdict est clair : « L'approche de la régulation n'existe qu'à un niveau intermédiaire d'abstraction et non comme alternative crédible à la théorie économique dominante. » Leur démarche l'est moins.

Jean Cartelier et Michel de Vroey soulignent d'abord que leurs critiques « ne peuvent disqualifier ni la fresque historique d'ensemble que l'on trouve dans les écrits régulationnistes ni les nombreux travaux paritaires se réclamant de la régulation ». Mais c'est la capacité de l'approche de la régulation à constituer une alternative à l'économie politique dominante qu'ils mettent en cause : ils le font en affirmant l'existence d'un « champ de l'économie politique », champ défini par les « grandes questions » posées par les fondateurs (de Smith à Marx et Walras) ou, plus précisément, par la reconstruction rationnelle qu'en font nos auteurs et qui leur permet de dégager « la parenté étroite entre les questions auxquelles Marx tenait à répondre et celles traitées par les classiques et, plus tard, par la théorie de l'équilibre général ».

Dès lors, tout devient simple : le champ de l'économie est défini par le problème de l'équilibre ; la théorie moderne de l'équilibre, qui apporte les réponses les plus élaborées, est reconnue comme théorie dominante ; et c'est ici que l'on verse dans la doxographie — ne peut être prise pour une alternative sérieuse... puisque c'est précisément à l'aune de la théorie de l'équilibre qu'on la juge. Et si elle prétend, en prenant en compte les dimensions historiques et sociales, répondre à des questions qui sortent du champ ainsi défini, c'est de « frustres », de « délaissées », de « marginales », de « délaissées du champ de la théorie économique » et même — ce qui ne manque pas d'être paradoxal

— de « désertion des problèmes traditionnellement associés à la constitution de l'économie politique » qu'elle est accusée.

Sur de telles bases ne peuvent qu'être rejetées, avec l'approche de la régulation, non seulement l'école historique allemande, l'institutionnalisme américain, le « sociologisme » à la française ou la nouvelle vague de la socio-économie (4), mais encore la grande majorité des textes écrits par les grands fondateurs de l'économie.

L'effort de connaissance a tout à perdre de cette recherche d'une vérité absolue, susceptible de s'imposer en un mot, en une logique à une dimension, et qui porte en germe des attitudes tout à la fois de rejet, de renfermement et d'« impérialisme » (4) intellectuel.

Kaléidoscope

— Organisation et dynamique industrielle, numéro spécial de la *Revue d'économie industrielle*, 1^{er} trimestre 1990.

— Déséquilibres internationaux : dettes, déficits, taux d'inflation, *Economie et Statistique*, mai 1990. Economie mondiale : taux de change, or, pétrole, *Paribas conjoncture*, bulletin économique de la banque Paribas, mai 1990.

— L'Europe entre l'Est et le Sud, dynamique de l'Allemagne, perspectives de l'économie française, *Observations et diagnostics économiques*, juillet 1990.

— L'Europe 1992, vue des Etats-Unis, *Brookings Papers on Economic Activity*, 1989.

— Débats sur l'union monétaire européenne, *De Pecunia*, juin 1990.

— Développement, technologie, secteur informel, *Revue tiers-monde*, avril-juin 1990. Environnement et développement, déclaration de Vancouver, critiques du *Rapport Brundtland*, *IFDA Dossier International Alternatives*, mai-juin 1990. Pour une lecture plus positive du même, *Rapport Brundtland, la Pensée*, mars-avril 1990.

— Personnes âgées : le coût de la dépendance, dossier de la *Revue française des affaires sociales*, janvier-mars 1990. Etude de la démographie des retraités, *Population*, novembre-décembre 1989. Conséquences financières du vieillissement avant soixante ans, *Documents du CERC* (Centre d'étude des revenus et des coûts), 4^e trimestre 1989.

— Sur la pensée de James Buchanan, à partir de la publication récente de deux recueils de ses articles, *Journal of Economic Literature*, mars 1990.

(1) Mark Blaug, « On the History of Economics », *Journal of the History of Economic Thought* (antérieur *Journal of Economic Surveys*), printemps 1990 (Department of Economics, University of Richmond, Richmond VA 27060, Etats-Unis).

(2) John Hicks, « The Unification of Economics », *The Economics Journal*, volume du centenaire — juin 1990 (University of York, Heslington, York YO1 5DD, Grande-Bretagne, abonnements : Basil Blackwell, 108 Cowley Road, Oxford, OX4 1JF, Grande-Bretagne).

(3) Frank Hahn, « John Hicks the Theorist », *The Economist*, *Journal* — volume du centenaire — juin 1990.

(4) « The Ascent of Socioeconomics », *Challenge*, janvier-février 1990 (80 Business Park Drive, Armonk, NY 10504, Etats-Unis).

(5) « Le colloque de Barcelone », *Economies et sociétés*, Cahiers de l'ISMEA — Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées, série « Théories de régulation », 1989, n° 11 (11, rue Pierre-la-Régulière, 75005 Paris). Ce numéro donne la liste des cent soixante-quatre contributions présentées au colloque de Barcelone de juin 1988 ; il en publie trois, critiques à l'égard de l'école parcellaire de la régulation, sans réponse de la part de représentants de celle-ci. Sans doute — la correction du débat intellectuel l'exige — la réponse est-elle prévue pour le prochain numéro ?

سكنا من الاموال

هكذا من الاجل

Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

Directeur industriel Président du Directoire

Groupe International, nous recherchons ce cadre supérieur pour l'une de nos filiales du secteur de l'Industrie Mécanique : effectif : 1.000 personnes, CA supérieur à 1 milliard de francs, en croissance régulière. Cette entreprise dynamique, largement bénéficiaire, tournée vers l'avenir et toujours à la pointe du progrès, grâce à ses technologies avancées est leader sur le marché français dans sa spécialité et positionnée au plan international sur les cinq continents (la moitié de son CA est réalisée à l'exportation). Elle doit son succès à sa capacité d'innovation, à son anticipation des besoins des clients finaux, à des investissements réussis aux plans : industriel, commercial, d'outils de gestion et des hommes.

Outre vos fonctions de Président du Directoire : politique, stratégie, management, vos exercer une fonction opérationnelle en apportant votre propre valeur ajoutée de Directeur Industriel : production, investissements, achats, gestion et gestion des hommes en faisant progresser l'entreprise dans ces domaines.

Diplômé d'une école supérieure, ingénieur de préférence, votre formation est complétée par votre expérience de Dirigeant dans l'industrie mécanique. Un charisme, une capacité d'écoute et de dialogue, un talent de négociateur et de manager sont nécessaires pour réussir.

Langues : Anglais et/ou Allemand.

Poste dans l'est de la France, à proximité d'une ville Universitaire, en carrefour de l'Europe.

Notre conseil Danielle Jolbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3393.



65, avenue Kléber 75116 PARIS
Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

SUD-OUEST Organisme Logement Social
7500 logements locatifs, 350 accession,
recherche son

DIRECTEUR GENERAL

Homme de dialogue et de stratégie, expérimenté en maîtrise d'ouvrage, ou métiers connexes, de préférence du logement social, il saura mettre en place le management participatif de 195 salariés, administratifs, ouvriers et personnel de service, et assurer la poursuite des activités dans le maintien de la vocation sociale de l'organisme.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. 14847 à
Contesse - 38 rue de Villiers - 92532 Levallois Perret.
Discretion assurée.

Nous prions instamment nos annonceurs
d'avoir l'obligeance de répondre à toutes
les lettres qu'ils reçoivent et de restituer
aux intéressés les documents qui leur ont
été confiés.

Le Monde des Juristes

Filiale française d'un important Groupe International de l'informatique recherche son

Responsable Juridique

Paris

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous aurez en charge l'ensemble des affaires juridiques de la société (suivi des contrats, gestion du contentieux, conseils aux opérationnels, droit des affaires).

Vous serez assisté dans votre mission par une juriste junior et reporterez directement au General Counsel aux Etats-Unis.

Agé de 28 à 35 ans, doté d'une bonne formation juridique, maîtrise de droit privé, de cycle droit des affaires, et nanti d'une expérience de plusieurs années (4/5 ans) en entreprise ou en cabinet.

vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles dans une société très dynamique.

Votre sens des affaires, votre pragmatisme ainsi que votre connaissance de la langue anglaise vous permettront de réussir à ce poste et d'intégrer le comité de direction.

Contactez Thierry Virol, au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à
Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon,
75008 PARIS, sous réf. TV5942MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

atlantic
L'AVANCE TECHNOLOGIQUE

Ce groupe industriel, spécialiste du chauffage domestique et leader sur ses marchés (convecteurs électriques, chauffe-eau, chaudières...), recherche pour son Service Administratif du Personnel

UN JEUNE JURISTE FONCTION PERSONNEL

Il assiste et conseille le DRE, la responsable du Service Administratif, les responsables opérationnels sur les chapitres de la législation sociale, des tableaux de bord ou de la représentation du personnel...

Juriste, spécialiste du Droit du Travail avec éventuellement un DESS en Gestion du Personnel, vous souhaitez par la suite évoluer vers des responsabilités opérationnelles afin de concrétiser votre goût pour les relations humaines.

Le poste est basé près du littoral Atlantique, à 60 kms de Nantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à :
ATLANTIC - Direction du Personnel
BP 65 - 85002 La Roche sur Yon

PUBLICATION SOCIALE PARIS
recherche pour sa rubrique juridique

JOURNALISTE JURIDIQUE (H/F)

spécialisé(e) en protection sociale

Mission : synthèse et rédaction de textes juridiques et sociaux, suivi de la politique sociale.

Profil : maîtrise de droit social, expérience rédactionnelle exigée, facilité de contact.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V.,
photo et prétentions à :
A.S.H./recrutement (réf. H.M.)
14, bd Montmartre - 75009 PARIS

La Société de Banque Occidentale, Banque Commerciale filiale d'un groupe bancaire international de 1er plan recherche pour son DEPARTEMENT JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

JEUNE REDACTEUR

diplôme 3^e cycle, droit des affaires, droit notarial. Expérience souhaitée.

Envoyez C.V. + lettre manuscrite + photo et prétentions à
Mme Dominique TISSERAND
D.P.R.H. - S.d.B.o
8, rue de la Rochefoucauld - 75009 PARIS



Société de Banque Occidentale

Groupe Bancaire, LA DEFENSE
recherche

JURISTE

- Niveau souhaité : DEA ou D.E.S.
- Expérience bancaire indispensable.
- Connaissance approfondie en droit des obligations.
- Bonnes notions de procédures.
- Excellentes capacités relationnelles.

Envoyez CV, lettre de motivation, photo et prêt à N° 8060
PUBLICITES REUNIES 112 bd Voltaire 75544 PARIS CEDEX 11

Le Monde de la Gestion



THE CHASE MANHATTAN
BANK N.A.

recherche pour son Département
RISK ASSET MANAGEMENT un :

ANALYSTE FINANCIER BILINGUE ALLEMAND

Jeune diplômé HEC, ESSEC ou équivalent vous avez :
• une bonne connaissance de la comptabilité française
• une excellente maîtrise de l'allemand et de l'anglais.

Après un stage de 6 mois à Londres où vous serez formé aux méthodes d'analyse anglo-saxonne, de retour à Paris vous serez chargé de l'étude des risques des sociétés suisse-allemandes.

Vous évoluerez ensuite vers l'ingénierie financière.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à :
Denise Thuillier, 18 bd Malesherbes, 75008 Paris.

AUDITEUR INTERNE

Vous avez :

- une formation comptable supérieure :
- 5 ans d'expérience en minimum en cabinet et/ou en entreprise ;
- une bonne pratique de la micro-informatique ;
- 30-35 ans.

Le poste :

- Basé à Paris avec de nombreux déplacements France entière ;
- Missions classiques de contrôle interne et de contrôle comptable ;
- Etablissement de comptes annuels, révisions semestrielles ;
- Comptes consolidés, intégration fiscale ;
- Interventions et organisation comptable ;
- Participation à l'évolution du système d'information.

Le groupe :

11 sociétés de services (secteur transports)

CA : 600 MF - 1 200 personnes

Merci d'envoyer votre dossier

(lettre manuscrite, C.V., photo, dernier salaire)

à Chantal Desjardins

T D S - 152, rue de Javel - 75015 PARIS

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT PUBLIC
INTERCOMMUNAL SPÉCIALISÉ DANS
LE DOMAINE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

RECRUTE D'URGENCE

L'ADJOINT DU DIRECTEUR FINANCIER

Chargé de la coordination des Services comptables de la Direction, il aura également pour tâche d'adapter et de mettre en oeuvre le nouveau plan comptable au sein de l'organisme.

Le candidat devra avoir le sens des relations humaines, de l'organisation et de l'initiative.

Ce poste s'adresse à un jeune titulaire du DECS (ou de niveau équivalent)

Transmettre : Lettre, CV, photo au SIDEN 23 Avenue de la
Mame - BP 101 - 59443 WASQUEHAL CEDEX
- 20.98.81.40

REPRODUCTION INTERDITE

Groupe Français (CA : 7 Mds F) en forte expansion cherche pour son équipe d'audit international un

Auditeur

230 KF +

Banlieue Ouest
Vous participerez activement aux audits et conduirez des missions dans les nombreuses filiales du groupe en France et à l'Étranger. Votre action portera sur les aspects comptables et opérationnels avec une présence particulière lors des clôtures semestrielles. La réflexion sur l'amélioration des procédures et les systèmes de contrôle interne sera également de votre ressort. Agé de 26/30 ans, de formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent

vous avez une première expérience de 2/3 ans en cabinet d'audit. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Contactez Ralph Crockett au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. RCS851MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

ORLEANS

Jeune Contrôleur de Gestion

3/4 ans d'expérience et une bonne dose de dynamisme pour évoluer...

Car avec nous, vous êtes nécessairement amené à évoluer ! Spécialisés dans la distribution de Biens d'Équipement automobile (CA 280MF - 300 personnes), nous vous proposons, dans le cadre de la restructuration de notre équipe financière, l'opportunité de secondier en ligne directe notre D.A.F. pour l'élaboration, la mise en place et le suivi des procédures budgétaires (tableaux de bord, contrôle budget et marges, audit...).

C'est une création de poste, vous aurez donc toute l'initiative nécessaire pour suggérer, développer et appliquer des procédures que vous maîtriserez.

De votre professionnalisme et votre implication, dépendra votre évolution.

Diplômé d'une Ecole de Commerce ou Université + 3^{ème} cycle de gestion, votre soit de réussir nous intéresse. Alors, parions-en !

Rémunération très motivante liée à votre expérience.

Adressez votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 301349 à Havat Régis BP 5329 - 45053 Orléans Cedex 01 qui transmettra.

LE DIRECTEUR COMPTABLE D'UN GROUPE FINANCIER RECHERCHE

Jeune Adjoint (30 ans)

Élément fort de l'état-major comptable, le titulaire nécessairement à fort potentiel se verra confier un large champ de responsabilités tant dans le domaine opérationnel par la prise en charge des organisations et des évolutions que fonctionnel par la prise en charge d'un secteur comptable informatique de cette direction.

Ce poste représente une véritable opportunité pour un jeune diplômé ayant une formation généraliste type ESC, DESS de gestion, complétée par l'expérience, une expérience acquise dans un grand groupe ou en cabinet et un goût prononcé pour la matière comptable développée dans un environnement complexe.

La rémunération offerte est attractive et le développement accéléré de carrière, réel, pour un candidat de valeur.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre candidature (en précisant sur l'enveloppe la réf. 1728) à :

UNARINE
110, bd Sébastopol - 75003 Paris, qui transmettra.

Le Groupe CEPME, spécialiste du conseil et du financement des entreprises, met à la disposition des PME une gamme complète de produits financiers permettant d'assurer leur développement. Présent dans 42 villes de France, il conseille plus de 220 000 entreprises françaises.

LES CARRIÈRES DE LA RÉUSSITE

Chargés de Clientèle

De formation supérieure - Ecole de Commerce, ITB, juriste - vous possédez une première expérience (2 à 3 ans) du secteur bancaire et plus particulièrement de l'exploitation d'entreprise.

Responsable à part entière de vos clients, décideurs de PME (Directeurs Financiers ou Directeurs Généraux), vous disposerez d'une totale autonomie pour les conseiller, diagnostiquer leurs besoins, gérer et analyser leurs risques.

Vous participerez activement à la prise de décision finale.

Rapidement, suivant vos résultats, vous prendrez la responsabilité d'un groupe commercial que vous animerez et gèrerez. Plus qu'une opportunité, nous vous proposons aujourd'hui d'intégrer au sein de notre groupe un métier très porteur qui saura dynamiser votre carrière et vous offrir de très larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser sous réf. 07MO votre dossier de candidature en mentionnant vos prétentions au CEPME, Monique Danion, DRH, 14, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS.

Crédit d'équipement des PME

bip BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT recherche

INTERVENANTS SUR LES MARCHÉS

Mission : Vous mettez en place et gérez des stratégies d'arbitrage sur les différents marchés.

Vous bénéficiez dans l'exercice de votre activité de l'assistance d'une équipe de recherche et des outils d'aide à la décision les plus évolués.

Profil : Vous êtes de formation supérieure, de préférence scientifique, débutants ou avec une première expérience.

Venez rejoindre notre équipe d'intervention sur les marchés pour y exercer un métier passionnant dans un secteur financier de pointe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence ISM/GVB à BIP Direction des Ressources Humaines 108, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

bip
La banque d'aide à la décision

Pour prendre un bon départ : la comptabilité H.P. !

Jeune diplômé d'une école de commerce (option finances/compta), vous souhaitez valoriser vos compétences dans une société qui développe un système comptable performant et vous permet de évoluer dans un environnement international.

Hewlett-Packard, l'un des premiers constructeurs informatiques (7,5 milliards de CA en France), vous propose de découvrir un système comptable informatisé, et de vous former aux comptabilités anglo-saxonne et française.

À la tête d'une équipe de 35 personnes - et en contact avec nos différents services - vous assurerez le suivi comptable des stocks, validez les transactions journalières, vérifiez leur valorisation et analysez le "cost of sales", avec un souci constant de respect des échéances.

La pratique de la micro-informatique sera un atout supplémentaire. De réelles possibilités d'évolution vous seront offertes dans notre société ou dans le groupe.

Postes basés à Evry (91).

Merci d'envoyer votre candidature (CV + photo + lettre) sous réf. ADMIN/LM/FR, à Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 2 avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

hp HEWLETT PACKARD

SVF SOCIÉTÉ DE SERVICES FINANCIERS

AUDIT FINANCIER

CA. 2 Milliards,
1700 personnes
Filière d'un grand
Groupe Alimentaire
Français
Recherche pour son
Siège basé à
GENNEVILLIERS (92)

SYSECA

Tout ce que vous voulez savoir sur ...

SYSECA : Société de Services et d'Ingénierie en Informatique (1800 personnes dont 80% d'ingénieurs), partenaire d'un grand groupe international. Nous proposons la vision globale de notre entreprise à :

RESPONSABLE DU PLAN STRATEGIQUE

Sous la responsabilité de notre secrétaire général et conformément aux procédures du groupe Thomson, vous prenez en charge l'élaboration et la mise en place du plan stratégique annuel. Pour cela vous avez un rôle d'animateur auprès des correspondants plan de chaque division. Vous êtes l'interface entre la société et le groupe Thomson. Par ailleurs, votre mission vous amène naturellement à réaliser des études économiques et financières (marché, concurrence).

Diplômé d'une école de commerce ou ingénieur titulaire d'une formation complémentaire en économie ou en gestion, vous justifiez d'une expérience de 2 à 5 ans, si possible dans le domaine des services ou de l'ingénierie informatique. Votre absence dans les techniques comptables et financières, votre connaissance de l'informatique et votre maîtrise de l'anglais sont vos atouts pour réussir. Nous offrons de sérieuses possibilités d'évolution aux candidats les plus motivés.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 1240 à SYSECA SELECTION - 315 Bureaux de la colline - 92213 Saint Cloud Cedex

SYSECA SELECTION

هكذا من الاجل

PARIS, 23 juillet ↓
Affaiblissement

son recul et descendant en début d'après midi jusqu'à - 0,71 %. Toutefois, en ce dernier jour du mois boursier de juillet, la liquidation demeurait encore positive vers 14 heures (+ 0,44 %). Bien que cette performance ne soit pas exceptionnelle comparée aux + 11,24 % d'avril, elle révèle selon certains intervenants un petit changement de tendance après deux mois de liquidation négative (- 0,67 % en mai, et - 6,06 % en juin).

Toutefois, selon les spécialistes, ce changement doit tout de même être confirmé. Or l'absence de perspective rapide d'une baisse des taux en France associé à un tassement de l'activité, traditionnelle en cette période estivale, ne font rien pour conforter cette esquisse de revirement. Peut-être un nouvel élan de Wall Street pourrait redynamiser le nouveau terme d'août...

De coté des baisses figurent Métrologie International, Electronique Dessaut et Comptoir des entrepreneurs. Parmi les valeurs étrangères, les sociétés japonaises (Ito Yokado, Sumitomo Bank, Hitachi) étaient affectées par la baisse du *Kahum-cho*, la Bourse japonaise

TOKYO, 23 juillet ↓
La baisse continue
La baisse a continué à Tokyo et ce pour la quatrième séance consécutives. L'indice Nikkei a perdu lundi 526,73 points (-1,63 %) et a clôturé à 31 894,79 points. Pour la pre-

mière fois depuis la fin du mois de juin, il est revenu sous la barre des 32 000 points. Ce mouvement de repli observé depuis mercredi 18 juillet s'est accéléré à la veille du week-end (-1,92 %). L'arrestation de M. Kotani, soupçonné d'avoir manipulé les cours des actions de Fajita Tourist Enterprises, est l'une des raisons de cette recrudescence. Le Kabuto-cho depuis vendredi, il convient d'ajouter les préoccupations des opérateurs quant à une hausse des taxes d'intérêt japonaises, la forte baisse du marché

VALEURS	Cours du 20 juillet	Cours du 23 juillet
Akai	1 030	1 020
Bridgestone	1 530	1 530
Canon	1 870	1 850
Daewoo	2 550	2 470
Suzuki Motors	1 780	1 740
Nissan North America	2 100	2 090
Mercedes-Benz	971	961

Shyri Corp.	8 890	9 800
Toyota Motors	2 260	2 250

de 85 millions de francs en 1990-1991... Skis Rossignol, premier producteur mondial de skis, table pour l'exercice 1990-1991 sur un chiffre d'affaires de 1,39 milliard de francs contre 1,47 milliard en 1989-1990, et sur des pertes de 85 millions de francs, contre 9,34 millions de francs l'année précédente. En 1988-1989, le groupe avait dégagé un bénéfice de 30,48 millions de francs. L'entreprise souligne l'impact, sur plusieurs axes des variétés de chan-

notamment sur le yen et le dollar. Selon les documents examinés jeudi 19 juillet par le conseil d'administration, la perte « d'ordre de 835 millions de francs envisagée » est le reflet de la dépréciation des deux principales monnaies de facturation depuis le début 1990.

□ Kuoni rachète Populairis. Kuoni, première agence de voyage, suisse, a repris 65 % de l'agence Populairis Tours à Bern (190 employés) dixième entre

helvétique, spécialisé dans les voyages familiaux à bon marché. Kuoni a réalisé un chiffre d'affaires de 2,2 milliards de francs suisses (plus de 8,5 milliards de francs français) dont les deux tiers en Suisse et Popularair filiale du distributeur Co-op a réalisé 122 millions (environ 475 millions de francs français). 30 000 francs suisses de bénéfices net.

S.E.-U.	7 7/8	8 1/8	7 15/16	8 1/16	8 1/8	8 1/8	8 7/8	8 7/8
Yen	7 1/4	8 1/2	7 1/2	7 5/8	7 1/2	7 5/8	7 11/16	8 3/8
DM	7 7/8	8 5/8	8 1/2	8 1/8	8 1/2	8 1/8	8 3/8	8 3/8
P.F. (100)	9 3/8	9 5/8	9 1/4	9 1/2	9 1/8	9 1/4	9 3/8	9 3/8
F.S.	8 11/16	8 15/16	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
L. (1000)	2 1/2	4 1/2	4 7/8	11 1/4	14 7/8	15 3/8	11 1/4	11 1/4
	14 13/16	15 1/16	14 7/8	14 7/8	15 1/8	14 13/16	14 1/2	14 1/2
F. exp.	9 3/4	10	9 11/16	9 13/16	9 3/4	9 7/8	9 7/8	10

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués
 fin de semaine par une grande banque de la place.

1

BOURSE DU 23 JUILLET

REGIMENT 1										REGIMENT 2										REGIMENT 3										REGIMENT 4											
COMPANIES	VALUERS	CASH	PREMIER	DEVELOPER	%	COMPANIES	VALUERS	CASH	PREMIER	DEVELOPER	%	COMPANIES	VALUERS	CASH	PREMIER	DEVELOPER	%	COMPANIES	VALUERS	CASH	PREMIER	DEVELOPER	%	COMPANIES	VALUERS	CASH	PREMIER	DEVELOPER	%	COMPANIES	VALUERS	CASH	PREMIER	DEVELOPER	%	COMPANIES	VALUERS	CASH	PREMIER	DEVELOPER	%
1060	CALTEX	3670	3670	1110	+0.14	1060	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1060	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1060	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1060	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1060	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1060	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1061	B.A.P. T.P.	1120	1120	1120	+0.91	1061	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1061	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1061	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1061	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1061	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1061	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1113	OILCO	1122	1122	1122	+1.04	1113	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1113	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1113	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1113	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1113	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1113	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1090	RESEARCH T.P.	1220	1220	1220	+0.39	1090	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1090	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1090	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1090	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1090	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1090	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
2007	STANCO	1220	1220	1220	+0.79	2007	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	2007	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	2007	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	2007	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	2007	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	2007	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1220	STANCO	1220	1220	1220	+0.79	1220	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1220	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1220	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1220	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1220	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1220	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1225	THOMSON T.P.	1230	1230	1230	+1.00	1225	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1225	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1225	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1225	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1225	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1225	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	ADCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	ADCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1540	ALBANY	1230	1230	1230	+0.38	1540	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1540	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1540	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1540	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1540	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1540	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
515	ALBANY	1230	1230	1230	+0.38	515	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	515	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	515	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	515	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	515	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	515	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
2330	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	2330	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	2330	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	2330	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	2330	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	2330	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	2330	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1052	1052	1054	+1.14
1010	STANCO	1230	1230	1230	+0.38	1010	LABOR	1052	1052	1054	+1.14	1010	SANTO	1																											

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 433

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demande - v : plus

هكذا من الامل

Le Monde

24 • Mardi 24 juillet 1990 •

ITALIE : la lutte contre la Mafia L'ancien maire de Palerme condamné à trente-huit mois de prison

ROME

de notre correspondant

La condamnation à trente-huit mois de prison et 2 millions de lires d'amende prononcée vendredi 20 juillet par le tribunal de Palerme à l'encontre de l'ancien maire de la ville, M. Vito Ciancimino, et de cinq de ses complices peut paraître bien légère au regard, notamment, des dizaines de milliards de francs de marchés publics détournés et de la fortune ainsi accumulée en Italie et à l'étranger par « don Vito ». D'autant que le parrain, qui s'est donné la barbe blanche et le regard mouillé d'un vieil universitaire digne et n'a pas hésité à en appeler au président de la République et à Amnesty International après être sorti de détention préventive pour raison de santé, n'ira probablement pas purger sa peine avant d'avoir épuisé les innombrables ressources de l'appel et de la cassation que permet la justice italienne.

Cette série de condamnations pourrait toutefois constituer un tournant dans la lutte entreprise par la magistrature contre le complexe politico-mafieux sicilien. Malgré bien des vicissitudes et des déchirements internes, l'équipe chargée de la lutte anti-Mafia a, prouvée à l'appui, pu démontrer, grâce à ce procès et à son verdict, la participation d'une large partie de l'administration et des élus locaux à la criminalité organisée et l'ingérence des cosche dans les marchés publics.

Un coin du voile

Un coin du voile se soulève donc après vingt ans de soupçons et de rumeurs sur des affaires de corruption préventive pour raison de santé, n'ira probablement pas purger sa peine avant d'avoir épuisé les innombrables ressources de l'appel et de la cassation que permet la justice italienne.

Deux coïncidences troublantes accréditent l'impression que cette avancée de la justice n'est pas le fruit du hasard. Dans son combat, parfois ambigu, pour une Sicile assainie, passant par un renouvellement du discours et de l'action de la démocratie chrétienne, le nouveau maire de Palerme, M. Leoluca Orlando, avait refusé plusieurs marchés portant l'empreinte de « don Vito » et s'était violemment opposé à l'acte traditionnel de la démocratie chrétienne proche du président du conseil, M. Giulio Andreotti. A l'issue des dernières élections municipales, remportées triomphalement par ce jeune et charismatique trublion, M. Andreotti, après avoir tenté de l'écartier, avait admis, moyennant probablement quelques compromis, de reconnaître la prééminence locale de M. Orlando.

Parallèlement, l'administration puis la justice se sont abattues sur la société Lesca Farsura, dont le patron avait été inculpé en même temps que Vito Ciancimino. La société avait d'abord été rayée du registre national des entreprises de travaux publics puis déclarée en faillite le jour même de la sentence de Palerme, alors que ses actifs excédent encore son passif et que le débiteur qui avait déposé un recours contre elle, après avoir été remboursé, aurait retiré sa plainte. Neuf actions similaires de mise en faillite ont par ailleurs été engagées contre des sociétés du même groupe qui appartiennent toutes au comte Arturo Cassina, protégé — ou protecteur? — de « don Vito ».

Reste à savoir si ces actions de l'Etat italien visent seulement à amputer un membre manifestement trop gangrené de la société ou à dresser un barrage conséquent à l'intégration de plus en plus profonde de la Mafia dans le système économique et politique du pays. (Intérim.)

CORÉE DU SUD : démission des députés de l'opposition. — Les députés de l'opposition du Parti pour la paix et la démocratie (PPD), dirigé par M. Kim Dae-jung, ainsi que cinq députés du Parti démocratique (DP) et un député indépendant ont démissionné, lundi 23 juillet, afin d'obtenir la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation d'élections générales anticipées. Les quatre autres députés de l'opposition l'avaient déjà fait il y a deux semaines. Un responsable du Parti démocratique libéral au pouvoir (DLP), M. Kim Young-sam, a cependant annoncé que l'Assemblée (deux cent quatre-vingt-neuf membres) compte renvoyer les lettres de démission. — (AFP)

PROMO-LIVRE
9-16 rue Bonald
69007 LYON 72 73 10 58
L'entraînement par les annales pour B.T.S.
pochettes de sujets de 1984 à 1990:
• Culture générale
• Eco - droit
• Cas Action Co.
• Cas Comm. Intern.
• Cas Compta.
• Cas bureautique

La crise entre l'Irak et le Koweït L'Egypte tente de trouver une solution au conflit

Les tentatives de médiation arabe — essentiellement de l'Egypte, de l'Arabie saoudite et de la Ligue arabe — se sont poursuivies, samedi 21 et dimanche 22 juillet, pour tenter de désamorcer la crise entre Bagdad et Koweït. L'Irak accusant notamment l'Emirat voisin de lui « voler » du pétrole.

LE CAIRE

de notre correspondant

En visite au Caire, où il devait participer, lundi 23 juillet, à une réunion du Conseil de coopération arabe — qui réunit l'Egypte, l'Irak, la Jordanie et le Yémen, — le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a été reçu dimanche par le président Hosni Moubarak, auquel il a remis un message du président Saddam Hussein relatif au conflit irako-koweïtien. Après cette rencontre, M. Tarek Aziz a repris les accusations irakiennes contre son voisin, assurant, de plus : « Ce sont eux (les Koweïtiens) qui nous menacent. Nous ne menaçons personne. » De son côté, le chef de la diplomatie égyptienne, M. Abdel Meguid, a assuré que l'Egypte œuvrait pour tenter de trouver une solution au litige irako-koweïtien.

Le président Moubarak a, pour sa part, tenu à minimiser l'ampleur de la crise, estimant, dans un discours à la nation qu'il a tenu avant sa rencontre avec le ministre irakien, que la dispute entre Bagdad et Koweït n'était « qu'un nuage d'été ». Il a ajouté qu'il « faisait confiance à la sagesse du président irakien pour surmonter calmement et objectivement le problème, afin d'éviter les tensions et les divisions au sein du monde arabe ».

La visite de M. Tarek Aziz avait également pour objectif de faire baisser la tension entre Bagdad et Le Caire à la suite de ses déclarations au conseil ministériel de la Ligue arabe, jugées hostiles à l'Egypte par la presse officielle du Caire (le Monde daté 22-23 juillet). Après sa rencontre avec le raïs, auquel il a transmis un message de

« Farzad Bazofi n'était pas un espion »
déclare l'infirmière britannique libérée
Daphné Parish, l'infirmière britannique récemment libérée après dix mois de détention en Irak, a déclaré, dimanche 22 juillet, dans un entretien publié par l'Observer, que « Farzad Bazofi n'était pas un espion » et qu'il avait « tout fait au grand jour, au vu et au su des soldats, y compris des soldats ».

M^{me} Parish, accusée d'avoir gagné en voiture le correspondant de l'Observer sur le site d'une usine

ALGÉRIE
Les islamistes exigent de nouveau des élections législatives

M. Abassi Madani, le chef du Front islamique du salut (FIS), a réitéré, dimanche 22 juillet, au cours d'une conférence de presse, sa demande de dissolution de l'Assemblée nationale et annoncé son intention d'entamer le dialogue avec le pouvoir pour fixer la date des élections législatives. « Nous demandons au président d'ordonner, au plus tôt, la dissolution de l'Assemblée qui doit être renouvelée dans un délai sur lequel nous nous mettrons d'accord selon l'intérêt du peuple », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, Echaab, le quotidien du FLN, s'est félicité, dimanche, de la décision de l'Assemblée populaire de la wilaya (département) de Jijel, dans l'est du pays, contrôlée par le FIS, de rejeter toute correspondance « rédigée en langue étrangère », c'est-à-dire essentiellement en français.

L'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger a « recommandé » l'interdiction de la mixité dans les écoles algéroises à partir de la prochaine rentrée scolaire. Devant les réactions des autres élus, les nouveaux édiles islamistes ont transformé leur « décision » initiale en simple recommandation.

En outre, plusieurs centaines de femmes ont manifesté, samedi, dans le centre d'Alger « pour que [leurs] voix ne soient pas détournées » et obtenir une modification de la loi électorale qui permet à leur mari de voter pour elles sans procuration. — (AFP, Reuter.)

M. Saddam Hussein sur les « relations fraternelles » entre les deux pays, M. Tarek Aziz a affirmé que ses propos devant la Ligue avaient été « mal interprétés, car il est inimaginable qu'un ministre des affaires étrangères irakien porte atteinte à l'Egypte ». Il s'est ensuite félicité de « l'accueil fraternel et de la compréhension du président Moubarak ». M. Aziz a enfin affirmé que, dans cette affaire, « une page a été tournée, sur laquelle nous sommes convenus de ne pas revenir ».

Tension égypto-palestinaïenne

Si la tension est tombée entre Le Caire et Bagdad, elle demeure encore vive entre l'Egypte et l'OLP, dont le chef, M. Yasser Arafat, avait, lui aussi, été accusé d'avoir tenu des propos hostiles à l'Egypte. La presse officielle avait notamment reproché à M. Arafat d'avoir accusé l'Egypte d'être au service des Etats-Unis pour avoir fait pression sur l'OLP afin qu'elle accepte les conditions de Washington pour une reprise du dialogue palestinien-américain. M. Moubarak est intervenu lui-même, dimanche, pour accuser les responsables de l'OLP de tenir un double langage. « Ils (les Palestiniens) disent que nous leur avons imposé le dialogue avec les Américains, alors que ce sont eux qui nous ont demandé d'ouvrir pour sa tenue, a déclaré le raïs. A chaque fois que nous agissons à la demande de responsables palestiniens, nous devenons la cible des experts de l'injure. A ce moment, les responsables palestiniens qui nous ont demandé d'agir gardent le silence ».

Toutefois, M. Nabil Chaath, conseiller politique de M. Arafat, a indiqué que les « responsables palestiniens à tous les échelons tenaient à avoir des relations solides avec le grand frère égyptien ». Il a ajouté que le chef de l'OLP se rendrait en Egypte dans les prochains jours.

ALEXANDRE BUCCIANTI

HONGRIE
Compromis sur la décollectivisation des terres
Les trois partis au pouvoir ont trouvé un compromis sur la question de la restitution des terres à leurs anciens propriétaires, a annoncé dimanche 22 juillet Radio-Budapest. Le Forum démocratique et ses deux alliés, le Parti des petits propriétaires et les chrétiens-démocrates, ont convenu de restituer gratuitement les terres à leurs anciens propriétaires de 1947, à condition qu'ils s'engagent à les exploiter directement. Les autres candidats à l'exploitation privée des terres devront les racheter sous des formes à définir. Ce compromis, exclu pratiquement les anciens propriétaires établis en ville ou à l'étranger, ainsi que leurs héritiers, qui envisageaient la restitution dans un but spéculatif. — (Corresp.)

Étonnante collection de lits de repos...
En tous styles, toutes dimensions, lattes et matelas assorties : également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Régence » (sujet de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art Nouveau et même l'Art Déco.

Rémy
80-82, boulevard St-Anoine
75012 PARIS - 43-43-65-66
(succursale marseillaise)

CARTES POSTALES

Négociation à Nouâtre

Sans aucun préavis, quelques dizaines de décibels sont venus déchirer la place somnolente du 11-Novembre-1918 de Nouâtre (Indre-et-Loire). Toutes les musiques se rassemblent, sur les autoradios des voitures immatriculées loin de Nouâtre, quand elles viennent traverser le silence torride d'une sieste villageoise.

En coupant le contact, le chauffeur a rendu d'un coup la place à son silence, et les deux portières avant se sont ouvertes en même temps sur un couple exaspéré. Lui, en survêtement « Têléfoot » à plateau, repose épuisé en short bonbon-fluo, genre ravages à Fréjus.

Bonbon-fluo a bondi sur l'asphalte et ouvert la porte arrière droite. Deux sandalettes hésitantes sont apparues dans l'embrasure, prolongées par des genoux à sparadrap, supportant eux-mêmes un citoyen renfrogné d'environ quatre ans et demi, visible vainqueur aux points d'une harassante négociation-pipi.

Au-dessus de la boulangerie, un rideau s'est écarté, à peine. Derrière l'arbre de la Liberté (planté le 14 juillet 1790, comme l'atteste une plaque dorée, et qui ouvre majestueusement la rue de la Liberté), on a entrevu dans l'ombre d'une fenêtre le mouvement turfi d'une tête. Nouâtre ne dormait que d'un œil.

« Et alors ? C'est toi qui voulais l'arrêter, non ? », a lancé Bonbon-fluo à sa descendance. Visiblement, l'envie était passée.

de Chenonceaux (Indre-et-Loire)
DANIEL SCHNEIDERMAN

Cabinets ministériels

M. Cadoux
directeur du cabinet de M. Marchand

M. Daniel Cadoux est nommé directeur du cabinet de M. Philippe Marchand, ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur.

[Né le 28 août 1946 à Annecy (Haute-Savoie), M. Daniel Cadoux, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, agrégé de l'université et ancien élève de l'ENA, a été sous-préfet, successivement à la préfecture de Paris, puis à celles des Côtes-du-Nord, du Calvados et de la région Rhône-Alpes. Conseiller technique de 1984 à 1986, au cabinet de M. Michel Crépeau, ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Tourisme, M. Cadoux a ensuite occupé les fonctions de chargé de mission à la DATAR, de conseiller technique du délégué à l'aménagement du territoire (M. Jacques Salois) et de secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne. Depuis janvier 1989, il était sous-directeur de l'administration territoriale au ministère de l'Intérieur.]

□ Sondage : baisse pour M. Mitterrand, stabilité pour M. Rocard. — Réalisé entre le 28 juin et le 7 juillet, par l'IFOP, auprès de mille sept cent quatre-vingt personnes, le sondage publié dans le Journal du dimanche du 22 juillet indique une baisse de deux points de la cote de satisfaction de M. François Mitterrand : 37 % au lieu de 39 % en juin. Toutefois, 41 % au lieu de 43 % se déclarent mécontents du président de la République. Avec 39 % de satisfaits, comme en juin, M. Michel Rocard obtient un meilleur score que le chef de l'Etat. Le premier ministre voit, en outre, le pourcentage de mécontents diminuer de cinq points : 33 % contre 38 % le mois dernier.

Étonnante collection de lits de repos...
En tous styles, toutes dimensions, lattes et matelas assorties : également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Régence » (sujet de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art Nouveau et même l'Art Déco.

Rémy
80-82, boulevard St-Anoine
75012 PARIS - 43-43-65-66
(succursale marseillaise)

Usant de l'immémorial privilège du conducteur, « Têléfoot » a choisi de se désintéresser de la question, et s'est éloigné de quelques pas pour aller, sur la place, consulter les affiches annonciatrices de la fête au village : dimanche, Nouâtre et les communes environnantes accueilleraient les Rollimax (valleur de sabre, cracheur et mangeur de feu), une course d'ânes et un concours de pêche en barque.

« Tu es sûr que tu n'as plus envie ? », a encore demandé Bonbon-fluo. A l'instant où elle allait claquer la portière, le passager a finalement choisi d'obtempérer. Il a gratifié la place de Nouâtre d'un regard circulaire, signifiant clairement l'ampleur de son dédain, et, escorté de main, a dédaigné emprunter le chemin piétonnier qui, de la place, descend directement vers la rive bousuée de la Vienne.

La rivière a peine un peu plus poluée, les touristes sont remontés en voiture, non sans avoir entamé une négociation-chevring-gum, bien partie pour durer au moins jusqu'à Remorquin. Au-dessus de la boulangerie, le rideau a frissonné à peine. Et Nouâtre, baignée à son tête-à-tête avec l'été, son arbre de la Liberté et les rives bousuées de la Vienne, a replongé dans le sommeil tranquille des bourgades honnêtes, dont aucune réforme de l'orthographe ne menaçait jamais l'accent circonflexe.

de Chenonceaux (Indre-et-Loire)
DANIEL SCHNEIDERMAN

Deux disparitions

Le comédien et metteur en scène Sacha Pitoeff

Troisième enfant de Georges et Ludmilla Pitoeff, le comédien et metteur en scène Sacha Pitoeff est mort à Paris le samedi 21 juillet. Il était âgé de soixante-dix ans.

Homme sensible et fin au long visage souligné d'une barbe à la russe, Sacha Pitoeff ne fréquentait plus, depuis une dizaine d'années, les théâtres parisiens où, dès les années 30, il remplit le métier de répertoire jadis imposé et défendu au France par ses parents exilés et venus de Bakou : Pirandello ou Tchekhov.

« Quand je pense au théâtre, je ne peux pas m'empêcher de penser à mon père. Il était le théâtre incarné. Et à côté de lui je me sens tout petit », disait-il. C'est, en effet, Georges Pitoeff qui transmettait le goût du théâtre à son fils, lui donnant un petit rôle dans l'Ennemi. Le premier rôle, et l'avant-dernier, Georges Pitoeff réalise son dernier spectacle, la Dame aux camélias, en 1939. De 1961 à 1967, Sacha Pitoeff dirige le Théâtre moderne, tout en animant sa compagnie. Il ouvre également dans les années 70 un cours d'art dramatique. En 1977, il met en scène une dernière et nouvelle fois Six Personnages en quête d'auteur, de Pirandello, dont il disait qu'« il dénonçait le mensonge de la réalité ».

B. M.

L'acteur Georges Flamant

Le comédien Georges Flamant vient de mourir à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Révélu en 1931 dans la Chienne, de Jean Renoir, au côté de Michel Simon et Janie Mazarin, Georges Flamant travailla avec les plus importants réalisateurs français des débuts du cinéma parlant, notamment Marcel L'Herbier (Terre de feu) ou Jean Grémillon (L'Étrange Monsieur Victor). Il fut le partenaire de Viviane Romance dans Prisons de femmes, de Roger Richet, la Venus aveugle, d'Abel Gance, en 1940, Une femme dans la ville, de Jean Gréville, et Feu sacré, de Maurice Cloche, en 1941, ou Carthage, de Léon Mathot en 1942. Il mit fin à sa carrière cinématographique après la deuxième guerre mondiale, préférant les tournées poétiques, en argot le plus souvent.

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

La fin de la visite de M. Rocard à Tokyo
Tokyo est devenu un partenaire politique..... 3

Un échec pour M. Rabin
L'ancien ministre de la Défense n'a pas réussi à ravir la place de numéro un du Parti travailliste à M. Pères..... 5

POLITIQUE

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie
La grève des ouvriers de la société La Nickel a pris fin. M. Nafessine, signataire des accords de Matignon, se prononce en faveur de l'indépendance en association avec la CEE..... 6

SOCIÉTÉ

Traffic d'armes libanaises
Trois policiers ont été inculpés et écroués à Marseille..... 7

COMMUNICATION

L'université d'été de la communication
Caracra-Maubuisson (Gironde) réunit du 27 au 31 août tous les responsables français de l'audio-visuel..... 14

SPORTS

● La troisième victoire de l'Américain Greg LeMond dans le Tour de France ● L'Open de golf de Grande-Bretagne ● La première journée du championnat de France de football..... 9

CULTURE

Fils magiques à Avignon
Marionnettistes et danseurs indiens..... 10

ÉCONOMIE

Pénurie en URSS
Le premier ministre craint que le pays ne manque bientôt de pain..... 15

CHAMPS ÉCONOMIQUES

● Nouvelle donne en Amérique latine ● Le pétrole inviolé du Pérou ● Le Mexique en quête d'argent ● Socialisme libéral au Venezuela ● La chronique de Paul Fabre pages 17 à 19

Services

Abonnements..... 22
Annonces classées..... 20-21
Carnet..... 11
Marchés financiers..... 22-23
Météorologie..... 13
Mots croisés..... 8
Loto, Loto sportif..... 16
Radio-Télévision..... 13
Spectacles..... 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22-23 juillet 1990 a été tiré à 504 615 exemplaires.